



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Conseil National de la
Formation Professionnelle
Tout au Long de la Vie

**LE FINANCEMENT ET LES EFFECTIFS DE
L'APPRENTISSAGE EN FRANCE
DONNEES 2006**

Volume 1 : niveau national

Mars 2009

CNFPTLV - 4 rue Neuve Saint-Pierre - 75004 PARIS - www.cnfptlv.gouv.fr

LA COMMISSION DES COMPTES DU CNFPTLV

La Commission des comptes du Conseil national de la Formation Professionnelle Tout au Long de la Vie (CNFPTLV), présidée par **Gabriel MIGNOT, Président de chambre honoraire à la Cour des comptes**, a été installée le 1^{er} février 2006.

Composée de 21 membres du Conseil, tous acteurs de la formation professionnelle, sa tâche consiste à assister le Conseil dans sa mission de *transparence du financement* de la formation professionnelle et de l'apprentissage (art. 27 de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle et au dialogue social).

A cette fin, elle lui propose toute mesure qu'elle juge utile et établit un rapport annuel sur l'utilisation des ressources financières affectées à l'apprentissage et à la formation professionnelle continue.

Concernant l'apprentissage, les travaux sont préparés, suivis et mis en cohérence par un **Groupe Technique Apprentissage** (GTA) qui comprend des spécialistes compétents en matière d'apprentissage, désignés par les organisations qui composent le Conseil.

Ce groupe est animé par **Thierry CORMIER**, directeur adjoint de la formation professionnelle en Région Bretagne et **Michèle JACQUOT**, chef du bureau « compte de l'éducation » au sein de la direction des études, de la prospective et de la performance (Ministère en charge de l'Education).

Au secrétariat général du Conseil, ce dossier a été plus particulièrement suivi par **Nathalie DEVILLE**, conseillère technique en charge de l'apprentissage.

Remerciements à **Dominique GAUTHIER**, directeur de l'apprentissage et **Armelle DUPRE**, chargée d'études, en Région Centre, **Pierre CARTILLIER**, chef de service apprentissage en Région Bourgogne et **Thérèse CHARTIER**, chef du service de la formation initiale en Région Alsace, pour leur participation à la rédaction de ce rapport.

SOMMAIRE

	P
INTRODUCTION	7
PARTIE 1 : ACTEURS ET FINANCEMENTS DE L'APPRENTISSAGE	11
I – La grille de lecture du schéma national des flux financiers de l'apprentissage	17
1.1. Les acteurs	17
1.2. Les flux financiers	19
1.3. Les masses financières	19
1.4. Les principaux producteurs de données	20
Schéma national des flux	21
II – L'explication des données qui alimentent le schéma national des flux	25
2.1. La collecte et la répartition de la taxe d'apprentissage	25
2.2. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs et des bénéficiaires finaux	27
2.3. Les comptes des acteurs de l'apprentissage	31
Sources et présentation détaillée des contributeurs et des bénéficiaires	37
PARTIE II : ZOOM SUR L'OFFRE DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE ET SUR LES EFFECTIFS D'APPRENTIS	43
I – Les établissements de formation	45
1.1. Le développement des sites de formation	
1.2. La stabilité de la répartition des effectifs d'apprentis par nature d'organisme gestionnaire	
II – Les effectifs d'apprentis	47
III – Le financement de l'offre de formation par apprentissage	57
A. Les ressources de l'offre de formation par apprentissage	59
1. Les CFA régionaux	60
2. Les CFA nationaux	68
3. Synthèse générale des ressources des CFA régionaux et nationaux	70
B. Les dépenses de l'offre de formation par apprentissage	71
1. Les CFA régionaux	
2. Les CFA nationaux	
LES ANNEXES	73

INTRODUCTION

L'apprentissage constitue une voie de formation initiale qui se déroule **sous contrat de travail**. L'apprenti reçoit des enseignements dispensés en alternance, dans un centre de formation d'apprenti (CFA) et, en situation d'emploi, au sein d'une entreprise.

Les acteurs intervenant dans le dispositif « apprentissage » sont multiples (apprentis, centres de formation d'apprentis, organismes gestionnaires, organismes collecteurs, entreprises, Régions, Etat, etc.) et **les flux financiers** qu'ils génèrent, empruntent des circuits complexes.

Une vue d'ensemble du système apparaissant nécessaire, le Conseil a fixé comme priorité à la Commission des comptes de tracer **le cadre d'un système d'information** constituant **un socle commun de connaissances** pour l'ensemble des acteurs.

Le cadre ainsi établi est le résultat **d'une démarche concertée** entre les acteurs de l'apprentissage et les fournisseurs d'information.

Il vise à la clarification de données éparses, complexes et peu lisibles : il doit permettre de recenser et de présenter (à terme) toutes les composantes du financement de l'apprentissage. Pour cela, il rassemble et met en cohérence, dans un cadre unique, des sources statistiques et financières, nationales et régionales.

Son élaboration est progressive car elle nécessite l'adaptation des sources d'information existantes. Le cadre évolue au fil du temps pour tenir compte des changements législatifs et réglementaires.

Le schéma 2004 a fait l'objet d'une publication en décembre 2007, et a constitué une première étape dans la construction d'une information partagée sur le financement de l'apprentissage. Il se situait en amont de la réforme engagée par le Gouvernement en 2005 en vue de développer et moderniser l'apprentissage. **Ce premier schéma représente donc un point de référence pour mesurer les évolutions en cours.**

Le rapport pour 2006 s'inscrit dans un environnement juridique modifié par les mesures décidées par les pouvoirs publics en 2005-2006 pour développer l'apprentissage et **apporte quelques améliorations méthodologiques.**

Il est composé de deux parties :

- Partie I Acteurs et financement de l'apprentissage
- Partie II Zoom sur l'offre de formation
 - I Les établissements de formation par apprentissage
 - II Les effectifs d'apprentis
 - III Le financement de l'offre de formation par apprentissage (ressources et dépenses)

Une prochaine publication sera consacrée à des déclinaisons régionales du schéma et aux monographies effectuées par plusieurs régions.

L'apprentissage en 2006 : effectifs et financement

Grandes lignes d'évolution par rapport à 2004

I : Acteurs et financement de l'apprentissage

En 2006, toutes sources de financement confondues, le système a mobilisé **6,6 milliards d'euros** y compris 2,2 milliards de rémunérations.

Le montant global des ressources de l'apprentissage a ainsi augmenté de 17% entre 2004 et 2006 soit près d'un milliard d'euros supplémentaires.

Les différents contributeurs « finaux » du financement de l'apprentissage

Pour l'analyse, les financeurs sont vus sous l'angle des contributeurs finaux. Il en résulte une minoration de la participation de ceux qui ne financent pas directement les actions (notamment l'Etat et les entreprises).

- ❑ Pour près de la moitié (46%), ce sont les **entreprises** avec **3.085M€**. Elles versent la taxe d'apprentissage, des fonds mutualisés et des taxes fiscales (dans les secteurs du BTP, des Transports, du commerce et de la réparation automobile) et rémunèrent les apprentis.
- ❑ Pour plus d'un quart, ce sont les **Conseils Régionaux** avec **1.748 M€**. Ils subventionnent les CFA, versent des primes aux employeurs d'apprentis, versent des aides directes aux apprentis, participent aux frais de transports, restauration et hébergement via les CFA.
- ❑ Avec un peu moins de 20%, l'**Etat** contribue pour **1.242M€**. Il participe à ce financement par des exonérations de cotisations sociales, par des crédits d'impôts, et subventionne les CFA nationaux.

Les organismes gestionnaires (77M€) et les familles (61M€) contribuent peu.

On relève un poste « autres ressources » en cours d'identification, s'élevant à 435M€ (reprises sur provisions et amortissements, ventes de produits fabriqués, prestations de formation, contribution des Conseils généraux et des communes).

Par rapport à 2004, la participation des entreprises et des Conseils régionaux croît de manière significative, respectivement de 19 % et de 32 %.

Ces ressources bénéficient :

- ❑ Pour un bon tiers, à l'offre de formation (CFA, SA, UFA) avec **2.444M€**.
- ❑ Pour un autre tiers, **aux apprentis et leurs familles** avec **2.385M€**. La majeure partie est constituée des rémunérations des apprentis qui s'élèvent à 2.172M€.
- ❑ Pour un quart, **aux employeurs d'apprentis** avec **1.656M€**. Ceux-ci bénéficient principalement d'exonérations de cotisations sociales (771M€), du crédit d'impôt apprentissage (270M€) et de l'indemnité compensatrice forfaitaire (615M€).

Par rapport à 2004, les ressources de l'offre de formation augmentent de 14%, le total des rémunérations des apprentis et des exonérations associées de 22%. Pour les employeurs d'apprentis, les exonérations de cotisations sociales représentent globalement 26% de ressources non décaissées en plus par rapport à 2004. Par contre l'indemnité compensatrice forfaitaire est en baisse de 10%.

II : Zoom sur l'offre de formation et les effectifs d'apprentis

Organisation des CFA et effectifs d'apprentis

Les mesures prises en faveur du développement et de la modernisation de l'apprentissage, ont pour objectif principal d'attirer de nouveaux jeunes vers cette voie de formation et de porter le nombre d'apprentis de 360 000 en 2004 à 500 000 en 2009 (objectif du programme 3 du plan de cohésion sociale).

A l'issue de la deuxième année d'application de la loi, on constate une progression des effectifs d'apprentis de 10% portant ainsi le nombre d'apprentis à 407 809 au 31 décembre 2006 :

- ❑ Le taux d'apprentis dans la classe d'âge 16-25 ans augmente légèrement,
- ❑ La place de l'apprentissage dans la formation professionnelle initiale augmente fortement,
- ❑ La hausse des effectifs a bénéficié en particulier à l'enseignement supérieur (niveaux III, II, I) dont les effectifs ont atteint 80 467 apprentis en 2006, soit 17 436 apprentis supplémentaires (+28%) par rapport à 2004. Dans une moindre mesure, les effectifs des niveaux V et IV ont également augmenté entre 2004 et 2006 à hauteur de 327 347 apprentis, soit 21 445 nouveaux apprentis (+7%),
- ❑ Il reste un socle important de niveau V (58% des apprentis) et IV (22% des apprentis) mais le niveau de formation s'élève : en 2 ans +40% pour le Niveau III et les effectifs de Niveau II/I ont doublé,
- ❑ Quatre Régions comptabilisent 40% des apprentis (Ile de France, Rhône-Alpes, PACA, Pays de la Loire),
- ❑ Les métiers de la production continuent de concentrer plus de la moitié des apprentis (61%),
- ❑ C'est toujours une voie plutôt masculine (70% des apprentis sont des hommes) mais plus le niveau s'élève et plus le taux de féminisation augmente.

Fonctionnement des CFA

Le **financement de l'offre de formation (les CFA)** s'établit à **2.444 M€** en hausse de 14% entre 2004 et 2006.

Les contributeurs finaux sont principalement :

- ❑ Les **Conseils Régionaux** à hauteur de 1.058M€, soit 43,3%. Leur participation est en progression de 15% par rapport à 2004,
- ❑ Les **entreprises** avec 812M€ (hors FNDMA¹ et CDA²), soit 32,2%
 - taxe d'apprentissage : 673 M€
 - et fonds mutualisés et taxes fiscales : 139 M€

Le financement est également assuré par :

- ❑ La contribution des organismes gestionnaires et des familles pour 138M€, soit 5,6%,
- ❑ Et à hauteur de 435M€ par d'autres ressources en cours d'identification (cf. point I).

L'ensemble **des ressources** est principalement utilisé **au financement des CFA** : les 2/3 sont consacrées aux frais de personnels.

Les données sont disponibles par région.

Quelques éléments de réflexion :

Avec **1.080M€** (y compris versements au FNDMA¹), **la taxe d'apprentissage ne constitue ni la seule ressource du financement de l'apprentissage, ni la principale**. Elle représente une petite moitié du budget des CFA (2.444M€) et seulement 16% des 6,6 milliards d'euros du financement total de l'apprentissage.

L'augmentation de 17% du financement de l'apprentissage entre 2004 et 2006 est à comparer à une évolution de 10% du nombre d'apprentis. Ceci pourrait s'expliquer par une augmentation des effectifs d'apprentis dans l'enseignement supérieur (hypothèse à explorer).

¹ Fond national de développement et de modernisation de l'apprentissage (péréquation et contrats d'objectifs et de moyens)

² Contribution au développement de l'apprentissage

PARTIE I

ACTEURS ET FINANCEMENT

DE L'APPRENTISSAGE

EN 2006

Le système de financement de l'apprentissage peut apparaître comme peu lisible. Cette difficulté résulte de plusieurs facteurs parmi lesquels :

- le nombre important des acteurs intervenant sur le champ de l'apprentissage³,
- la multiplicité des sources statistiques,
- la complexité des circuits de financement.

Le Conseil national a demandé à sa Commission des comptes de proposer un schéma qui présenterait sous une forme simplifiée le financement de l'apprentissage.

Ce schéma a été réalisé pour la première fois en 2007 à partir de données 2004 émanant de sources nationales et régionales d'information. Il a permis de fixer le paysage de l'apprentissage avant la réforme engagée par le Gouvernement en 2005 dans le cadre du plan de cohésion sociale et constitue un point de référence pour la mesure des évolutions en cours.

1) Contexte 2006

Le schéma 2006 s'inscrit dans un contexte profondément renouvelé. Dans le cadre de la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, le Gouvernement s'est fixé pour objectif (programme 3 du plan) d'atteindre 500.000 apprentis en 2009. Afin de permettre aux employeurs, aux jeunes et aux Conseils régionaux de recourir plus massivement à l'apprentissage, la loi a cherché à améliorer le statut de l'apprenti (maintien de la rémunération en cas de conclusion d'un nouveau contrat, dérogation à la limite d'âge supérieure d'entrée en apprentissage, carte d'apprenti, exonération d'impôt sur le revenu, etc.), à créer les conditions de la concertation et de la mobilisation des acteurs ainsi qu'à réformer la collecte et la répartition de la taxe.

Parmi les mesures nouvelles qui visent à dégager les ressources supplémentaires nécessaires pour financer le développement et la modernisation de l'apprentissage, figurent :

- **l'établissement d'une liste limitative de dépenses exonératoires de la taxe d'apprentissage qui permet d'affecter davantage cette taxe à l'apprentissage.**
- **le relèvement de la fraction de taxe affectée au financement de l'apprentissage, le Quota, de 40% en 2004 à 52% aujourd'hui.**
- **l'institution d'un Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage (FNDMA).**

Ce fonds comprend deux sections distinctes :

- la première, accueille les ressources destinées au financement de la péréquation entre les régions, et correspond à l'ancien FNPTA ;
- la seconde, reçoit les crédits affectés au financement des contrats d'objectifs et de moyens (COM). En effet, depuis 2005, la possibilité est offerte à l'Etat, aux Conseils régionaux et aux autres acteurs de l'apprentissage, de conclure des contrats d'objectifs et de moyens visant au développement qualitatif et quantitatif de l'apprentissage ainsi qu'à sa modernisation.

³ L'État, ses départements ministériels et ses services déconcentrés, les conseils régionaux, les entreprises, les branches, les organismes collecteurs de taxe d'apprentissage (OCTA) compris dans leur diversité, les organismes gestionnaires des centres de formation d'apprentis, les CFA, les apprentis et leur famille.

Le FNDMA est alimenté par 22% du produit de la taxe prélevés sur le quota. Un arrêté ministériel fixe la répartition des ressources entre les deux sections.

- **l'intermédiation obligatoire des organismes collecteurs agréés de taxe d'apprentissage.**

A compter de 2006, les entreprises ne peuvent plus s'acquitter de la taxe d'apprentissage par la réalisation de dépenses libératoires **directement** au profit des centres de formation d'apprentis. Leurs versements aux CFA/SA se font obligatoirement par l'intermédiaire d'un OCTA.

- **la création d'une contribution au développement de l'apprentissage (CDA)**

Instaurée par la loi de finances pour 2005, la contribution au développement de l'apprentissage (CDA) est due par les entreprises redevables de la taxe d'apprentissage et, comme la taxe, est assise sur les masses salariales brutes de ces entreprises. Son taux est de 0,06% pour les rémunérations versées en 2004, 0,12% pour celles versées en 2005 et 0,18% pour les rémunérations versées à compter du 1^{er} janvier 2006.

Cette ressource vise à se substituer sur trois ans à la dotation globale de fonctionnement. Comme cette dernière, la CDA est versée aux Fonds régionaux de la formation professionnelle et de l'apprentissage (FRAFP). En substituant ainsi une ressource fiscale à une ressource budgétaire, l'Etat a entendu dynamiser le financement de l'apprentissage.

Dès 2007, le montant de la CDA (666M€) devrait être supérieur au montant théorique (c'est-à-dire évalué selon les règles de progression de la dotation) de la DGD (625M€).

- **la création d'un crédit d'impôt en faveur des employeurs d'apprentis, d'un montant de 1 600€ par apprenti, éventuellement porté à 2 200€.**

Ce crédit d'impôt constitue une incitation à l'embauche d'un apprenti.

D'un montant sensiblement équivalent à la CDA au plan national, le crédit d'impôt neutralise le coût de l'instauration de la CDA.

Il est toutefois à noter que le champ des entreprises qui payent la CDA et celui des entreprises qui bénéficient du crédit d'impôt apprentissage, ne se recoupe pas nécessairement. Il y a ainsi redistribution des grandes entreprises vers les plus petites.

2) Informations nouvelles

Outre le bilan des précédents exercices, le schéma 2006 présente des informations nouvelles et significatives, parmi lesquelles :

- pour l'offre de formation
 - la ventilation des dépenses de personnels (1.207M€) entre les dépenses de personnels administratifs et techniques (33%) et celles des enseignants (67%).
 - la décomposition des « autres ressources » (435M€).
 - l'identification des fonds mutualisés et des taxes fiscales affectés à l'apprentissage pour expliquer en partie l'écart observé entre deux sources d'information (l'état statistique et financier des organismes paritaires collecteurs agréés et les comptes financiers des CFA).
- l'acquisition d'une vue de l'ensemble des aides des Conseils régionaux aux apprentis, directes (88,4%) et indirectes (11,6%). Ces aides s'élèvent à 113M€ en 2006. Sur les exercices antérieurs, seules les aides aux apprentis venant en diminution du coût facturé par les CFA/SA pour le THR étaient recensées. Or, les aides attribuées aux apprentis via les

CFA/SA peuvent être d'une autre nature (ex. aide à l'achat du 1^{er} équipement, des fournitures scolaires, aide à la mobilité européenne ou encore à l'accès à la culture).

3) Pistes d'amélioration

- La dépense des familles en faveur de l'apprentissage

La direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère de l'éducation a réalisé une enquête auprès des familles afin de cerner leur dépense en faveur de la formation. A cette occasion, elle a réservé dans l'échantillon un panel d'apprentis pour approcher la dépense moyenne des familles par apprenti.

Les conclusions de cette enquête seront prochainement disponibles.

- La dépense des employeurs pour la formation des apprentis dans l'entreprise

Il s'agit ici de la dépense engagée par les employeurs pour la formation de l'apprenti dans l'entreprise en plus de ses obligations (taxe d'apprentissage, fonds mutualisés et taxes fiscales affectées à l'apprentissage). Difficile à cerner, cette dépense fera l'objet d'une étude conduite par le CNFPTLV.

- Le rapprochement des données qui émanent de sources d'information différentes (l'ESF des OPCA et les comptes financiers des CFA) fait apparaître des écarts auxquels de premières explications peuvent être apportées : erreurs d'affectation, fonds mutualisés et taxes fiscales mal identifiés, etc.).

L'écart au niveau national reste faible, représentant 1,5% du financement de l'apprentissage.

C'est là un point de fragilité qui ne remet cependant pas en cause l'intérêt du schéma national du financement de l'apprentissage qu'il s'agisse de l'ordre de grandeur des masses financières mobilisées par l'apprentissage ou de l'ampleur des progrès déjà réalisés dans la connaissance des acteurs, des circuits et des flux.

4) Effectifs d'apprentis

Pour les données physiques (Partie II.2), ce rapport utilise les effectifs présents au 31 décembre :

Apprentis	au 31 décembre 2006	407.809
Jeunes = Apprentis + Pré-Apprentis	au 31 décembre 2006	417.745

Pour les données financières (Parties I et II.3), ce sont les effectifs pondérés, c'est-à-dire présents pendant l'année :

Apprentis (chiffre pondéré)	année 2006	394.617
Apprentis + Pré-Apprentis	année 2006	404.423

I - LA GRILLE DE LECTURE DU SCHEMA NATIONAL DES FLUX FINANCIERS DE L'APPRENTISSAGE

L'objectif de ce schéma est de donner une vue synthétique **des acteurs, des circuits et des masses financières** en jeu.

Les informations qui suivent ont pour objet de donner une grille de lecture du schéma des flux ; elles expliquent son fonctionnement et l'ensemble de ses composantes.

1.1. Les acteurs

Le schéma distingue des sous-groupes d'acteurs qui ne sont pas complètement étanches :

- **ceux qui financent l'apprentissage**, appelés « **contributeurs** » parmi lesquels l'Union européenne, l'État, les Régions, les Entreprises. Ils apparaissent **sur fond vert** dans la partie supérieure du schéma.
- **ceux qui bénéficient de ce financement**, appelés « **bénéficiaires** » : les organismes de formation (CFA, SA, UFA), les employeurs d'apprentis ainsi que les apprentis et leur famille. Ils apparaissent **sur fond orange, dans la partie inférieure** du schéma.

Les Centres de Formation d'Apprentis (CFA) sont des établissements qui dispensent aux jeunes travailleurs sous contrat d'apprentissage une formation générale, technique, théorique et pratique qui doit compléter et s'articuler avec la formation reçue en entreprise.

Ils sont créés sur la base d'une convention conclue, soit avec l'Etat s'agissant d'un CFA à recrutement national, soit avec la Région pour les CFA régionaux.

Leur création peut être initiée par : les organismes de formation gérés paritairement par les organisations professionnelles d'employeurs, les collectivités locales, les chambres consulaires, les organisations professionnelles ou interprofessionnelles représentatives d'employeurs, les associations, les établissements d'enseignement public ou privé sous contrat, les établissements de formation et de recherche ou toute autre personne physique ou morale.

La formation générale des apprentis peut également être dispensée dans un établissement d'enseignement public ou d'enseignement privé sous contrat ou de formation et de recherche, au sein :

d'une Section d'Apprentissage (SA) créée par une convention entre un établissement et la Région. Elle est assimilable à un CFA en ce qui concerne les conditions financières.

Ou d'une Unité de Formation par Apprentissage (UFA) créée par une convention entre un établissement et un CFA. L'UFA se distingue de la SA par le fait que la responsabilité pédagogique des formations dispensées reste du ressort de l'établissement d'enseignement ou de formation, et que la responsabilité administrative et financière relève d'un CFA dit « sans mur » ou encore « hors les murs », géré par une association régionale créée par une organisation professionnelle ou interprofessionnelle, une chambre régionale consulaire ou un groupement d'entreprises.

- Certains acteurs sont à la fois « contributeurs » et « bénéficiaires ». C'est le cas **des apprentis et de leur famille** ainsi que **des entreprises**.

Pour des raisons pratiques et notamment de lisibilité du schéma, l'item des **apprentis (familles)** a été placé dans la partie centrale inférieure pour signifier qu'ils sont davantage « **bénéficiaires** » que « **contributeurs**⁴ » ainsi que pour tenir compte de leur statut de jeune en formation initiale sous

⁴ Les apprentis et leur famille, s'ils participent aux frais de transport, hébergement et restauration (THR), sont les bénéficiaires finaux des aides THR versées aux CFA car celles-ci visent à diminuer la charge de l'apprenti et de sa famille. Par ailleurs, les apprentis perçoivent une rémunération qui peut aller de 25% à 78% du SMIC.

contrat de travail dont le temps de formation est partagé entre les enseignements suivis en CFA et l'expérience acquise en entreprise.

En revanche, le champ des **entreprises**⁵ qui contribuent au financement de l'apprentissage ne recoupe pas nécessairement celui des entreprises qui reçoivent des contributions à ce titre. C'est pourquoi, il a été décidé de distinguer ces deux catégories d'entreprises en leur donnant un emplacement différent dans le schéma :

Les entreprises « contributrices » sont placées dans la partie haute du schéma (à gauche)

Les entreprises contributrices au financement de l'apprentissage sont :

- les entreprises assujetties à la taxe d'apprentissage,
- les entreprises assujetties à des taxes fiscales,
- les entreprises qui affectent une partie des fonds mutualisés de la formation professionnelle à l'apprentissage, suite à un accord de branche.

Les entreprises qui bénéficient d'exonérations de charge, du crédit d'impôt apprentissage et de l'Indemnité Compensatrice Forfaitaire du fait qu'elles emploient des apprentis sont considérées comme « **bénéficiaires** » et figurent dans la partie basse du schéma (à droite)

- Il est apparu utile de traiter à part **les organismes collecteurs de taxe d'apprentissage, OCTA** (intermédiaires pour la collecte et la répartition de la taxe et gestionnaires des fonds libres) et **les organismes gestionnaires des établissements de formation** (entités juridiques, gestionnaires des établissements de formation, qui à la fois bénéficient de subventions, notamment en matière d'investissement, et contribuent à leur financement). Ils figurent **sur fond rose** sur le schéma

Les organismes habilités à collecter la taxe d'apprentissage sur le territoire national

Peuvent être habilités à collecter sur le territoire national les versements des entreprises pouvant donner lieu à exonération de la taxe d'apprentissage, les syndicats, groupements professionnels ou associations à compétence nationale :

- soit ayant conclu une convention-cadre de coopération avec les ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de l'agriculture, ou de la jeunesse et des sports
- soit agréés par arrêté du ministre chargé de la formation professionnelle, du ministre du budget et, le cas échéant, du ministre compétent pour le secteur d'activité considéré.

Les organismes habilités à collecter la taxe d'apprentissage en région

Sont habilités à collecter des versements, donnant lieu à exonération de la taxe d'apprentissage, auprès des entreprises ayant leur siège social ou un établissement dans la région :

- 1- les chambres régionales consulaires ou, à défaut, les groupements interconsulaires ou, dans les départements d'outre-mer, une seule chambre consulaire, par décision du préfet de région.
- 2- les syndicats, groupements professionnels ou associations, à vocation régionale, agréés par arrêté du préfet de région.

Un organisme qui a fait l'objet d'une habilitation délivrée au niveau national ne peut être habilité au niveau régional.

L'OCTA s'engage à inscrire de façon distincte dans ses comptes les opérations relatives à la fraction de la taxe destinée à l'apprentissage .

Il reverse :

- au Trésor public la fraction du quota (22 % du quota) destinée au FNDMA
- aux CFA, aux sections d'apprentissage et aux écoles les concours destinés à ceux-ci .

⁵ Le champ des entreprises contributrices et celui des entreprises bénéficiaires du financement de l'apprentissage ne se recoupent que partiellement. En effet, toutes les entreprises ne sont pas assujetties à la taxe d'apprentissage (ex. les secteurs public, associatif, agricole en grande partie,...) ni aux taxes fiscales (qui concernent seulement les branches du transport et de la logistique, du BTP et de la réparation automobile). Par ailleurs, seules les entreprises qui emploient des apprentis bénéficient d'aides pour l'embauche et la formation de l'apprenti ainsi que des exonérations salariales et patronales au titre de l'apprentissage.

Les organismes gestionnaires (OG)

sont des personnes morales de droit privé ou de droit public qui gèrent les établissements de formation par apprentissage ; la personnalité juridique les distingue des sites de formation.

Le terme d'organisme gestionnaire recouvre un ensemble d'acteurs hétérogènes qui peuvent être publics, parapublics ou privés :

des organismes publics : les établissements publics locaux d'enseignement et les universités relevant des ministères, principalement de l'Education nationale et de l'Agriculture (ex. les sections d'apprentissage ouvertes dans les lycées ou les unités de formation par apprentissage ouvertes dans les universités) ou des collectivités locales (ex. les CFA de ville ou d'agglomération).

des organismes parapublics : les chambres consulaires (d'agriculture, des métiers, de commerce et d'industrie).

des organismes privés : les branches professionnelles (ex. les CFA de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, du Bâtiment et des Travaux Publics, de l'Association Française des Banques, etc.), les entreprises (ex. les CFA du Crédit Agricole, d'EDF, de la SNCF, etc.), les établissements privés sous contrat et autres associations (ex. les Maisons Familiales et Rurales, les Compagnons du devoir, les regroupements de chambres consulaires, etc.).

1.2. Les flux financiers

Plusieurs flux coexistent sur le schéma :

- **les flux réels** qui se traduisent par des décaissements et des encaissements (ex. les versements de la taxe d'apprentissage, des rémunérations, des aides individuelles, des subventions) ;
- **les transferts de fonds effectués de l'État aux Régions** au titre de la péréquation nationale, des contrats d'objectifs et de moyens, de la décentralisation (ex. la dotation globale de la décentralisation, la dotation relative à l'indemnité compensatrice forfaitaire) et des contrats de plan Etat-Région ;
- **les exonérations et les crédits d'impôts⁶** qui n'impliquent pas de décaissements mais constituent un manque à gagner, compensé⁷ ou pas sur le budget de l'État (ex. les exonérations de cotisations salariales et patronales, et d'impôt sur le revenu des apprentis). Du point de vue des bénéficiaires, ces flux ne sont pas considérés comme une recette mais comme une « moindre dépense ». Ces flux figurent en **bleu** sur le schéma.

Le financement de l'apprentissage ne correspond pas à l'addition des flux car une telle addition comporterait des doubles emplois. C'est pourquoi le financement de l'apprentissage sera appréhendé sous l'angle des contributeurs et des bénéficiaires « finaux ».

Il en résulte une minoration de la participation de ceux qui ne financent pas directement les actions (notamment l'Etat et les entreprises).

1.3. Les masses financières

Pour chacun des acteurs, il est mentionné :

- **les ressources affectées à l'apprentissage**
- **le financement complémentaire que l'acteur concerné dégage** (sur **fond violet**)
- **le montant d'équilibre** (**en rouge** s'inscrit **sur fond vert** pour les contributeurs et **sur fond orange** pour les bénéficiaires ; ce montant traduit l'équilibre entre les ressources et les charges du compte de l'acteur considéré).

⁶ sur le revenu versé aux apprentis.

⁷ Les exonérations de charges salariales et patronales à l'endroit des entreprises sont compensées à la sécurité sociale. La charge du crédit d'impôt est directement supportée par l'Etat sur son propre budget.

Il est difficile de cerner en l'état actuel des systèmes d'information, l'apport au financement de l'apprentissage des entreprises qui emploient des apprentis (en dehors des rémunérations), de même que celui des apprentis et de leur famille. A titre d'exemple, les employeurs d'apprentis peuvent participer aux frais de Transport, d'Hébergement et de Restauration (THR) sans que l'on puisse en estimer le montant global.

Les investissements mobiliers et immobiliers sont également sous-évalués dans cette étude en raison de leur mode de comptabilisation. Une partie non négligeable des ressources consacrées aux investissements n'apparaît pas dans la comptabilité des CFA. Ces investissements sont enregistrés soit dans les comptes de l'organisme gestionnaire, soit dans les comptes d'une société civile immobilière ou d'un organisme de type associatif. Il conviendra de mieux appréhender ces contributions à moyen terme.

1.4. Les principaux producteurs de données

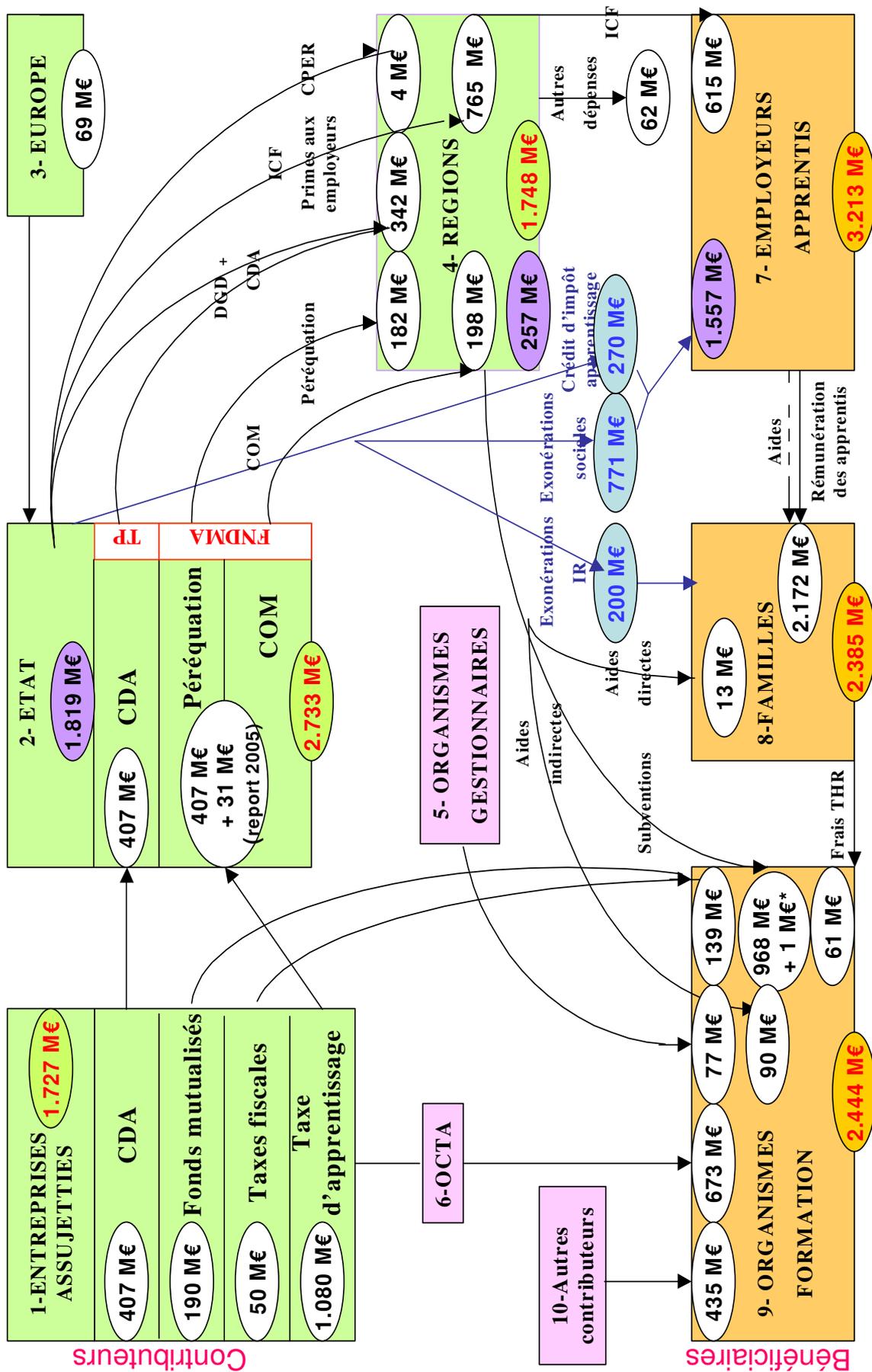
- **les services de l'État** (services gestionnaires des crédits ou recouvreurs des recettes, services statistiques et de contrôle) qui communiquent les informations relatives aux prélèvements obligatoires, aux exonérations et crédits d'impôts ainsi qu'à leurs propres dépenses budgétaires ;
- **l'INSEE**⁸ qui renseigne sur la masse des rémunérations déclarées par les employeurs.
- **les Conseils régionaux**⁹ qui fournissent les données relatives au financement de l'offre de formation à partir des comptes financiers des CFA ainsi que de leurs propres dépenses budgétaires ;
- **les organismes de branches professionnelles** pour ce qui concerne les taxes fiscales affectées à l'apprentissage.

⁸ dans le cadre d'une collaboration avec l'INSEE, outre la communication des rémunérations des apprentis, une étude relative au potentiel de taxe par région a été réalisée sur l'exercice 2004.

⁹ les comptes financiers des CFA font l'objet d'une exploitation par les Conseils régionaux et d'une consolidation au plan national dans le cadre des travaux du CNEPTLV.

SCHEMA NATIONAL DES FLUX

CNFPTLV - Schéma des flux financiers de l'apprentissage 2006 - 394 617 apprentis pondérés



*Les subventions reçues par les organismes de formation recouvrent 968 M€ versés par les Conseils régionaux aux CFA régionaux et 1 M€ versés par l'Etat aux CFA à recrutement national.

LÉGENDE DU SCHEMA DES FLUX FINANCIERS DE L'APPRENTISSAGE - 2006

Le code couleur :

- les bulles sur fond **vert**, les contributeurs; **orange**, les bénéficiaires; **rose**, les intermédiaires et gestionnaires de fonds (OCTA, OG).
- les bulles sur fond **violet** : l'apport de l'acteur considéré pour équilibrer les ressources et les emplois.
- les bulles sur fond **blanc** : les masses financières correspondant aux flux constatés.
- **en rouge** : le solde du compte de chaque acteur.
- **en bleu**, les flux et les masses financières correspondant aux exonérations de cotisations salariales et patronales ainsi que de l'impôt sur le revenu des apprentis, et le crédit d'impôt des employeurs d'apprentis.

Les sigles :

- **FNDMA** : le fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage est scindé en deux sections : la première section est consacrée à la pérennité des ressources entre les régions, la seconde section au financement des Contrats d'objectifs et de moyens, des CFA à recrutement national et aux actions de promotion de l'apprentissage.
 - **OCTA** : les organismes collecteurs de taxe d'apprentissage sont, depuis 2006, des intermédiaires « obligés » pour la collecte et la gestion de la taxe d'apprentissage.
 - **OPCA** : les organismes paritaires collecteurs agréés, au titre des conventions interprofessionnelles ou de branche, peuvent affecter une part des fonds de la professionnalisation au financement de l'apprentissage.
 - **DGD** : la dotation générale de décentralisation relative à la formation professionnelle vise à compenser les transferts de compétences en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage de l'Etat au profit des Régions. Cette dotation, par exception aux autres dotations, est exclusivement affectée à la formation professionnelle. Elle est versée au FRAFP (Fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle) et libre d'utilisation par les Régions.
 - **CDA** (art. 1599 quinquies A du code général des impôts) : la Contribution au développement de l'apprentissage est une ressource fiscale destinée à se substituer progressivement à la dotation budgétaire sus-visée sur 3 ans. Cette contribution, se substituant à la DGD, a la même finalité. Son produit est versé au FRAFP.
- Cette contribution est due par les personnes ou entreprises redevables de la taxe d'apprentissage (art. 224 du code général des impôts). A compter de 2006, le taux de la CDA est 0,18% de la masse salariale.
- Le cumul de la dotation globale de décentralisation et de la contribution au développement de l'apprentissage (610 M€) correspond aux fonds versés par l'Etat aux Régions en compensation des transferts de compétences opérés par les lois n°83-8 du 7 janvier 1983 et n°87-572 du 23 juillet 1987 au titre de la formation professionnelle. La part affectée à l'apprentissage, sur la base du transfert financier réalisé dans le PLF pour 1983, s'élevait à 56 %. Ce taux appliqué au montant cumulé de la dotation globale de décentralisation et de la contribution au développement de l'apprentissage en 2006 aboutit à 342 M€ de compensation financière au titre de l'apprentissage (= 0,56 x (203M€ de DGD + 407M€ de CDA)).
- **ICF** : l'indemnité compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis par les Conseils régionaux ou primes aux employeurs (art. 107 de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité). Les Régions acquièrent la pleine responsabilité de cette indemnité à compter de 2006.

II - L'EXPLICITATION DES DONNÉES QUI ALIMENTENT LE SCHÉMA NATIONAL DES FLUX

2.1. La collecte et la répartition de la taxe d'apprentissage en 2006

En vertu de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971, la taxe d'apprentissage a vocation à financer les premières formations technologiques et professionnelles, dont l'apprentissage.

Le produit de cette taxe est partagée en deux fractions :

- **le « quota »**, fraction du produit de la taxe réservée au financement de l'apprentissage ;
- **et le « hors quota »** qui constitue le solde du produit de la taxe destiné au financement des premières formations technologiques et professionnelles, qu'elles se déroulent sous statut scolaire (ex. enseignements dispensés dans les lycées professionnels) ou sous statut d'apprenti.

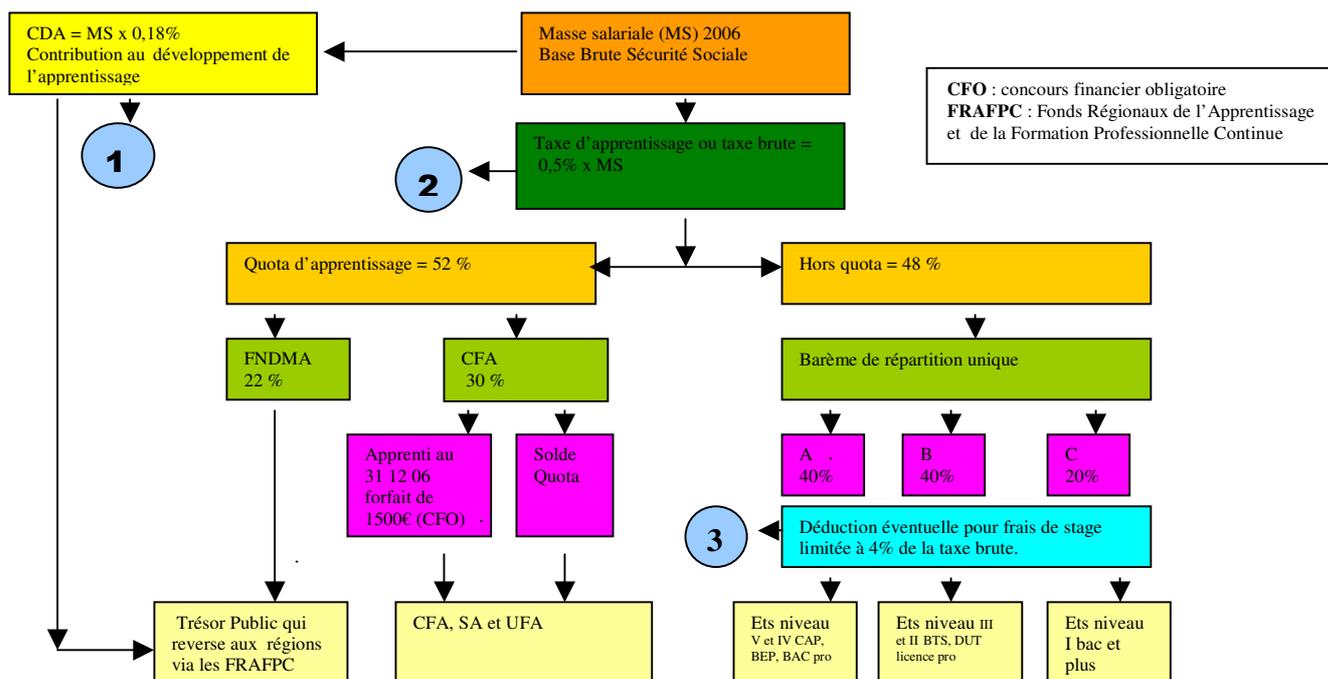
A compter de la collecte 2006, les textes législatifs et réglementaires font évoluer l'économie de la taxe :

- les taux appliqués au produit de la taxe sont désormais de 52% pour le quota et de 48% pour le hors quota ;

- 22% du produit de la taxe sont prélevés sur le quota au profit de la péréquation et des contrats d'objectifs et de moyens (FNDMA) ;

- les entreprises sont tenues de passer par les organismes collecteurs de la taxe d'apprentissage (OCTA) pour s'acquitter du paiement de celle-ci : elles ne peuvent plus effectuer de versements directs aux centres de formation d'apprentis ou aux autres établissements bénéficiaires.

L'intermédiation des OCTA permet de mieux appréhender le montant global de la taxe collectée et celui de la taxe répartie grâce à l'exploitation des états communiqués par ces organismes à la DGEFP (système PACTOL).



Montant à régler = 1 + (2-3)

La collecte 2006 s'élève à 1.779 M€¹⁰ dont 83,1% de fonds pré-affectés et 16,9% de fonds non pré-affectés.

Les frais prélevés sur les opérations de collecte et de gestion s'élèvent à **20 M€**.

Les fonds à répartir sont donc de 1.759M€ et se décomposent ainsi :

Quota : 962 M€

FNDMA	Concours obligatoires¹¹	Subvention CFA / SA fonds pré -affectés	Subvention CFA / SA fonds non pré - affectés
402 M€	123 M€	288 M€	150 M€

Source DGEFP

Hors- Quota : 797 M€

Fonds pré -affectés	Fonds non pré - affectés
656 M€	aux établissements bénéficiaires : 126 M€ aux actions de promotion : 15 M€

Source DGEFP

Part affectée à l'apprentissage

Les CFA reçoivent 560M€ (962M€ de quota moins les 402M€ versés au FNDMA) au titre du quota, concours obligatoires et facultatifs.

Ils reçoivent également 113M€ au titre du hors quota (673M€ inscrits dans les comptes financiers des CFA moins les 560M€ reçus au titre du quota), soit 16,5% du hors quota.

Donc, en 2006, sur les 1.759 M€ de taxe à répartir, 1.075M€ sont affectés au financement de l'apprentissage en 2006 (962M€ au titre du quota + 113M€ au titre du hors - quota).

¹⁰ Fonds collectés au titre de l'année en cours et redressements éventuels.

¹¹ Il s'agit des fonds destinés aux CFA qui emploient les apprentis de l'entreprise

2.2. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs et des bénéficiaires « finaux »

Le financement de l'apprentissage s'élève à 6.648M€ en 2006.

Il est inférieur à la somme des flux financiers constatés. En effet, certains flux sont dits « intermédiaires » dans la mesure où ils correspondent à des transferts, d'autres constituent une « moindre dépense » (ex. exonération de charges salariales et patronales, crédit d'impôt).

Aussi, afin de déterminer le financement de l'apprentissage, il convient de se placer, soit du point de vue des financeurs « initiaux », soit de celui des contributeurs « finaux ».

Le choix des contributeurs « finaux » s'est imposé de lui-même dans la mesure où ces derniers sont en contact direct avec les bénéficiaires finaux et qu'ils ont la responsabilité in fine de la dépense en faveur de l'apprentissage.

A titre d'exemple, les Conseils régionaux peuvent déterminer la nature, le niveau et les conditions d'attribution de l'indemnité compensatrice (ICF) qu'ils versent aux employeurs d'apprentis, conformément à l'article 8 de la loi du 13 août 2004¹².

a. Les contributeurs « finaux »

▪ Les entreprises : 3.085 M€ (soit 46,4%)

En apportant 46,4% des ressources (+0,8 point par rapport à 2004), les entreprises (assujetties et/ou recrutant des apprentis) sont les premiers financeurs de l'apprentissage : la rémunération des apprentis représente 70,4% de leur contribution, la taxe d'apprentissage, 21,8%.

Entreprises assujetties	Taxe d'apprentissage (concours aux CFA)	673 M€
	Fonds mutualisés	190 M€
	Taxes fiscales	50 M€
Employeurs d'apprentis	Rémunération des apprentis	2.172 M€
		<hr/>
		3.085 M€

▪ Les Régions : 1.748 M€ (soit 26,3%)

La part relative des Régions dans le financement de l'apprentissage est en hausse, passant de 23,3% en 2004 à 26,3 % en 2006.

La contribution des Régions est constituée à 55,4% de subventions à l'offre de formation, à 35,2% d'aides aux employeurs.

Subvention des Régions aux CFA régionaux	968 M€
Aide des Conseils régionaux pour l'emploi et la formation de l'apprenti	615 M€
Participation des Conseils régionaux aux frais de THR	90 M€
Aides directes aux familles	13 M€
Autres dépenses	62 M€
	<hr/>
	1.748 M€

¹² Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

- **L'Etat : 1.242 M€ (soit 18,7%)**

La part de l'Etat est en recul passant de 22,1% en 2006 à 18,7% en 2004.

Elle est constituée à hauteur de 83,8% par les exonérations de cotisations salariales et patronales ainsi que le crédit d'impôt apprentissage, et à hauteur de 16,1% par le crédit d'impôt sur le revenu (IR) des apprentis.

Exonération de cotisations salariales et patronales sur le revenu de l'apprenti	771 M€
Crédit d'impôt apprentissage	270 M€
Crédit d'impôt sur le revenu de l'apprenti (ou de sa famille si rattachement fiscal)	200 M€
Subvention des Ministères aux CFA à recrutement national	1 M€
	1.242 M€

- **Les familles : 61 M€ (soit 0,9%)**
- **Les organismes gestionnaires : 77 M€ (soit 1,2%)**
- **Autres contributions, autres ressources : 435 M€ (soit 6,5%)**

Tableau de synthèse du financement de l'apprentissage - 2004/2006

Contributeurs finaux		2004	2006	Evolution	Bénéficiaires finaux		2004	2006	Evolution
Entreprises (assujetties et employeurs)		2 584	3 085	19,4%	Offre de formation		2 135	2 444	14,5%
Taxe d'apprentissage		603	673	11,6%	Contribution des Conseils régionaux aux CFA		831	968	16,5%
Fonds mutualisés de la professionnalisation		157	190	21,0%	Contribution des entreprises - taxe d'apprentissage		603	673	11,6%
Taxes fiscales et cotisation professionnelle		49	50	2,0%	Contribution des branches : fonds mutualisés, taxes fiscales AFT-IFTIM, ANFA, CCCA-BTP		132	139	5,3%
Rémunération des apprentis		1 775	2 172	22,4%	Contribution des organismes gestionnaires		73	77	5,5%
Régions		1 321	1 748	32,3%	Contribution des conseils régionaux au THR		65	90	38,5%
Subvention aux CFA		831	968	16,5%	Contribution des familles au THR		43	61	41,9%
Aides aux employeurs d'apprentis		425	615	44,7%	Autres contributeurs, autres ressources		388	435	12,1%
Aides THR aux apprentis via CFA		65	90	38,5%	Contribution de l'Etat aux CFA à recrutement national		1	1	
Aides directes aux apprentis		nd	13		Familles		1 950	2 385	22,3%
Autres dépenses		nd	62		Rémunération des apprentis		1775	2 172	22,4%
Etat		1 254	1 242	-1,0%	Exonérations - impôt sur le revenu		175	200	14,3%
Exonérations de cotisations sociales		823	771	-6,3%	Aides directes des conseils régionaux		nd	13	
Crédit d'impôt apprentissage		0	270		Employeurs d'apprentis		1 503	1 656	10,2%
Aides aux employeurs		255	0		Aides des conseils régionaux		425	615	44,7%
Exonérations - impôt sur le revenu		175	200	14,3%	Crédit d'impôt apprentissage		0	270	
Subvention aux CFA à recrutement national		1	1		Exonérations de cotisations sociales		823	771	-6,3%
Organismes gestionnaires		73	77	5,5%	Aides de l'Etat		255	0	
Familles		43	61	41,9%	Investissements des régions dans les CFA via les organismes gestionnaires			41	
Autres ressources, autres contributeurs		388	435	12,1%	Actions de communication des régions vers le grand public			21	
Total contributeurs		5 663	6 648	17,4%	Total bénéficiaires		5 588	6 547	17,2%
Différence entre contributeurs et bénéficiaires		75	101		Ecart entre l'état statistique et financier des OPCA et l'exploitation des comptes financiers des CFA				

b. Les bénéficiaires « finaux »

Les organismes de formation sont les premiers bénéficiaires du financement de l'apprentissage : ils reçoivent 37,3% des moyens consacrés à l'apprentissage. Viennent ensuite les apprentis et leur famille (36,4%) et les employeurs d'apprentis (25,3%).

On notera le poids important de la rémunération des apprentis dans le financement de l'apprentissage (33,2%).

▪ L'offre de formation (CFA, SA, UFA) : 2.444 M€ (37,3%)

Subvention des Régions aux CFA régionaux	968 M€
Concours des entreprises	673 M€
Taxe d'apprentissage	
Concours des entreprises	139 M€
Fonds mutualisés et taxes fiscales	
Contribution des organismes gestionnaires	77 M€
Participation des Conseils régionaux aux frais de Transport, d'Hébergement et de Restauration (THR)	90 M€
Participation des familles aux frais de Transport, d'Hébergement et de restauration (THR)	61 M€
Subvention des Ministères aux CFA à recrutement national	1 M€
Autres ressources	435 M€
	<hr/>
	2.444 M€

▪ Les familles : 2.385 M€ (36,4%)

Rémunération de l'apprenti	2.172 M€
Crédit d'impôt sur le revenu de l'apprenti (avantage qui s'apparente à un non décaissement et non à une ressource)	200 M€
Aides directes des Conseils régionaux	13 M€
	<hr/>
	2.385 M€

▪ Les entreprises qui emploient des apprentis : 1.656 M€ (25,3%)

Aide des Conseils régionaux pour l'emploi et la formation de l'apprenti	615 M€
Crédit d'impôt apprentissage	270 M€
Exonération de cotisations salariales et patronales sur le revenu de l'apprenti - Etat	771 M€
	<hr/>
	1.656 M€

2-3. Les comptes des acteurs de l'apprentissage

Afin de faciliter la compréhension du schéma, les comptes indiquent pour chaque acteur les ressources et les emplois dont les totaux devraient être équilibrés (totaux en **rouge** dans les tableaux ci-joints).

Le financement complémentaire dont chaque acteur a besoin pour équilibrer son compte est matérialisé en **violet**.

Les éventuels écarts repérés entre deux sources d'information sont mentionnés en *italique* et *en gras*.

1- ENTREPRISES ASSUJETTIES

	Ressources	Emplois	
Taxe d'apprentissage (FNDMA + concours aux CFA, hors report du FNDMA 2005, 31M€)	1.080	673	Concours aux CFA – taxe d'apprentissage
		407	FNDMA
Contribution au développement de l'apprentissage	407	407	Contribution au développement de l'apprentissage (CDA)
Fonds mutualisés de la professionnalisation et taxes fiscales	190 <u>50</u> 240	139	Fonds mutualisés et taxes fiscales
		101	<i>Différence de montants entre l'ESF des OPCA et les comptes financiers des CFA¹³.</i>
	1.727	1.727	

En millions d'euros

¹³ Il existe une différence de 101M€ entre les données relatives aux versements des contributeurs et celles que les bénéficiaires font apparaître dans leurs comptes. Cette différence à hauteur de 1,5% du financement de l'apprentissage correspond au hiatus constaté sur les fonds mutualisés et taxes fiscales, entre ce que les branches déclarent avoir versées et les sommes identifiées dans les comptes financiers des CFA.

2- ÉTAT

	Ressources	Emplois	
Contribution au développement de l'apprentissage	407	342	Dotation globale de décentralisation (DGD) et contribution au développement de l'apprentissage (CDA)
FNDMA	407	182	Péréquation
<i>Report FNDMA 2005</i>	<u>31</u>		
	438	198	COM - Contrats d'objectifs et de moyens
Europe (FSE : Fonds Social Européen)	69	4	Contrat de Plan Etat – Région (CPEP)
		1	Subvention des ministères aux CFA à recrutement national
		765	Indemnité Compensatrice Forfaitaire Région ou primes aux employeurs (ICF)
		771	Compensation des exonérations de cotisations salariales et patronales
		200	Exonération de l'impôt sur le revenu (IR) - <i>ressource fiscale non encaissée</i>
		270	Crédit d'impôt apprentissage <i>ressource fiscale non encaissée</i>
Budget de l'État (1)	1.819		
	2.733	2.733	

En millions d'euros

(1) montant déterminé par différence

3- EUROPE

	Ressources	Emplois	
FSE (Fonds Social Européen)	69	69	FSE (Fonds Social Européen)
	69	69	

En millions d'euros

4- RÉGIONS

	Ressources	Emplois	
		968	Subvention aux CFA hors THR
Indemnité Compensatrice Forfaitaire - (ICF)	765		
<i>dont ICF effectivement versée en 2006</i>	<i>615</i>	615	Indemnité Compensatrice Forfaitaire Région ou primes aux employeurs (ICF)
<i>dont reports ICF sur 2007</i>	<i>150</i>		
Dotation Globale de Décentralisation (DGD)	342	90	Aides aux apprentis via les CFA
+ Contribution au développement à l'apprentissage		<u>13</u>	Aides directes aux apprentis
		103	
		62	Autres dépenses
Péréquation	182		
Contrats d'objectifs et de moyens	198		
Contrats de plan Etat – Région (CPER)	4		
Budget des Régions (1)	257		
	1.748	1.748	

En millions d'euros

(1) Outre les fonds issus des transferts de la décentralisation, des contrats de Plan Etat-Région, de la péréquation et des contrats d'objectifs et de moyens, les Régions apportent 257 M€ supplémentaires au financement de l'apprentissage (montant déterminé par différence).

5- ORGANISMES GESTIONNAIRES

	Ressources	Emplois	
Budget des organismes gestionnaires	77	77	Contribution aux CFA
	77	77	

En millions d'euros

7- EMPLOYEURS D'APPRENTIS

	Ressources	Emplois	
Indemnité Compensatrice Forfaitaire (ICF)	615	2.172	Rémunération des apprentis
Budget des entreprises qui emploient des apprentis (1)	1.557		
Sous - total Rémunérations	2.172	2.172	
Exonération de cotisations salariales et patronales	771	771	Exonération de cotisations salariales et patronales - Non décaissement sur le budget des entreprises
Crédit d'impôt apprentissage	270	270	Crédit d'impôt apprentissage
Sous - total Exonérations et crédit d'impôt	1.041	1.041	
Total <i>En millions d'euros</i>	3.213	3.213	

(1) montant déterminé par différence

8- FAMILLES

	Ressources	Emplois	
Rémunérations brutes des apprentis	2.172	61	Participation aux frais de transport, hébergement et restauration
Aides directes	13		
		2.124	Budget des familles (1)
Sous-total	2.185	2.185	
Exonération de l'impôt sur le revenu	200	200	Exonération de l'impôt sur le revenu – Non décaissement
Total <i>En millions d'euros</i>	2.385	2.385	

(1) montant déterminé par différence

**9- ORGANISMES
DE FORMATION**

	Ressources	Emplois	
Subvention des Régions	968	2.444	Budget des CFA
Concours aux centres de formation d'apprentis – taxe	673		
Fonds mutualisés et taxes fiscales	139		
Organisme gestionnaire	77		
Aides aux apprentis	90		
Participation des familles aux frais de formation	61		
Subvention des ministères aux CFA à recrutement national	1		
Autres ressources	435		
	2.444	2.444	

ANNEXE : SOURCES ET PRESENTATION

DETAILLÉE DES CONTRIBUTEURS

ET DES BENEFICIAIRES

Les sources d'information et les montants exacts des flux du financement de l'apprentissage, couvrant le financement de l'offre de formation, de la rémunération des apprentis, des aides aux employeurs et aux apprentis et leur famille, sont détaillés ci-après.

Parmi les acteurs de l'apprentissage, certains sont à la fois « **contributeurs** » et « **bénéficiaires** ». Aussi, il est apparu nécessaire de distinguer les flux financiers sous l'angle des emplois pour les premiers et des ressources pour les seconds.

LES CONTRIBUTEURS

ACTEUR N°1 LES ENTREPRISES ASSUJETTIES : 1.727M€

VERSEMENT DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE : 1.080 M€

FNDMA : 438 M€ dont :

- 22% du produit de la taxe : 402M€
- Versements résiduels effectués par les redevables qui ne se sont pas acquittés de l'intégralité de la taxe et versements effectués par les OCTA ayant indûment collecté ou perçu des fonds : 5M€
- Reliquat FNDMA 2005 : 31M€

Source : tableau de la DGEFP relatif au FNDMA – Annexe n°2

Attribution de la taxe aux centres de formation d'apprentis : 673M€

Source : exploitation des comptes financiers des CFA – Annexe n°3

CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE : 407M€

La contribution au développement de l'apprentissage est intégralement reversée aux Fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle (FRAFP). Il n'y a pas de prélèvement de frais de gestion.

Comme la dotation globale de décentralisation à laquelle elle se substitue, elle a vocation à compenser les transferts de compétences opérés en 1983 et 1987 au profit des Régions et à renforcer leur autonomie financière.

Source : arrêtés de répartition du 31 août 2006 et du 11 décembre 2006

AFFECTATION PAR ACCORDS DE BRANCHE D'UNE PARTIE DES FONDS MUTUALISÉS À L'APPRENTISSAGE : 190 M€

Les branches professionnelles peuvent prévoir, par voie conventionnelle et selon des pourcentages qu'elles déterminent, l'affectation de fonds mutualisés au financement de l'apprentissage.

Source : DGEFP - Etat statistique et financier des organismes paritaires collecteurs agréés 2005 (versements réalisés en 2006)

AFFECTATION À L'APPRENTISSAGE PAR CERTAINES BRANCHES D'UNE PART DU PRODUIT DE TAXES FISCALES : 50 M€

En sus de la taxe d'apprentissage, de la contribution au développement de l'apprentissage (CDA) et des éventuels fonds mutualisés reversés à l'apprentissage, les organismes des branches professionnelles de la réparation automobile (ANFA), du transport et de la logistique (AFT-IFTIM), du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP), en application du code général des impôts et du code du travail, gèrent une taxe fiscale qu'ils peuvent, en fonction de leurs propres arbitrages, reverser à l'apprentissage. En 2006, les montants affectés à l'apprentissage, communiqués par ces organismes, se répartissent ainsi :

ANFA : 10 M€

AFT-IFTIM : 2 M€

CCCA-BTP : 38 M€

Sources : données transmises par l'ANFA, l'AFT-IFTIM & le CCCA-BTP

NB : s'agissant des fonds mutualisés et des taxes affectés au financement de l'apprentissage, on constate un écart de 101 M€ entre le montant agrégé inscrit dans l'état statistique des OPCA en 2005 et celui relevé dans la synthèse des comptes financiers des CFA en 2006.

Cet écart s'explique en partie par :

- le fait que les fonds sont versés à l'organisme gestionnaire du CFA : ils ne figurent donc pas toujours dans les comptes des CFA.
- l'absence d'identification entre 2004 et 2006 de ces fonds dans le financement du THR et des investissements ainsi que dans les mises en réserve en compte de classe 4 pour ce qui concerne l'offre de formation.
- la difficulté de discerner l'affectation de ces fonds entre les différents contrats en alternance (contrat de professionnalisation / contrat d'apprentissage).

ACTEUR N°7 : LES EMPLOYEURS D'APPRENTIS : 2.172 M€

PAIEMENT DES SALAIRES AUX APPRENTIS

Source : INSEE (DADS)

ACTEUR N°2 L'ÉTAT : 2.733M€

TRANSFERTS AUX RÉGIONS : 1.107M€

Part affectée au financement de l'apprentissage issue de la Dotation globale de décentralisation et Contribution au développement de l'apprentissage : 342M€

Le cumul de la dotation globale de décentralisation et de la contribution au développement de l'apprentissage (610M€) correspond aux fonds versés par l'Etat aux Régions en compensation des transferts de compétences opérés par les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983 et n° 87-572 du 23 juillet 1987 au titre de la formation professionnelle. La part affectée à l'apprentissage, sur la base du transfert financier réalisé dans le PLF pour 1983 (cf. Annexe 1), s'élevait à 56%. Ce taux appliqué au montant cumulé de la dotation globale de décentralisation et de la contribution au développement de l'apprentissage en 2006 aboutit à 342 M€ de compensation financière au titre de l'apprentissage.

Dotation globale de décentralisation en 2006 : 203 M€

1- Loi n° 83-8 du 07/01/1983, apprentissage et formation professionnelle continue - ex article 43-06-10 : 196.469.295 €
Source : DGEFP – Jaune budgétaire PLF 2008 - p 28

2- Loi n° 87-572 du 23/07/1987, rénovation et renforcement de l'apprentissage – ex article 43-06-20 : 6.530.705 € .

Source : DGEFP – Jaune budgétaire PLF 2008 - p 28

Contribution au développement de l'apprentissage : 407 M€

Source : arrêtés de répartition du 31 août 2006 et du 11 décembre 2006

Compensation de l'indemnité compensatrice forfaitaire versée à l'employeur d'un apprenti : 765M€

article 81 (loi n° 2002-276 du 27/02/2002) :

Source : DGEFP – Jaune budgétaire PLF 2008 - p 28

FINANCEMENT DANS LE CADRE DES CPER (Contrats de plan Etat/Régions) : 4M€

Source : DGEFP – Jaune budgétaire PLF 2008 - p 19

FNDMA : 380M€

Péréquation : 182 M€

La première section du FNDMA a pour objet d'assurer la péréquation entre les Régions. Elle comptabilise 42% des fonds recueillis au titre du FNDMA, soit 184M€ de ressources disponibles.

Sur ces fonds, 182M€ sont versés aux Régions au titre de la péréquation et 2M€ sont reportés sur l'exercice 2007.

Source : arrêté de répartition du 8 décembre 2006 – JO du 23 décembre 2008, texte n°21

Contrats d'objectifs et de moyens : 198 M€

La seconde section du FNDMA a vocation à financer les Contrats d'objectifs et de moyens signés entre l'Etat et les Régions pour la modernisation de l'apprentissage. Elle reçoit 58% des ressources recueillies au titre du FNDMA, soit 254M€ de ressources disponibles.

Sur ces fonds, l'Etat mobilise, en 2006, 198M€ pour les COM, 56M€ sont reportés sur l'exercice 2007.

Source : arrêtés de répartition des 31 août 2006, 20 octobre 2006, 30 novembre 2006, 19 décembre 2006

Source : tableau de la DGEFP relatif au FNDMA – Annexe n°2

SOUTIEN AUX ENTREPRISES : 1.041 M€

Compensation des exonérations de cotisations salariales et patronales : 771M€

Source : DGEFP – Jaune budgétaire PLF 2008 - p 19

Crédit d'impôt apprentissage : 270 M€

Source : DGEFP – bilan des contrats d'objectifs et de moyens - p 22

SOUTIEN AUX APPRENTIS : 200 M€

Exonération de l'impôt sur le revenu des apprentis : 200 M€

Source : DGI - Sous-direction de la gestion des impôts des particuliers, de la fiscalité locale, des études et des statistiques / PLF 2007 – voies et moyens II

SUBVENTION AUX CFA À RECRUTEMENT NATIONAL : 1 M€

Source : DESCO – MEN & DGER – MAP - Exploitation des comptes financiers des CFA à recrutement national

ACTEUR N°3 L'EUROPE : 69 M€**Dépenses FSE en faveur de l'apprentissage : 69 M€**

Source : DGEFP - Sous-direction Fonds Social Européen

ACTEUR N°4 LES RÉGIONS : 1.748 M€**VERSEMENT DE L'INDEMNITÉ COMPENSATRICE FORFAITAIRE (ICF) AUX EMPLOYEURS : 615 M€**

Source : Comptes administratifs des Conseils régionaux

NB : données manquantes sur 6 régions¹⁴**SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT VERSEE AUX CFA : 968M€****Subvention de fonctionnement : 875 M€**Les subventions de fonctionnement comprennent les aides indirectes versées aux apprentis autres que le THR (1^{er} équipement, mobilité européenne, fourniture scolaire, chèque culture), soit 10M€.**Subvention d'équipement : 134 M€- crédit de paiement**

Les comptes financiers des CFA ne donnent qu'une vision partielle du financement de leurs investissements ; une part non négligeable des investissements (41M€) ne figure pas dans les comptes financiers des CFA. Cette somme est néanmoins comptabilisée dans les « autres dépenses » des Conseils régionaux sur le schéma (cf. ci-dessous).

Par convention, la source retenue pour l'item « offre de formation » est les comptes financiers des CFA, donc **968M€** visible sur le schéma.**VERSEMENT AUX CFA D'AIDES AU TRANSPORT, A L'HÉBERGEMENT ET LA RESTAURATION DES APPRENTIS : 90 M€**

Source : Comptes administratifs des Conseils régionaux

VERSEMENT D'AIDES DIRECTES AUX APPRENTIS : 13 M€

Source : Comptes administratifs des Conseils régionaux

AUTRES DEPENSES DES CONSEILS REGIONAUX : 62M€

Ces autres dépenses se décomposent en :

- 41M€ de subventions d'équipement identifiées dans les comptes administratifs des Régions (134M€-93M€) mais non retracés dans les comptes financiers des CFA.

Les comptes financiers des CFA ne donnent qu'une vision partielle du financement de leurs investissements dans la mesure où la gestion du patrimoine relève la plupart du temps directement des organismes gestionnaires ou de structures créées ad hoc (ex. les Sociétés Civiles Immobilières, les foyers de jeunes travailleurs). Dans ces circonstances, une part non négligeable des investissements ne figure pas dans les comptes financiers des CFA.

- 21M€ d'autres dépenses, pour l'essentiel des actions de promotion, d'information et d'orientation vers l'apprentissage (ex. l'olympiade des métiers).

Source : Comptes administratifs des Conseils régionaux

ACTEUR N°5 LES ORGANISMES GESTIONNAIRES DE CFA : 77 M€**CONTRIBUTION DES ORGANISMES GESTIONNAIRES AUX CFA À RECRUTEMENT NATIONAL : 0,2 M€**

Source : DESCO-MEN - Exploitation des comptes financiers des CFA – Annexe 4

CONTRIBUTION DES ORGANISMES GESTIONNAIRES AUX CFA RÉGIONAUX : 77M€

Source : Conseils régionaux - Exploitation des comptes financiers des CFA – Annexe 4

ACTEUR N°8 LES FAMILLES : 61 M€**CONTRIBUTION DES FAMILLES AU FINANCEMENT DU TRANSPORT, DE L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION : 61M€**

Source : Conseils régionaux, DGESCO, DGER - Exploitation des comptes financiers des CFA

¹⁴ Données manquantes des Régions Bretagne, Rhône-Alpes et DOM.

LES BÉNÉFICIAIRES

ACTEUR N°7 EMPLOYEURS DES APPRENTIS : 1.656 M€

VERSEMENT DE L'INDEMNITÉ COMPENSATRICE FORFAITAIRE : 615 M€

Primes aux employeurs : 615 M€.

NB : 6 régions n'ont pas communiquées ces données¹⁵

Source : comptes administratifs des Conseils régionaux

EXONÉRATION DE CHARGES SOCIALES : 771 M€

Compensation des exonérations de cotisations sociales : 771 M€

Source : DGEFP – Jaune budgétaire PLF 2008 - p 19

CRÉDIT IMPÔT APPRENTISSAGE : 270 M€

Source : DGEFP – bilan des contrats d'objectifs et de moyens - p 22

ACTEUR N°8 LES FAMILLES : 2.385 M€

RÉMUNÉRATION DES APPRENTIS : 2.172 M€

Source : INSEE - DADS

EXONORÉATION SUR L'IMPÔT SUR LE REVENU : 200 M€

Exonération de l'impôt sur le revenu des apprentis : 200 M€

Source : DGI - Sous-direction de la gestion des impôts des particuliers, de la fiscalité locale, des études et des statistiques / PLF 2007 – voies et moyens II

VERSEMENT D'AIDES DIRECTES AUX APPRENTIS : 13 M€

Source : Conseils régionaux, DGESCO, DGER - Exploitation des comptes financiers des CFA

ACTEUR N°9 LES ORGANISMES DE FORMATION : 2.444 M€

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT VERSEE AUX CFA : 969M€

Subventions aux CFA régionaux : 968 M€

Subventions aux CFA à recrutement national : 1M€

Source : Conseils régionaux - Exploitation des comptes financiers des CFA - Annexe 5 pb de chiffre

TAXE D'APPRENTISSAGE : 673 M€

Taxe versée aux CFA : 673 M€

Source : Conseils régionaux, DGESCO, DGER - Exploitation des comptes financiers des CFA – Annexe 3

FONDS MUTUALISÉS ET TAXES FISCALES : 139 M€

Fonds mutualisés : 92 M€

Taxes fiscales versées : 46 M€

Source : Conseils régionaux, DGESCO, DGER - Exploitation des comptes financiers des CFA – Annexe 6

APPORT DES ORGANISMES GESTIONNAIRES AUX CFA : 77 M€

Source : Conseils régionaux, DGESCO, DGER - Exploitation des comptes financiers des CFA – Annexe 4

SUBVENTION AU TRANSPORT, A L'HÉBERGEMENT ET A LA RESTAURATION (THR) : 90 M€

Subvention des Conseils régionaux au THR : 90 M€

Source : Conseils régionaux, DGESCO, DGER - Exploitation des comptes financiers des CFA – Annexe 5

PARTICIPATION DES FAMILLES AU THR : 61 M€

Source : Conseils régionaux, DGESCO, DGER - Exploitation des comptes financiers des CFA – Annexe 7

AUTRES CONTRIBUTIONS, AUTRES RESSOURCES : 435 M€

Ces autres ressources proviennent, en autres, de la facturation à des tiers de produits fabriqués ou de services réalisés au sein des CFA (69M€) et de reprises sur provisions ou amortissements ou de quote-part de subvention virée au compte de résultat (111M€).

L'exploration de ces autres ressources sur quelques Régions volontaires a fait apparaître la contribution d'autres acteurs dans le paysage de l'apprentissage tels que les Départements, Communes et communauté de communes, ou appelle notre attention sur les frais de scolarité et l'activité des CFA sans murs.

Ces autres ressources représentent 17,8% du financement de l'offre de formation (17,8%). Elles se répartissent entre Fonctionnement (343M€), THR (15ME) et Investissement (77M€).

Source : Conseils régionaux, DGESCO, DGER - Exploitation des comptes financiers des CFA – Annexe 8

¹⁵ Les Régions Bretagne, Rhône-Alpes et les DOM

PARTIE II

ZOOM SUR L'OFFRE DE FORMATION

PAR APPRENTISSAGE

ET LES EFFECTIFS D'APPRENTIS

EN 2006

La présente partie a pour objet d'analyser les ressources et les dépenses des CFA et en particulier leur évolution entre 2004 et 2006, en distinguant les CFA sous convention avec les Régions et les CFA à recrutement national.

Ces données financières sont rapprochées des effectifs pondérés calculés en prenant en compte 60% des effectifs de l'année scolaire N-1 et 40% des effectifs de l'année scolaire N.

L'évolution de l'appareil de formation et des effectifs en formation au 31 décembre de l'année considérée font l'objet d'un examen préalable.

Effectifs d'apprentis

	2004	2006	Evolution
Apprentis au 31/12	368.988	407.809	+10,5%
Apprentis + Pré-Apprentis au 31/12	378.759	417.745	+10,2%
Effectifs pondérés d'apprentis	364.307	394.617	+8,3%
Effectifs pondérés d'apprentis et de pré-apprentis	373.733	404.423	+8,2%

I. LES ETABLISSEMENTS DE FORMATION

1.1. Le développement des sites de formation s'est accompagné, sur la période 2004-2006, d'une légère baisse du nombre de conventions (Annexe 9)

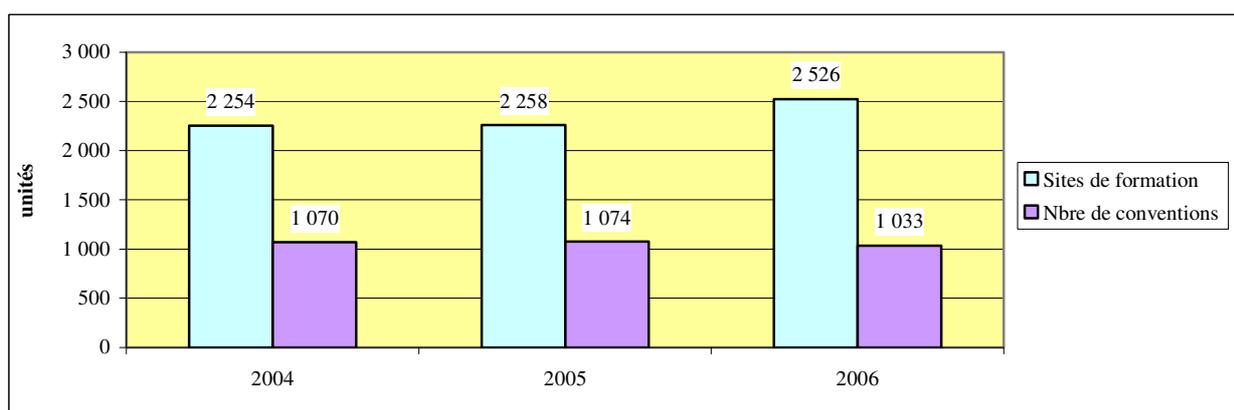
Entre 2004 et 2006, le nombre de sites de formation en apprentissage s'est accru de 11% pour atteindre 2 592 sites en 2006 répartis sur l'ensemble du territoire :

- 2 501 sites de formation de CFA régionaux en métropole auxquels s'ajoutent 25 sites en outre-mer ;
- et 66 antennes régionales de CFA nationaux.

Cette progression du nombre de sites de formation est principalement due aux CFA régionaux. En effet, le nombre de sites de formation relevant des CFA régionaux augmente de 12% alors que le nombre de sites relevant des CFA nationaux est en recul de 15%.

Parallèlement le nombre de conventions recule légèrement de 3,5%. Le développement de l'apprentissage se fait donc principalement par la création de nouveaux sites de formation plus que par la création de CFA, ce qui traduit une réelle politique d'aménagement du territoire conduite par les Régions.

Graphique n°1 : évolution comparée des sites de formation relevant des CFA régionaux et des conventions signées avec les Conseils régionaux entre 2004 et 2006



Source : les Conseils régionaux - Les conventions portant création d'un CFA régional ne sont recensées que depuis 2004

1.2. Stabilité de la répartition des effectifs d'apprentis par nature d'organisme gestionnaire (Annexe 10)

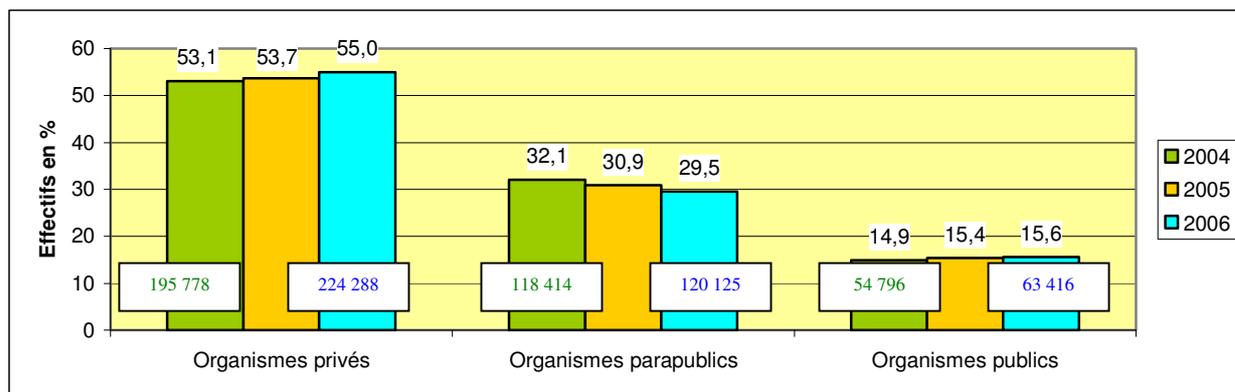
Les centres de formation d'apprentis (CFA), les sections d'apprentissage et les unités de formation en apprentissage (UFA) sont gérés par des organismes privés (associations, entreprises), parapublics (chambres consulaires)¹⁶ ou publics (établissements publics locaux d'enseignement, collectivité territoriale).

En 2006, les organismes privés accueillent 55% des 407 809 apprentis¹⁷ (soit 224 268 apprentis) contre 29,5% pour les organismes parapublics et 15,6% pour les organismes publics.

¹⁶ NB : les chambres consulaires sont parfois organisées en association, elles sont alors classées parmi les organismes privés. En conséquence, les organismes parapublics ne représentent pas l'ensemble de l'activité de formation des chambres consulaires.

¹⁷ Effectifs au 31/12/2006

Graphique n° 2 : évolution comparée du nombre d'organismes gestionnaires et des effectifs d'apprentis



Source : la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Ministère de l'éducation
Note de lecture : les organismes privés concentrent 51% des effectifs en 2004 et 55% en 2006.

II. LES EFFECTIFS D'APPRENTIS

Les données présentées dans cette partie sont issues de l'**enquête SIFA** (ex-enquête n° 51) de la Direction de l'évaluation, de la perspective et de la performance (DEPP) du ministère de l'éducation nationale, relative **aux effectifs d'apprentis**.

Son exploitation permet de connaître les effectifs de pré-apprentis et d'apprentis inscrits dans les CFA au 31/12 de chaque année, par sexe, spécialité et niveau de formation.

	31/12/2004	31/12/2006	Evolution
Apprentis	368.988	407.809	+10,5%
Apprentis + Pré-Apprentis	378.759	417.745	+10,2%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	1.730.787	1.721.960	-0,5%
Jeunes en formation professionnelle initiale	2.099.775	2.129.769	+1,4%
Jeunes âgé de 16 à 25 ans	8.144.598	8.172.866	+0,4%
Poids des apprentis dans la formation professionnelle initiale	17,6%	19,1%	
Poids des apprentis parmi les jeunes de 16 à 25 ans	4,5%	4,7%	

Comme pour les années précédentes, l'évolution de l'apprentissage est appréhendée par son taux de pénétration dans la classe d'âge des 16 à 25 ans et par sa place dans le dispositif de formation professionnelle initiale¹⁸.

Toutefois, dans un contexte de ralentissement de la croissance du nombre de jeunes âgés de 16 à 25 ans, l'évolution des effectifs en formation générale affecte celle des effectifs en formation professionnelle initiale (sous statut scolaire et d'apprenti) et peut se répercuter sur le part relative de l'apprentissage dans cet ensemble. Cette mise en perspective sera approfondie dans les prochains exercices.

¹⁸ La formation professionnelle initiale recouvre les jeunes sous statut scolaire et les apprentis.

2.1. Dans un contexte marqué par un ralentissement de la croissance du nombre de jeunes âgés de 16 à 25 ans, celui des jeunes en formation professionnelle initiale augmente légèrement sur la période 2004 – 2006 (Annexe 11)

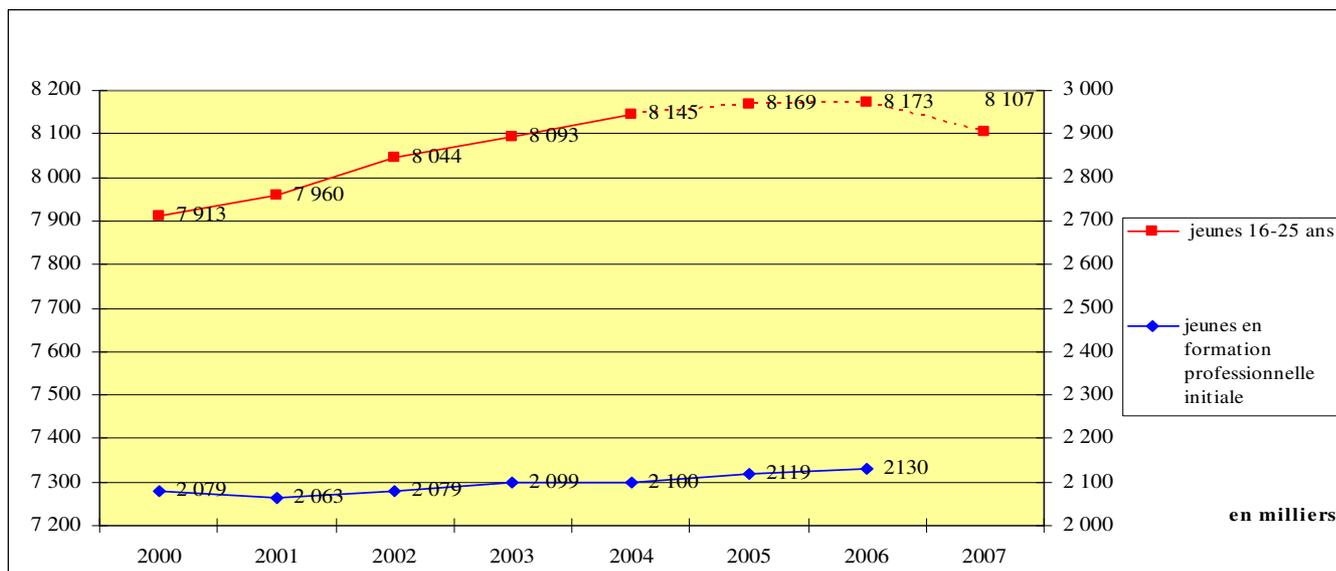
Entre 2004 et 2006, le nombre de jeunes âgés de 16 à 25 ans a légèrement augmenté de **0,4%** mais on assiste à **une rupture du rythme annuel de progression** puisque celui-ci passe de 0,6% sur la période 2000-2004 à 0,3 % sur la période 2004-2005 puis 0,05% entre 2005 et 2006. Cette tendance se confirme d'ailleurs au regard de la projection 2007.

L'évolution globale recouvre **des évolutions contrastées par région** :

- les Régions Alsace, Corse, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Midi Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur affichent une progression de 1 à 3 % ;
- les Régions Aquitaine, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Lorraine, Nord-Pas de Calais, Haute Normandie, Picardie, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes restent stables entre +1 et -1% ;
- les autres Régions, Auvergne, Bourgogne, Franche-Comté, Limousin, Basse Normandie, Pays de la Loire enregistrent des baisses qui vont jusqu'à -2,2%.

Dans les Départements d'Outre-mer, seule la Guyane voit ses effectifs de 16-25 ans augmenter à 8,2% alors que globalement les DOM baissent de 8,9%.

Graphique n°3 : évolution des jeunes âgés de 16 à 25 ans et des jeunes en formation professionnelle initiale entre 2000 et 2007



Source : la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Ministère de l'éducation

Alors que sur la période 2000 à 2004, le nombre de jeunes de 16-25 ans a augmenté trois fois plus vite que le nombre de jeunes en formation professionnelle initiale¹⁹, la tendance s'inverse dès 2005 puisque sur la période 2004-2006, les jeunes en formation professionnelle progressent quatre fois plus vite que la population globale.

Par ailleurs, la part relative des jeunes en formation professionnelle initiale parmi les jeunes 16-25 ans reste stable, passant de 26,3% en 2000 à 25,9% en 2004 et 26,1% en 2006.

¹⁹ Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire et en apprentissage.

2.2. Le taux d'apprentis dans la classe d'âge des 16-25 ans augmente sur la période 2004-2006 (annexe 11)

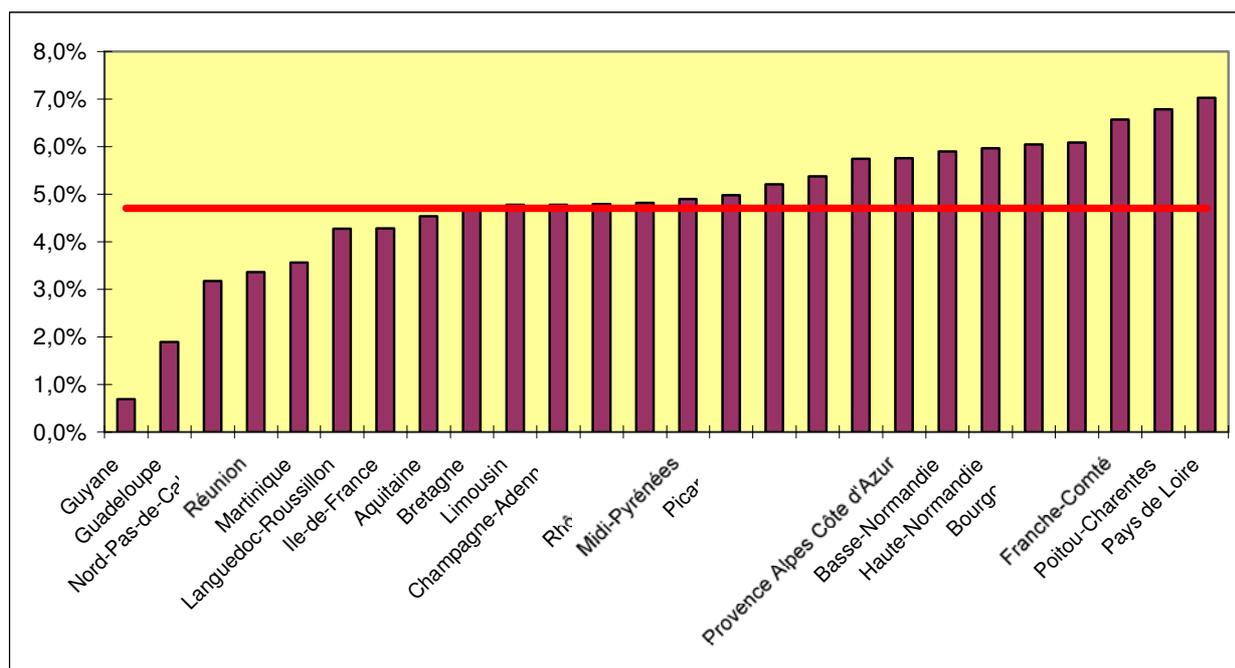
En 2006, 4,7% des jeunes âgés de 16-25 ans s'engagent dans l'apprentissage contre 4,5% en 2004.

	31/12/2004	31/12/2006	Evolution
Apprentis	368.988	407.809	+10,5%
Jeunes âgé de 16 à 25 ans	8.144.598	8.172.866	+0,4%
Poids des apprentis parmi les jeunes de 16 à 25 ans	4,5%	4,7%	

Il est toutefois constaté un écart de 1 à 2 entre les régions, si on exclut celles dont la part des apprentis parmi les 16-25 ans est peu élevée (0,7% en Guyane, 1,9% en Guadeloupe) ou au contraire très élevée (6,8% en Poitou-Charentes et Pays de la Loire).

La Région Bretagne se situe à la moyenne nationale (4,7%) et sept régions affichent un taux proche de cette moyenne (Aquitaine, Champagne-Ardenne, Corse, Limousin, Midi-Pyrénées, Picardie, Rhône-Alpes) ; dix Régions sont au-dessus, huit en dessous.

Graphique n° 4 : la part des apprentis parmi les jeunes âgés de 16 à 25 ans en 2006

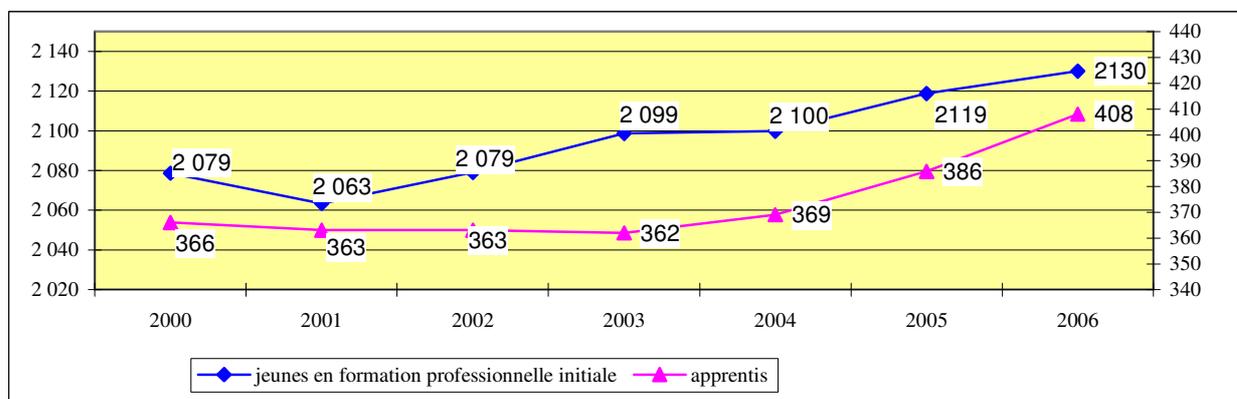


Source : la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Ministère de l'éducation

2.3. La place de l'apprentissage dans la formation professionnelle initiale augmente fortement (Annexe 12)

Relativement stable, à 17,5 % sur la période 2000 à 2004, la part de l'apprentissage dans la formation professionnelle initiale progresse fortement depuis pour atteindre 19,2 % en 2006.

Graphique n°5 : évolution comparée des jeunes âgés de 16 à 25 ans en formation professionnelle initiale et en apprentissage entre 2000 et 2006



Source : la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Ministère de l'éducation

2.4. Le poids variable des régions au plan national en terme d'effectifs d'apprentis (Annexe 13)

Du point de vue des effectifs, la France métropolitaine représente 97,3% des apprentis ; les régions d'Outre mer 1,7% et les CFA nationaux 0,9%.

Quatre régions métropolitaines (Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Pays de la Loire) concentrent à elles seules 40% des effectifs d'apprentis. A noter qu'un apprenti sur six est formé dans la région Ile-de-France.

2.5. Une concentration des apprentis dans le domaine de la production (Annexes 14 et 15)

Un préalable : S'agissant de jeunes inscrits en formation dans les CFA, c'est la nomenclature des spécialités de formation (NSF) du Conseil national de l'information statistique qui a été retenue ici pour ventiler les effectifs.

60,9% des apprentis préparent un diplôme ou un titre dans le domaine de la production en 2006 contre seulement 38,8% dans le domaine des services et 0,3% dans les domaines disciplinaires.

Entre 2000 et 2006, trois spécialités voient leurs effectifs progresser de plus de 20% :

- la spécialité « communication et information » + 28,5 %
- la spécialité « génie civil, construction, bois » + 26,1 %
- la spécialité « échanges et gestion » + 20,8 %

On note une accélération du rythme de progression des effectifs dans ces spécialités sur les trois dernières années :

- la spécialité « communication et information » + 23,3 %
- la spécialité « génie civil, construction, bois » + 15,6 %
- la spécialité « échanges et gestion » + 15,1 %

EXTRAIT DE LA NOMENCLATURE DES SPECIALITES DE FORMATION

Domaines technico-professionnels de la production (y compris alimentaire) :

- 22 - Transformations
- 220 - Spécialités pluritechnologiques des transformations.
- 221 - Agro-alimentaire, alimentation, cuisine.
- 222 - Transformations chimiques et apparentés (y compris industrie pharmaceutique).
- 223 - Métallurgie (y compris sidérurgie, fonderie, non-ferreux).
- 224 - Matériaux de construction, verre, céramique.
- 225 - Plasturgie, matériaux composites.
- 226 - Papier, carton.
- 227 - Energie, génie climatique (y compris énergie nucléaire, thermique, hydraulique ; utilités : froid, climatisation, chauffage).

→ la spécialité « génie civil, construction, bois »

- 230 - Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction, bois.
- 231 - Mines et carrières, génie civil, topographie.
- 232 - Bâtiment : construction et couverture.
- 233 - Bâtiment : finitions.
- 234 - Travail du bois et de l'ameublement.

→ la spécialité « mécanique, électricité, électronique »

- 250 - Spécialités pluritechnologiques, mécanique-électricité (y compris maintenance mécano-électrique).
- 251 - Mécanique générale et de précision, usinage.
- 252 - Moteurs et mécanique auto.
- 253 - Mécanique aéronautique et spatiale.
- 254 - Structures métalliques (y compris soudure, carrosserie, coque de bateau, cellule d'avion).
- 255 - Electricité, électronique (non compris automatismes, productique).

Domaines technico-professionnels des services

→ la spécialité « échanges et gestion »

- 31 - Echanges et gestion
- 310 - Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion (y compris adm. générale des entreprises et des collectivités).
- 311 - Transport, manutention, magasinage.
- 312 - Commerce, vente.
- 313 - Finances, banque, assurances.
- 314 - Comptabilité, gestion.
- 315 - Ressources humaines, gestion du personnel, gestion de l'emploi.

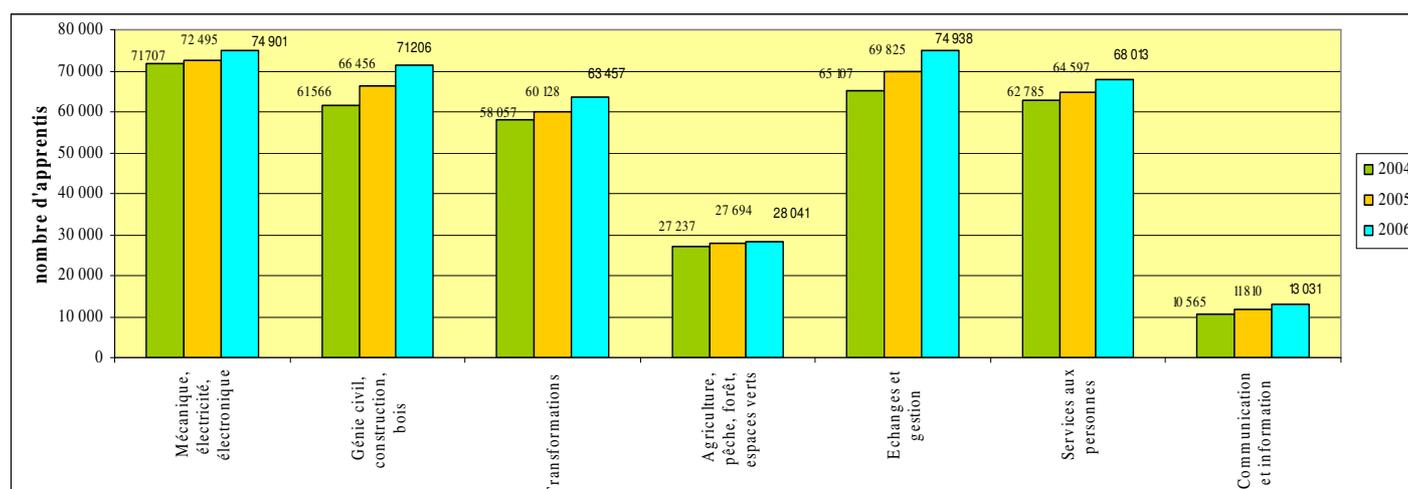
→ la spécialité « services aux personnes »

- 330 - Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales.
- 331 - Santé.
- 332 - Travail social.
- 333 - Enseignement, formation.
- 334 - Accueil, hôtellerie, tourisme.
- 335 - Animation culturelle, sportive et de loisirs.
- 336 - Coiffure, esthétique et autres spécialités des services aux personnes.

Domaines disciplinaires

- 10 - Formations générales
- 11 - Mathématiques et sciences
- 12 - Sciences humaines et droit
- 13 - Lettres et arts

Graphique n° 6 : évolution comparée des apprentis par domaine de spécialité entre 2004 et 2006 pour les CFA régionaux



Source : la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Ministère de l'éducation

Note de lecture : dans la spécialité « génie civil, construction, bois », les effectifs augmentent de 15,6% entre 2004 et 2006.

2.6. L'apprentissage : une voie de formation majoritairement masculine (Annexes 16 et 17)

Avec 283.527 garçons (69,5%) et 124.282 filles, **l'apprentissage demeure une filière « masculine ».**

La féminisation des effectifs évolue peu : + 1,4 % sur la période 2004-2006.

De plus, le taux de féminisation, au plan national de 30,5%, recouvre de **fortes disparités régionales**, avec un écart de 1 à 1,7.

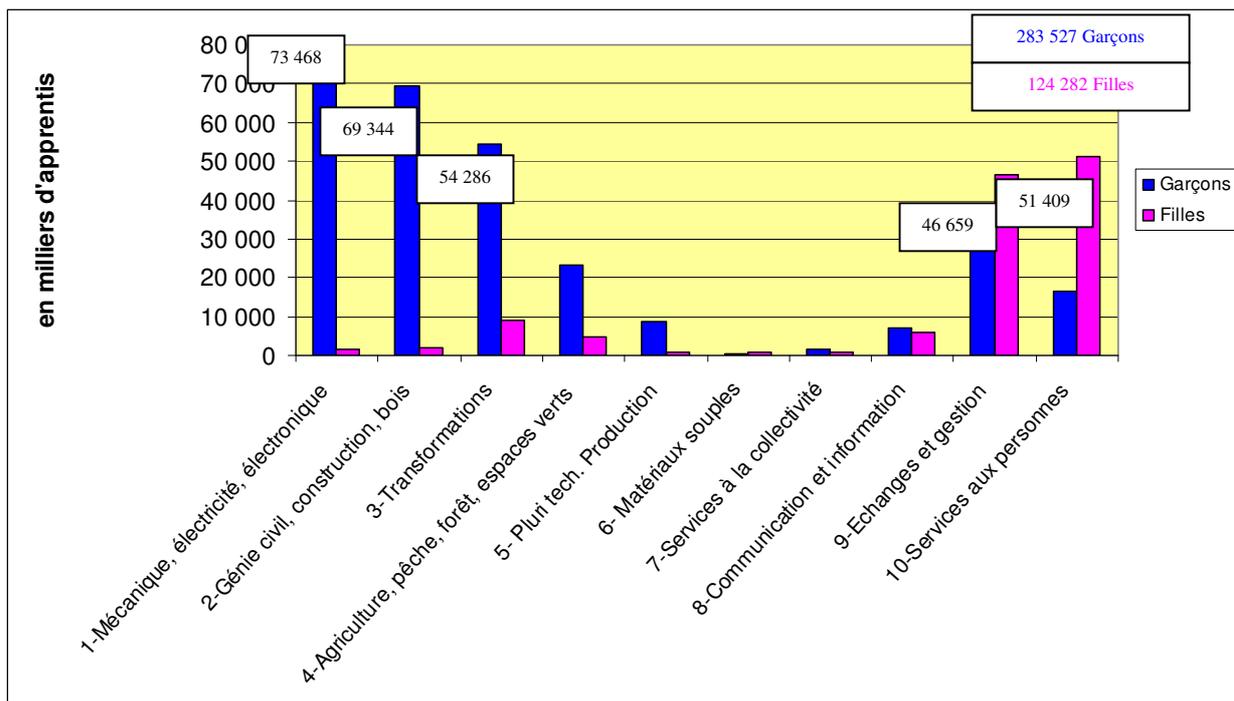
Huit régions accueillent un nombre de jeunes apprenties supérieur ou égal à la moyenne nationale ; ce sont les régions Guadeloupe (39,4%), Ile-de-France (37,2%), Alsace (33,0%), Centre (32,50%), Basse-Normandie (31,8%), Provence Alpes Côte d'Azur (31,6%), Lorraine (30,7%), Haute Normandie (30,5%).

A l'inverse, la Picardie (23,3%) et l'Auvergne (23,4%) affichent toujours les taux de féminisation les plus faibles.

Les spécialités préparées par les filles et les garçons ne sont pas identiques. 87,6% des garçons en apprentissage suivent en effet une formation dans le *domaine de la production (y compris alimentation, principalement dans les spécialités « mécanique, électricité, électronique »* (25,9%), « Génie civil, construction, bois » (24,5 %) et « Transformations » (19,2 %).

A l'inverse, 84,3 % des filles se préparent à *des métiers de services* : 41,4% dans le domaine des Services aux personnes et 37,5% dans celui des Echanges et de la gestion.

Graphique n°7 : les effectifs d'apprentis selon la spécialité de formation et le sexe en 2006



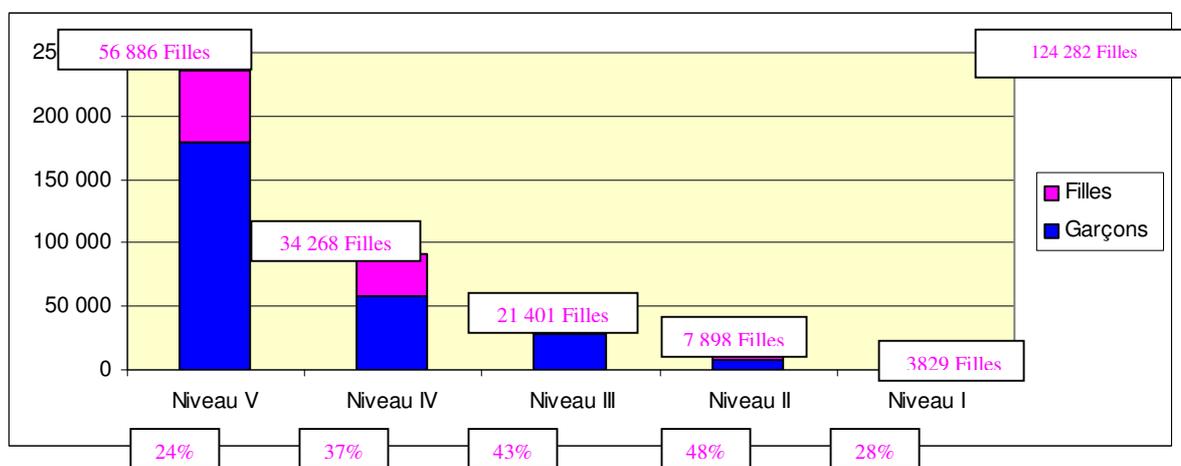
Source : la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Ministère de l'éducation

Plus le niveau de diplôme préparé est élevé, plus la féminisation est forte.

Les jeunes filles sont peu présentes au niveau V (24%) contrairement aux garçons (76%). A ce niveau, en effet, 72% des apprentis préparent des spécialités de formation du domaine de la production (et de l'alimentation), spécialités jusqu'ici essentiellement « masculines ».

La proportion de filles augmente ensuite : 37% au niveau IV, 43% au niveau III et 48% au niveau II. Le niveau I fait cependant figure d'exception puisque 72% des effectifs sont des garçons en raison de la présence dans le supérieur de formations préparant aux métiers du commerce, de la gestion et de la finance ainsi qu'au métier d'ingénieur, de nouveau fortement liées à la production.

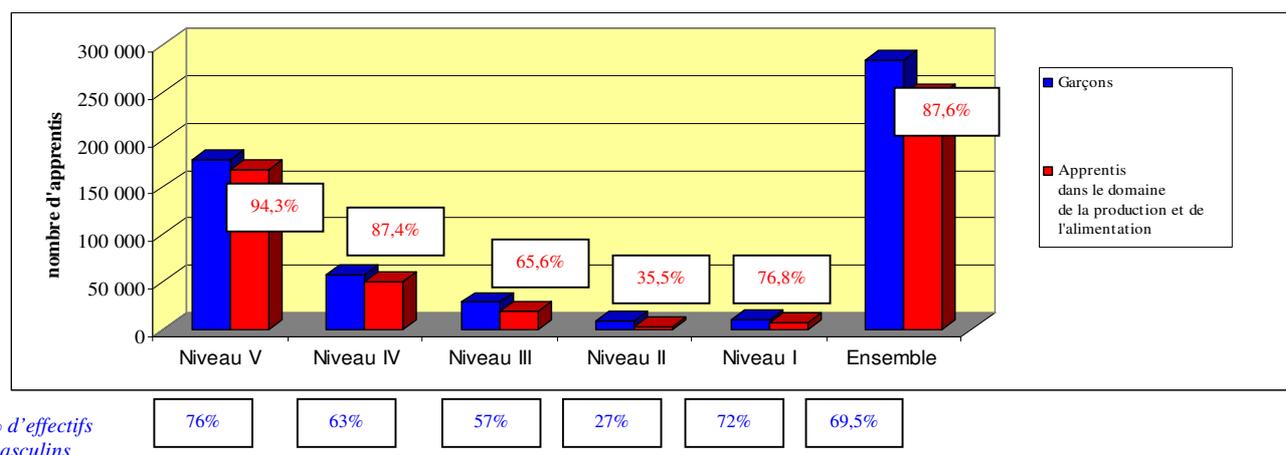
Graphique n° 8 : la part respective des effectifs masculins et féminins selon le niveau de formation en 2006



Source : Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Ministère de l'éducation

Parmi les garçons, 87% préparent en apprentissage une spécialité de la production et de l'alimentation et notamment aux niveaux V et IV.

Graphique n° 9 : la proportion d'effectifs masculins et des apprentis en formation dans le domaine de la production selon le niveau de formation en 2006



Source : Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Ministère de l'éducation

- proportion des garçons dans les effectifs d'apprentis du niveau de formation considéré

- proportion des garçons en formation dans le domaine de la production et de l'alimentation selon le niveau de formation

Note de lecture : le niveau V compte 76% d'effectifs masculins ; 94,3% de ces garçons préparent un diplôme relevant du domaine de la production.

2.7. La permanence d'un socle important d'apprentis sur les niveaux V et IV dans un contexte marqué cependant par l'élévation des niveaux de formation (Annexe 17)

Les niveaux V et IV concentrent à eux seuls 80,3% des effectifs d'apprentis au 31 décembre 2006, soit 327.342 apprentis.

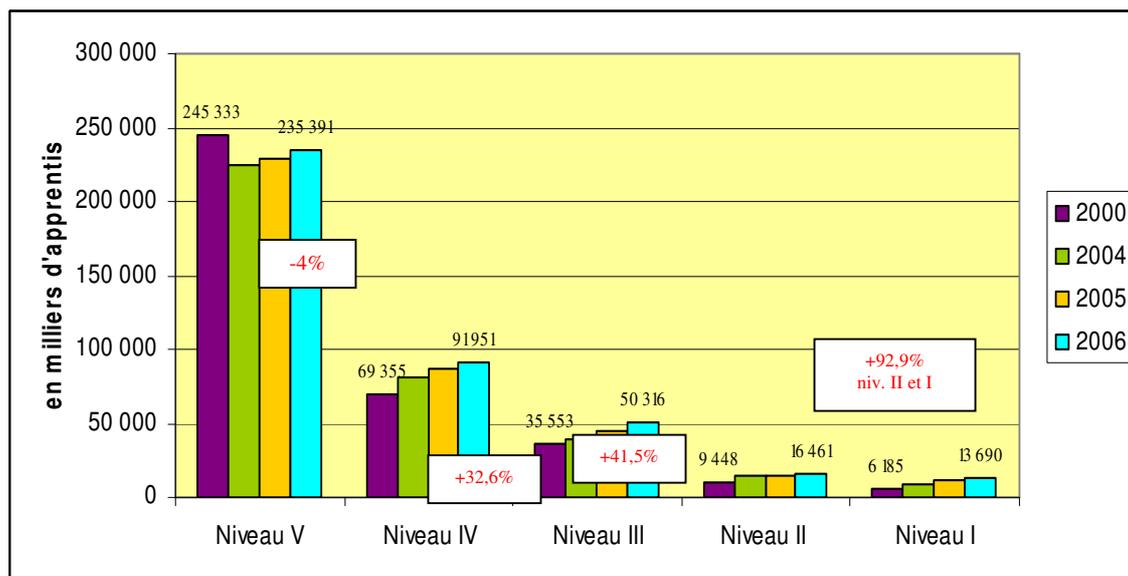
Rassemblant 57,7% des apprentis en 2006, **le niveau V** reste très largement majoritaire. Si ses effectifs sont en diminution par rapport à 2000 (- 4% soit 9.942 apprentis), on assiste à une nette reprise entre 2004 et 2006 (+ 4,5% soit 10.117 apprentis).

Sur la période 2000-2006, **le niveau IV** enregistre une hausse d'un tiers de ses effectifs pour atteindre 91.951 apprentis en 2006, soit 22,5% de l'effectif global.

Sur la même période, le nombre des apprentis de **niveau III** augmente de 41,5% portant ainsi son poids relatif dans l'apprentissage à 12,3%, soit 50.319 apprentis.

Les effectifs aux **niveaux I et II** ont pratiquement doublé sur la même période (+92,9% soit 14.518 apprentis). Cependant, leur poids relatif dans l'apprentissage reste marginal (7,4%). Ce développement s'explique, notamment, par le développement important des licences professionnelles (niveau II) et masters professionnels (niveau I) préparés par la voie de l'apprentissage.

Graphique n° 10 : les effectifs d'apprentis selon le niveau de formation en 2006

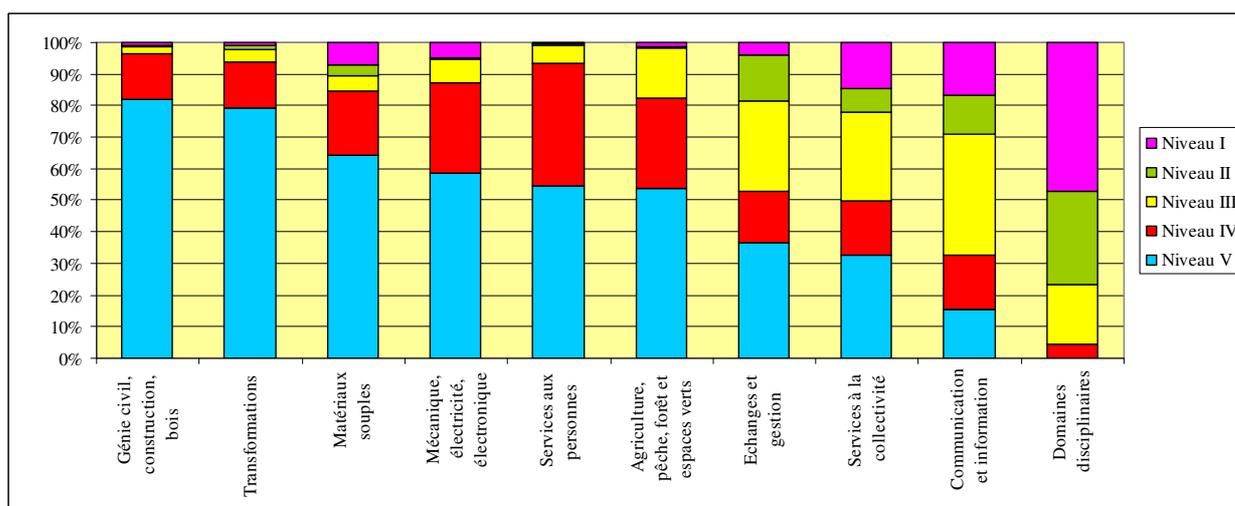


Source : la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Ministère de l'éducation
 Note de lecture : au niveau V, les effectifs d'apprentis diminuent de 4% entre 2000 et 2006.

Les domaines de la production et des services aux personnes concentrent 86,3% des apprentis de niveaux IV et V (soit 281 435 dont 63 498 dans les services aux personnes) alors que, dans les services en général²⁰, les effectifs sont distribués de manière plus équilibrée entre les différents niveaux de formation avec cependant une prépondérance des effectifs de niveau I dans les domaines disciplinaires (46,9%).

Le niveau III tend à occuper une place toujours plus importante (68,7%) dans le domaine des services que dans celui de la production (30,8%).

Graphique n°11 : la répartition des apprentis par niveau et par spécialité de formation au 31/12/2006



Source : Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Ministère de l'éducation

²⁰ Hors services à la personne

2.8. Un maintien des effectifs de pré-apprentis (Annexe 18)

Dans les CFA sous convention avec les Conseils régionaux, les effectifs de pré-apprentis comprennent :

- les élèves inscrits en Classe Préparatoire à l'Apprentissage (CPA) ;
- les élèves en Classe d'Initiation Pré-professionnelle par Alternance (CLIPPA) - 2^{ème} année ;
- les apprentis juniors (AJ) en section d'apprentis juniors créées à la rentrée 2006.

NB : les effectifs d'apprentis juniors n'ont pas été recensés dans le cadre de l'enquête n° 51. En raison de la disparition du dispositif deux ans après sa création et du manque de fiabilité des données disponibles, l'attention sera portée sur les seules CPA et CLIPPA en fonctionnement sur 2006

Les pré-apprentis représentent 2,4 % des effectifs des CFA au 31 décembre 2006. Cette proportion est relativement stable depuis 1998 (2,5 %).

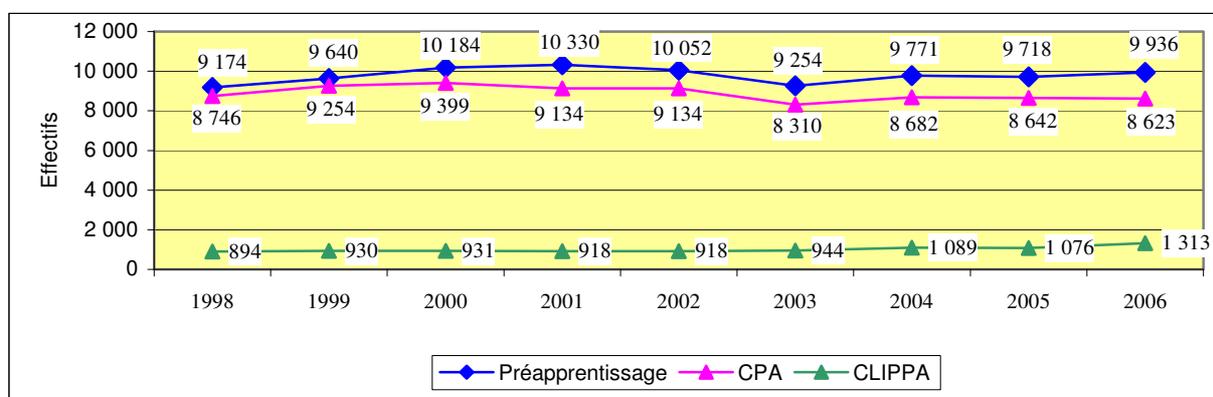
Avec 597 unités supplémentaires, les effectifs de pré-apprentis ont augmenté de 6,5 % au cours de la période 1998-2004. Loin d'être linéaire, cette évolution est le résultat de l'alternance de phases de croissance et de récession :

- entre 1998 et 2001, le nombre des élèves inscrits en CPA et en CLIPPA augmente de 12,6 % pour atteindre 10 330 pré - apprentis au 31 décembre 2001.
- puis, il connaît une phase de récession : l'effectif global de pré-apprentis, à quelques unités près, retrouve son niveau de 1998 au 31 décembre 2003.
- en 2004, le pré - apprentissage connaît un regain d'intérêt : le nombre des inscrits en CPA et en CLIPPA progresse de 5,6 % pour atteindre 9 771 pré-apprentis au 31 décembre 2004.

Le rythme de cette progression est nettement ralenti sur la période 2004-2006 (+1,7%) et connaît même une rupture en 2005 (-0,5%). On compte néanmoins 9 936 jeunes en pré-apprentissage au 31 décembre 2006.

Cette évolution est consécutive à la légère diminution des effectifs des CPA (-0,7%) entre 2004 et 2006 et modifie légèrement la distribution des pré-apprentis entre CLIPPA et CPA : les effectifs de ces dernières représentent désormais 86,8% des inscrits.

Graphique n° 12 : évolution comparée des effectifs de pré-apprentis, d'élèves inscrits en CPA et en CLIPPA de 1998 à 2006.



Source : la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance – Ministère de l'éducation

III. LE FINANCEMENT DE L'OFFRE DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE

Pour construire **une image du financement de l'offre de formation**, le Groupe Technique Apprentissage (GTA) s'est appuyé sur :

- **les comptes certifiés des centres de formation d'apprentis (CFA) et des sections d'apprentissage (SA).**

Les données financières relatives aux organismes de formation régionaux sont agrégées et communiquées par les Conseils régionaux.

Celles qui concernent les CFA à recrutement national sont recueillies et transmises par la direction générale de l'enseignement scolaire du ministère de l'éducation (DGESCO) et la direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'agriculture (DGER).

- **un cadre de collecte rénové par le GTA (à compter de la remontée 2004) et actualisé au fil des évolutions législatives et réglementaires**

Les informations recueillies portent sur le pré-apprentissage et l'apprentissage. Les jeunes sous contrat de qualification / professionnalisation inscrits en CFA ne sont pas pris en compte.

La collecte des données concerne l'ensemble des CFA, qu'ils soient sous convention avec une Région ou un Ministère.

Si un nombre restreint de Conseils régionaux n'a pas fourni toutes les informations utiles à ce travail en 2005, la quasi-totalité des Régions a renseigné les tableaux pour 2006. Les quelques données manquantes ont été recalculées à partir des informations dont disposait le CNFPTLV pour les années antérieures et/ou suivantes. Ces données recalculées figurent sur un fond gris. Le lecteur est invité à faire preuve d'une grande prudence dans leur maniement.

La vigilance du lecteur est appelée sur quatre points de fragilité de la remontée d'information 2006 :

Les investissements

Les montants extraits des comptes financiers des CFA ne donnent qu'un aperçu du financement des investissements. En effet, la gestion du patrimoine des CFA relève, la plupart du temps, directement des organismes gestionnaires des établissements de formation. Une partie non négligeable des ressources consacrées aux investissements n'apparaît donc pas dans la comptabilité des CFA.

Cette situation se vérifie, en particulier, dans la comparaison des crédits affectés au financement des investissements des CFA par les Conseils régionaux et les ressources identifiées dans les comptes des CFA comme provenant des Conseils régionaux pour le financement des investissements.

C'est pourquoi, à titre d'information, le montant des subventions d'investissement octroyées en 2006 par les Conseils régionaux aux CFA est indiqué en annexe 24bis, en complément des montants figurant dans les comptes financiers des CFA. Les chiffres sont extraits des comptes administratifs des Régions.

Cette difficulté pourrait être résolue :

- prioritairement, par l'inscription du patrimoine au bilan comptable du CFA ;
- à défaut, par la mise en place à moyen terme par les CFA, en liaison avec l'organisme gestionnaire, d'une annexe extra comptable spécifique aux investissements qui permettrait d'acquérir une réelle vision du patrimoine immobilier des CFA/SA et de son financement.

Les effectifs des CFA à recrutement national

Le Groupe Technique Apprentissage a fait le choix d'une source unique d'information, l'enquête SIFA (ex enquête n° 51 de la DEPP), à des fins d'unicité de méthode de recueil des données et donc de cohérence. Toutefois, des difficultés sont apparues dans le recensement des effectifs des CFA à recrutement national. Leur origine est double :

- certains CFA à recrutement national n'ont pas transmis leurs effectifs à la DEPP
- d'autres l'ont fait sous un identifiant « établissement » erroné (ex. l'enregistrement des effectifs d'un CFA à recrutement national dont les sites de formation sont implantés en région sous un identifiant correspondant à un CFA régional).

L'impact sur l'effectif national est de faible portée mais une sous-estimation ou sur-évaluation des effectifs inscrits dans les CFA à recrutement national **affecte**, en revanche, **le calcul des ressources et des charges par apprenti** dans ces CFA.

Depuis la mise en place du nouveau système informatisé d'information sur l'apprentissage (SIFA), appliqué aux données 2007, la DEPP (en charge de la gestion de SIFA) et la DGESCO (en charge du suivi des CFA à recrutement national) s'assurent de la saisie des effectifs des CFA à recrutement national. Cette difficulté de recensement devrait donc être résolue sur l'exercice 2007.

Les fonds mutualisés et les taxes fiscales

Au plan national, le rapprochement des données extraites de l'état statistique et financier (dit E.S.F.) des organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) et celles relevées dans les comptes financiers des CFA/SA fait apparaître un écart de 101 M€ en 2006. Un examen de ces informations au plan local conclut à des difficultés liées aux deux sources d'information (ex. erreurs de montants déclarés par les OPCA dans l'E.S.F., problèmes d'identification des fonds dans les comptes financiers des CFA).

Afin de résoudre ces difficultés :

- la vigilance des OPCA est appelée quant au renseignement de l'état statistique et financier adressé à la DGEFP ;
- l'attention des trois organismes de branche (ANFA, AFT-IFTIM et CCCA-BTP) qui mobilisent des fonds de nature différente en faveur de l'apprentissage est attirée sur la nécessité d'accompagner leurs versements aux CFA d'un courrier précisant la décomposition de ceux-ci selon la nature des fonds.
- il est procédé à l'adaptation du cadre de la remontée des informations extraites des comptes financiers des CFA pour 2009 (données 2007) dans le but de recenser les fonds mutualisés et les taxes fiscales affectés au financement du transport, hébergement, restauration (THR) et des équipements / investissements.

En effet, l'exploration par des Régions volontaires des composantes de la rubrique « autres ressources de l'offre de formation » a permis d'identifier des fonds mutualisés et des taxes fiscales dans le financement du THR et des équipements / investissements.

Les autres ressources

A côté des ressources traditionnelles du financement de l'appareil de formation (les subventions régionales et la taxe d'apprentissage pour l'essentiel), l'exploitation des comptes financiers des CFA fait apparaître « **d'autres ressources** ». Ces autres ressources se chiffrent à 435M€ en 2006. Leur prise en compte dans le financement de l'appareil de formation depuis 2004 fait prendre conscience de leur poids (17,8%). Aussi, il a été décidé d'isoler en 2006 au sein de ces autres ressources, le montant des reprises sur amortissements et provisions & quote-part de subvention virée au compte de résultat (111M€) ainsi que celui correspondant à la facturation à des tiers de produits fabriqués ou de services exécutés dans le cadre de la formation (69M€).

Ces deux composantes ne représentent cependant que 41,4% de la rubrique « autres ressources ». L'exploration de ces autres ressources par des Régions volontaires a par ailleurs permis d'identifier d'autres contributions, que le cadre du recueil des informations pour 2007 prendra en compte (ex. la participation des départements / communes au financement des CFA). Elle appelle également notre vigilance sur les frais de scolarité et l'affichage / la comptabilisation de l'activité des CFA hors les murs.

A. LES RESSOURCES DE L'OFFRE DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE

Le financement de l'offre de formation représente 2 444M€ en 2006, soit 37,3% du financement de l'apprentissage (cf. l'item « offre de formation » du schéma).

L'exploitation des comptes financiers des CFA confirme le constat de l'enquête 2004. Les **deux principaux contributeurs « finaux » au financement des CFA** en 2006 sont :

Les Régions : 1.058 M€

- les subventions de fonctionnement et d'investissement (968M€)
- les aides aux frais de transport, hébergement et restauration (90M€)

- Aux 968M€ de subventions, il conviendrait d'ajouter 41M€ de subventions d'équipement / investissement non retracés dans les comptes financiers des CFA mais identifiés pour l'instant dans les comptes administratifs des Régions (et comptabilisés dans le schéma au niveau des autres dépenses des Conseils régionaux)
- Il est par ailleurs rappelé que les subventions de fonctionnement comprennent les aides indirectes aux apprentis autres que le THR pour un montant global de 10M€.

Les entreprises : 812 M€

- les dépenses libératoires de taxe d'apprentissage en faveur des CFA (673M€)
- le versement de fonds mutualisés et de taxes fiscales (139M€)

Le complément est apporté par **les organismes gestionnaires** (77M€), **les familles** (61M€) et **d'autres ressources** (435M€). Compte tenu de l'importance « des autres ressources », la Commission des comptes a réalisé un « zoom » sur deux composantes de cette rubrique en 2006 et décidé d'adapter le cadre de la remontée des données 2007 de manière à prendre en compte une palette plus large des composantes de cette rubrique. Des premiers résultats de leur analyse sont donnés dans les paragraphes concernant plus spécifiquement cette ressource.

En 2006, les CFA sous convention avec les Conseils régionaux représentent 98,5% de l'appareil de formation. Ils forment 99,1% des apprentis.

Tous CFA confondus, les ressources disponibles pour l'offre de formation s'élèvent à **2 444M€** pour former 404 423 jeunes (pré - apprentis et apprentis) ; **2 422M€** ont été utilisés. **2 422M€** ont été utilisés en 2006 pour le financement des CFA (fonctionnement, THR et investissement) et 22M€ de taxe d'apprentissage ont été placés en réserve.

L'analyse du financement portera sur les 2 422M€ utilisés.

L'analyse des informations disponibles sur la période 2004 – 2006 permet de dégager trois grandes tendances :

- **L'augmentation du produit de taxe d'apprentissage reçue par les CFA ;**
- **Le maintien de l'apport des branches professionnelles ;**
- **La part croissante des Conseils régionaux dans le financement des CFA qui conforte leur position de principal financeur des CFA ;**
- **La participation toujours marginale des organismes gestionnaires.**

La présente étude porte sur les années 2004 à 2006. Pour ces trois années, la méthode de collecte des données financières est homogène ; ce qui permet de faire des comparaisons.

Les Régions et les Ministères concernés ont participé activement au rassemblement des données. Cependant, certains fournisseurs de données ont transmis des informations partielles, nous conduisant ainsi à faire des extrapolations à partir des données disponibles sur les autres années afin de pouvoir analyser dans son intégralité le financement de l'offre de formation.

Pour l'avenir, la fiabilité et la pérennité de l'étude supposent que tous les partenaires garantissent la qualité et l'exhaustivité des informations qu'ils produisent et transmettent.

1. Les CFA régionaux

1.1. La taxe d'apprentissage reçue par les CFA régionaux (Annexe 19)

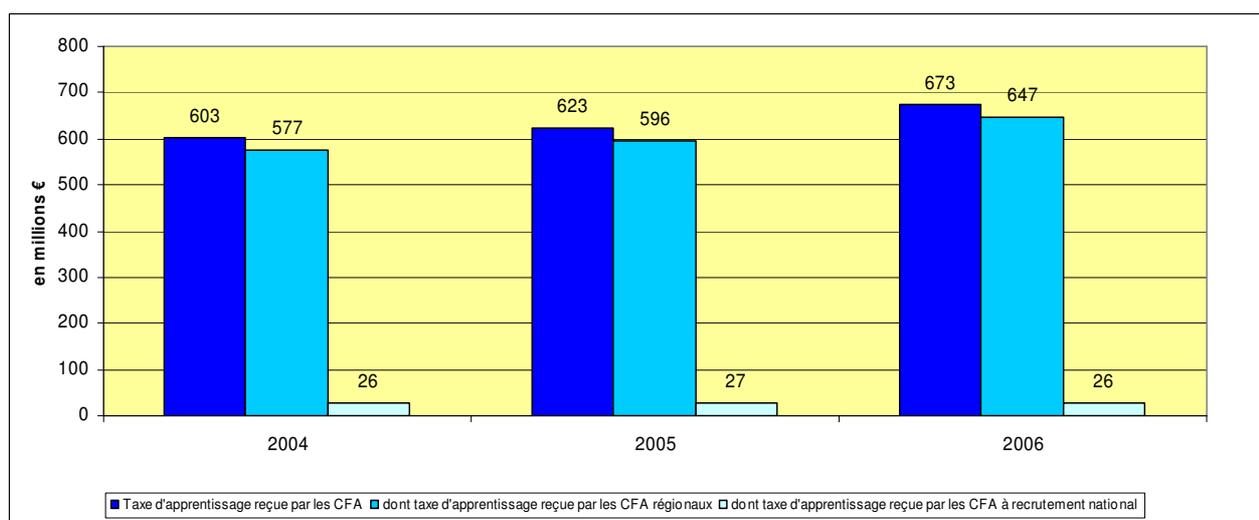
Les CFA reçoivent **une fraction du produit de la taxe que la loi réserve au financement exclusif de l'apprentissage** : le « Quota ». Celui-ci est passé de 40% à 52% du produit de la taxe d'apprentissage consécutivement à la loi du 17 janvier 2005, dite de programmation sociale.

Les circuits de la taxe ont été profondément modifiés : les CFA ne reçoivent plus en direct des entreprises leurs concours financiers mais via les OCTA. Une fraction plus importante est prélevée sur le Quota (22% du produit de la taxe contre 10% avant réforme) pour alimenter le FNDMA qui finance la **péréquation** (1^{ère} section équivalente à l'ancien FNPTA) et les **contrats d'objectifs et de moyens** (COM) entre l'Etat et les Régions ou les CFA à recrutement national, ou encore les actions de promotion de l'apprentissage (2^{ème} section). Dans les deux cas, ce sont des fonds qui, soumis à des critères (péréquation) ou à la contractualisation (COM), ne bénéficient pas uniquement aux CFA.

Les CFA peuvent recevoir également une fraction dite du « hors quota » comme l'ensemble des établissements préparant des premières formations technologiques ou professionnelles.

En 2006, les CFA ont reçu 673M€ de taxe d'apprentissage dont 647M€ pour les CFA conventionnés avec les Régions (soit 96% de la taxe reçue) et 26M€ pour les CFA à recrutement national (soit 4%). La répartition entre CFA régionaux et nationaux reste identique à celle constatée pour l'exercice 2004.

Graphique n°13 : évolution de la taxe reçue par les CFA régionaux et à recrutement national



Source : les comptes financiers des CFA

Par ailleurs, l'analyse de la taxe perçue par les CFA en 2006 confirme les tendances relevées lors de la précédente analyse c'est-à-dire une progression globale mais inégale.

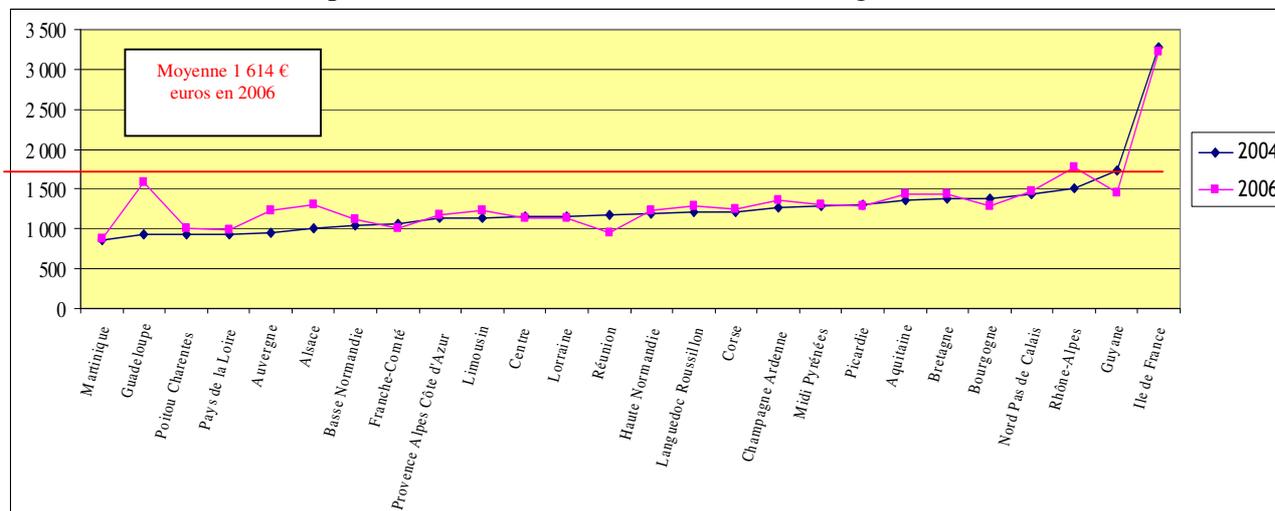
➤ La taxe d'apprentissage reçue par les CFA régionaux est en progression continue passant de 577M€ en 2004 à 596M€ en 2005, et 647M€ en 2006 soit une augmentation de 70M€ (+ 12,2%) sur la période.

Parallèlement, les effectifs pondérés des CFA affichent une augmentation de 8,3%. Le produit moyen de la taxe par jeune progresse ainsi de 3,5% sur la même période.

➤ Cette évolution moyenne recouvre également des situations très hétérogènes. Ainsi l'évolution de la taxe par jeune sur la période se situe dans une fourchette de -19% à +72% (de -7% à + 30% pour les CFA régionaux de la métropole).

➤ Le produit moyen de la taxe par jeune et par région est de 1.614 € en 2006 avec un écart de 1 à 3,3 entre Poitou-Charentes et Ile-de-France pour les CFA régionaux métropolitains. Compte tenu de sa situation atypique, si on isole l'Ile-de-France, l'écart se réduit de 1 à 1,6 (année 2006). On notera l'écart entre le produit par apprenti de la Région Ile-de-France (3.222€) et le produit moyen par région (1 614 €).

Graphique n° 14 : évolution de la taxe moyenne par apprenti reçue par les CFA sous convention avec les Régions



Source : les comptes financiers des CFA effectifs pondérés d'apprentis des CFA régionaux effectifs pondérés d'apprentis des CFA à recrutement national

1.2. Le financement du fonctionnement des CFA régionaux(hors THR)

Le fonctionnement des CFA mobilise **2 025M€** en 2006 soit **83,4%** du total des ressources (2 422M€) utilisées par les établissements.

1.2.1. La taxe d'apprentissage représente **29,2%** des ressources affectées au fonctionnement des CFA régionaux (Annexe 19 bis)

Entre 2004 et 2006, la taxe d'apprentissage consacrée au fonctionnement des CFA conventionnés avec les Régions passe de 521 M€ à 583 M€ soit une progression de 12% sur la période. Sur cette même période, le montant de taxe d'apprentissage par jeune consacré au fonctionnement passe de 1 408 € à 1 455 € soit une progression de 3,4%.

En 2006, la taxe d'apprentissage représente 29,2% des recettes de fonctionnement des CFA régionaux. Ce taux est légèrement supérieur à celui de 2004 (28,8%). Elle représente la deuxième source de financement des CFA régionaux.

1.2.2. Une légère augmentation de l'apport de branches professionnelles (hors taxe d'apprentissage) entre 2004 et 2006 (Annexe 20)

Rappel : La participation de branches professionnelles au financement des CFA, hors taxe d'apprentissage, provient de prélèvements sur les fonds mutualisé et/ou des taxes fiscales collectées dans les secteurs de la réparation automobile et du transport-logistique, du bâtiment et des travaux publics.

En 2006, la participation des branches représente 6,9% des recettes de fonctionnement des CFA régionaux soit 139M€ en progression de 2,6% (+ 3,5M€) par rapport à 2004. D'un montant de 344€ en 2006, la contribution moyenne par jeune recule de 5,3% par rapport à 2004 (363 €).

La contribution assurée par ces ressources varie fortement entre les régions : de 1 à 18 hors DOM et Corse. A titre d'exemple, les CFA des Régions Picardie et Bourgogne accueillent un nombre identique de jeunes, mais les CFA picards bénéficient en moyenne de 1 176 € par jeune contre 250€ pour leurs homologues bourguignons.

Remarque sur l'apport des branches aux CFA :

Sur l'exercice 2004, le rapprochement de deux sources d'information distinctes (ESF des OPCA et comptes financiers des CFA) a fait apparaître un écart de 74M€ pour la contribution des branches professionnelle à l'apprentissage : l'état statistique des OPCA comptabilisait 157M€ alors que l'exploitation des comptes financiers des CFA permettait d'identifier 83M€ (chiffre retenu pour l'étude).

Compte tenu de l'importance de ces fonds, deux Régions se sont portées volontaires, le Centre et les Pays de la Loire, pour approfondir ce sujet sur l'exercice 2006.

Au plan national, l'exercice 2006 met en effet de nouveau en évidence un écart important entre les ressources déclarées versées aux CFA par les branches professionnelles (240M€ = 190M€ de fonds mutualisés + 50M€ de taxes fiscales) et les ressources déclarées reçues par les CFA (139M€ = 92 M€ de fonds mutualisés + 46M€ de taxes fiscales).

L'analyse détaillée des comptes pour les Régions Centre et Pays de la Loire permet d'identifier 523 K€ de crédits provenant des fonds mutualisés affectés au financement du THR, crédits comptabilisés dans les « autres ressources ». Ces 523 K€ représentent 4,3% des fonds mutualisés déclarés par les deux Régions au titre du fonctionnement (12M€). Si l'on applique ce pourcentage à l'ensemble des CFA (régionaux et nationaux), il ressort un montant global estimé à 96 M€. Ce montant indicatif (en raison des écarts conséquents constatés entre les régions) est loin d'atteindre les 190 M€ déclarés par les OPCA.

Afin de résoudre cette difficulté, l'analyse effectuée sur 2006 par les Régions Centre et Pays de la Loire sera étendue à l'ensemble des Régions sur l'exercice 2007.

1.2.3. La contribution marginale des organismes gestionnaires (OG) de CFA (Annexe 21)

D'un montant global de 60 M€ en 2006, la participation des organismes gestionnaires marque une baisse de 7,1% par rapport à 2004 (65 M€). La baisse apparaît régulière sur la période ; en 2005 la participation des OG s'établissait à 63 M€.

La participation moyenne des OG par jeune s'établit à 151€ en 2006 contre 176 € en 2004 soit une baisse de 14,2%.

Dans ce contexte, le caractère marginal de cette ressource relevé lors de la précédente enquête, se trouve encore renforcé en 2006 ; la participation des organismes gestionnaires représentant désormais 3% des ressources de fonctionnement des CFA.

Comme pour la taxe d'apprentissage et les branches professionnelles, la participation des organismes gestionnaires de CFA se caractérise par des écarts très importants d'une région à l'autre (variation de 1 à 16,8 pour les CFA régionaux métropolitains hors région Champagne-Ardenne pour laquelle la participation des OG est insignifiante).

1.2.4. Les Régions sont les premiers financeurs des CFA régionaux (Annexe22)

Avec 874 M€ en 2006 consacrés au fonctionnement des CFA (hors THR), la participation des Régions augmente de 12,9% par rapport à 2004 (775 M€). La part de la Région dans les ressources des CFA augmente sur la période ; 42,9% en 2004 et 43,8% en 2006. La Région reste le principal financeur du fonctionnement des CFA.

La subvention par jeune s'établi en 2006 à 2 181 € (2 095 € en 2004) soit une évolution positive de 4,1%.

La participation des Régions apparaît assez homogène avec un écart maximum constaté de 1 à 2,1 pour les régions métropolitaines et 1 à 1,7 pour les régions outre mer.

1.2.5. Les autres ressources des CFA régionaux (Annexe 23)

D'un montant de 339M€ en 2006, les autres ressources progressent de 8,9% par rapport à 2004 (311M€). Elles représentent 16,9% du total des ressources.

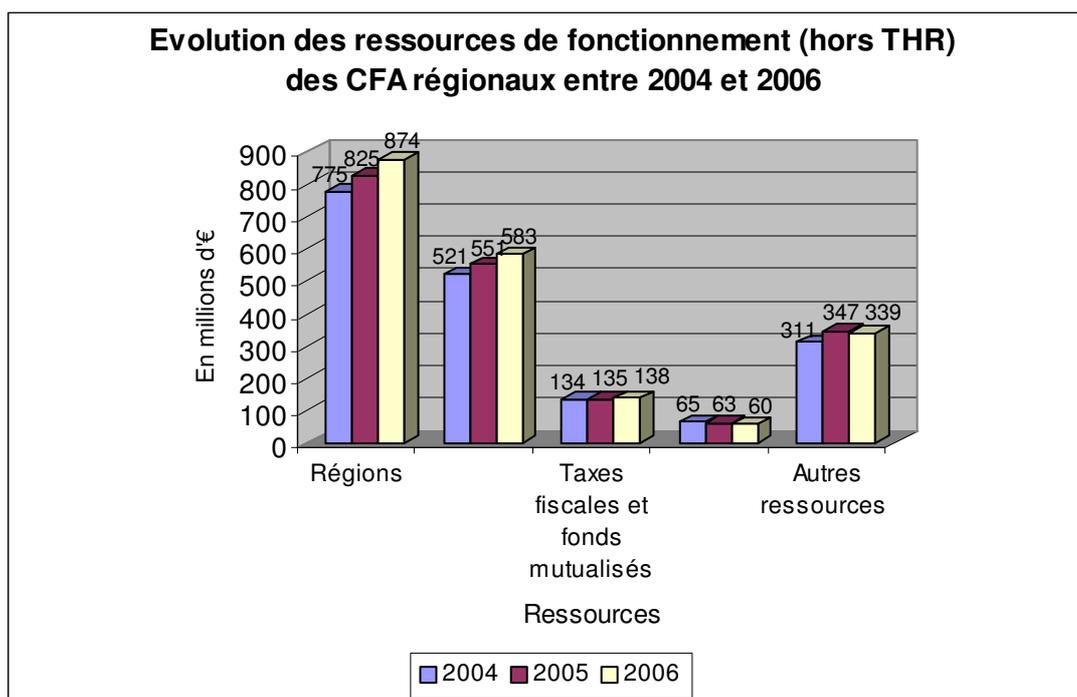
Compte tenu de leur importance dans le financement des CFA et comme cela avait été prévu dans la précédente enquête, une analyse plus fine des autres ressources a été réalisée à partir des comptes 2006.

Cette analyse permet de préciser la composition des « autres ressources ». Celles-ci sont plus particulièrement constituées de « ventes de produits fabriqués et prestations de services » (*) pour un montant de 65M€ (soit 19,3% du total des autres ressources) et des reprises d'amortissements et de provisions pour un montant de 110M€ (soit 32,4% du total des autres ressources).

(*) « Les prestations de service » recouvrent notamment des prestations de formation (par exemple l'accueil de jeunes en contrats de professionnalisation dans les formations par apprentissage), des participations versées par les employeurs publics dans le cadre de la mise en œuvre de l'apprentissage public, des locations, des mises à disposition de personnel facturées.

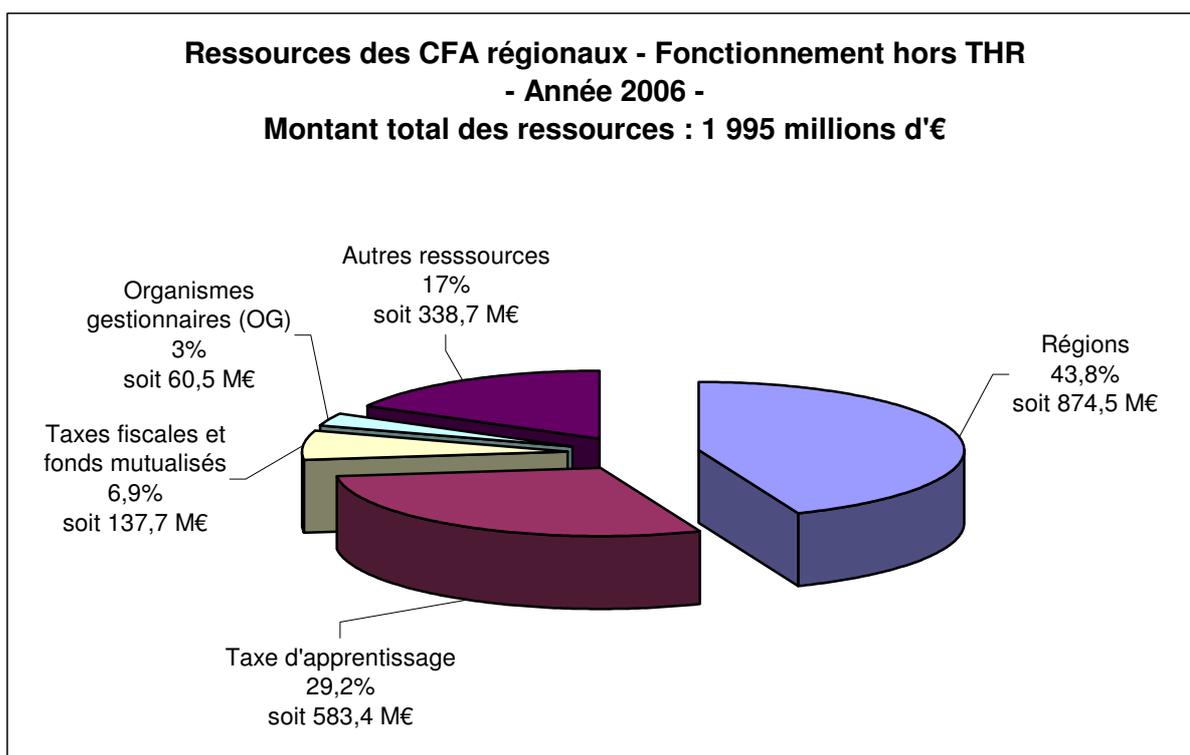
Pour les 48,3% de ressources « autres » restantes, les analyses complémentaires menées par les Régions Centre et Pays de la Loire permettent d'identifier également des subventions de l'Etat (organisation des examens, CPA), des subventions des départements, des produits financiers, des transferts de charges et des subventions diverses.

Graphique n° 15 : récapitulatif des ressources de fonctionnement hors THR des CFA régionaux entre 2004 et 2006



Source : les comptes financiers des CFA

Graphique n° 16 : répartition des ressources consacrées au fonctionnement des CFA régionaux, hors THR, en 2006



Source : les comptes financiers des CFA

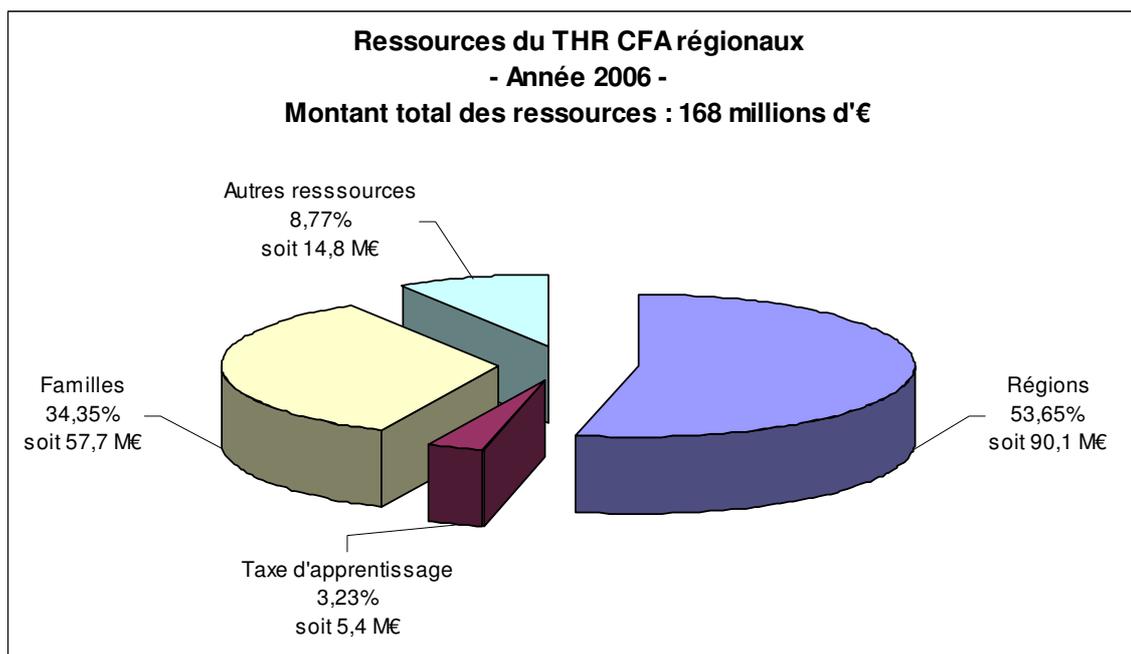
1.3 Le financement du Transport, Hébergement et Restauration (THR) des CFA régionaux

En 2006, le THR représente **175 M€ soit 7,2%** du total des ressources utilisées par les CFA.

Pour les CFA régionaux, le montant total des financements s'élève à **168 M€**. Les Régions contribuent pour un montant de 90,1 M€ soit 53,6% des ressources ; les familles pour un montant de 57,7 M€ soit 34,3% des ressources, la taxe d'apprentissage pour 5,4 M€ (3,2% des ressources) et les « autres ressources » représentent 14,8M€ (8,7% des ressources).

L'analyse des « autres ressources » réalisée par les Régions Centres et Pays de la Loire permet d'obtenir la composition détaillée de celles-ci : participation des commensaux (personnel des CFA, visiteurs, etc) aux frais de restauration et d'hébergement, mise à disposition de personnel facturée, taxe fiscale, crédits de la professionnalisation, organismes gestionnaires, neutralisation des amortissements.

Graphique n° 17 : répartition des ressources consacrées au THR des CFA régionaux, en 2006.



Source : les comptes financiers des CFA

1.4. Le financement des investissements des CFA régionaux (Annexes 24 et 24bis)

Remarque préalable

Les chiffres ci-après ne donnent qu'un aperçu très partiel du financement des investissements dans les CFA. En effet, la gestion du patrimoine des établissements, relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...). Dans ces conditions, une part importante des ressources consacrées aux investissements ne figure pas dans la comptabilité des CFA. Cette situation se vérifie en particulier pour la participation des Régions. Par ailleurs, les informations relatives aux investissements font défaut pour une Région.

Les investissements représentent en 2006, **9,2%** du total des ressources utilisées par les CFA avec **222M€** (contre 164M€ en 2004 et 207M€ en 2005) se décomposant comme suit (2006) :

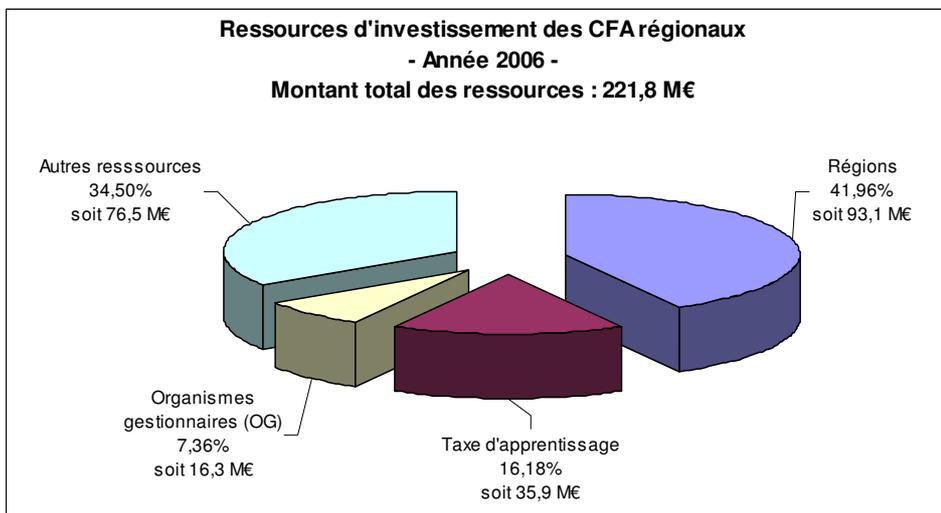
- ⇒ la Région pour 42% (93 M€)
- ⇒ les autres ressources pour 35% (76 M€)
- ⇒ la taxe d'apprentissage pour 16% (36 M€)
- ⇒ les Organismes Gestionnaires pour 7% (16 M€)

De par leur nature, les investissements (et en particulier les opérations immobilières) ne présentent pas de caractère régulier. Toutefois, on peut relever sur les trois années d'analyse que les Régions apparaissent comme le premier financeur des investissements. Le montant de taxe d'apprentissage apparaît également important et régulier sur la période (40 M€ en 2004 et 36 M€ en 2005).

En ce qui concerne plus particulièrement la participation des Régions, il convient de noter que le montant des crédits de paiement consacrés en 2006 aux investissements des CFA s'établit à 134M€ (source : comptes administratifs des Régions). L'écart constaté avec les sommes inscrites dans la comptabilité des CFA est important (41M€) ; il met en évidence comme en 2004 et 2005 la situation particulière du patrimoine des CFA (cf. la remarque préalable).

Concernant les « autres ressources », l'analyse détaillée réalisée par les Régions Centre et Pays de la Loire met en évidence, pour ces deux Régions, des montants importants de taxe fiscale : 2,8 M€ sur un total « d'autres ressources » de 5,2M€ (soit 52,9% du total des autres ressources). Il ressort également un montant de 0,7M€ de crédits européens (FEDER).

Graphique n° 18 : répartition des ressources consacrées à l'investissement des CFA régionaux en 2006



Source : les comptes financiers des CFA

**INDICATEURS CFA REGIONAUX
(Financement du fonctionnement)**

<i>Evolution des effectifs pondérés de jeunes (pré-apprentis et apprentis)</i>	2004	2005	2006
Effectifs pondérés	373 733	385 515	404 423
<i>Evolution par rapport à la référence précédente</i>		3,2%	4,9%

<i>La participation des Régions par jeune</i>	2004	2005	2006
Crédits affectés au fonctionnement des CFA	2 095 €	2 160 €	2 181 €
<i>Evolution par rapport à la référence précédente</i>		3,1%	1,0%

<i>Taxe d'apprentissage par jeune</i>	2004	2005	2006
Taxe d'apprentissage reçue	1 559 €	1 561 €	1 614 €
<i>Evolution par rapport à la référence précédente</i>		0,2%	3,4%
Taxe d'apprentissage affectée au budget de fonctionnement	1 408 €	1 443 €	1 455 €
<i>Evolution par rapport à la référence précédente</i>		2,5%	0,8%

<i>Taxes fiscales et fonds mutualisés par jeune</i>	2004	2005	2006
Crédits affectés au fonctionnement des CFA	363 €	354 €	344 €
<i>Evolution par rapport à la référence précédente</i>		-2,5%	-2,8%

2. Les CFA nationaux

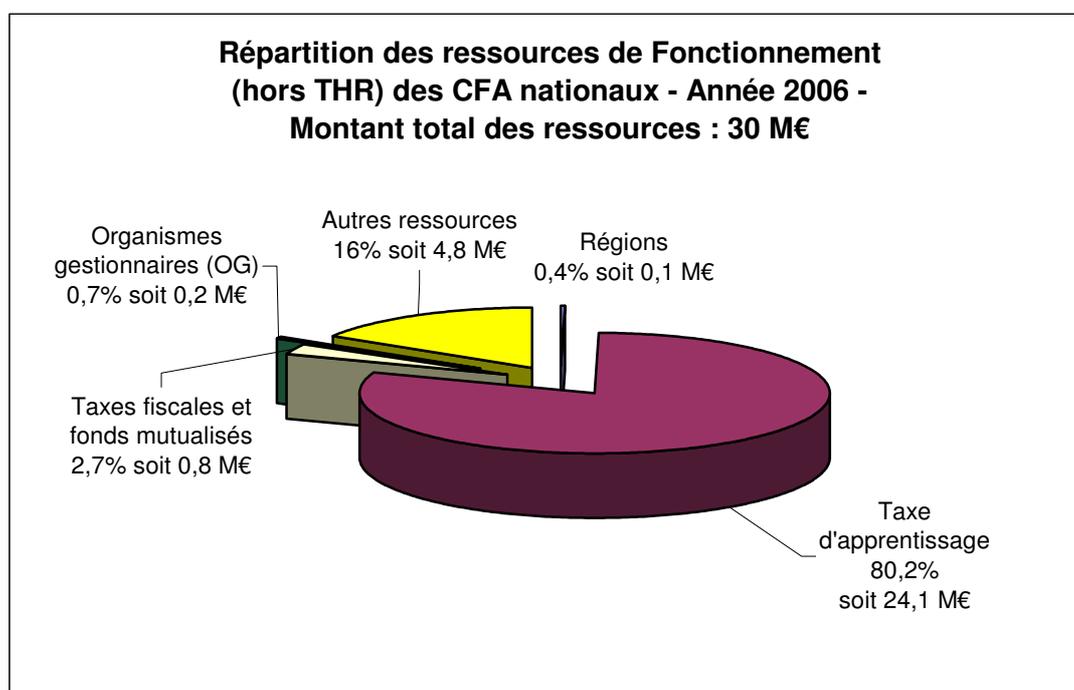
2.1. Taxe d'apprentissage

Les CFA à recrutement national reçoivent 26 M€ au titre de la taxe d'apprentissage en 2006, soit 7 450 € en moyenne par apprenti. Le montant par apprenti reste très supérieur à la taxe moyenne constatée dans les CFA régionaux avec un écart de 1 à 4,6 par apprenti.

Si le montant global de taxe perçue reste relativement stable entre 2004 et 2006 (+ 0,6%), le montant par jeune augmente de 6,6% en raison de la baisse constatée des effectifs.

La taxe d'apprentissage constitue la principale source de financement des CFA à recrutement national dont elle représente 80,2% du total des ressources de fonctionnement. Elle diminue de 5,9% par rapport à 2004 (26M€). Son poids dans le financement du fonctionnement des CFA est également en baisse par rapport à 2004 (81% des ressources).

Graphique n° 19 : répartition des ressources consacrées au fonctionnement des CFA nationaux, hors THR, en 2006.



Source : les comptes financiers des CFA

2.2. Participation des branches

La participation de branches au financement des CFA à recrutement national s'établit en 2006 à 0,8M€ soit 227€ par jeune, en forte baisse (-44%) par rapport à 2004 (1,4M€ et 385€ par jeune).

La participation des branches représente 2,7% des recettes de fonctionnement de ces CFA en 2006 contre 4,6% en 2004. Ce pourcentage est inférieur à celui constaté pour les CFA régionaux.

2.3. Participation des organismes gestionnaires

Avec 0,2M€ en 2006 (56€ par jeune), la participation des organismes gestionnaires au financement des CFA à recrutement national apparaît anecdotique : elle représente 0,6% des recettes de fonctionnement de ces derniers. Outre son caractère marginal, elle ne présente pas de caractère stable (119K€ en 2004, 33K€ en 2005 et 197K€ en 2006).

2.4. Participation des Conseils régionaux

Les Conseils régionaux peuvent participer au financement des CFA à recrutement national dont les sites de formation sont implantés sur leur territoire mais leur participation reste très marginale : 118 K€ en 2006 (0,4% des ressources).

2.5. Autres ressources

Pour les CFA à recrutement national, on constate que les autres ressources sont passées de 4,2 M€ en 2004 à 4,8 M€ en 2006. Elles représentent en 2006, 16% du total des ressources de fonctionnement.

2.6. Financement du THR

Pour les CFA nationaux, le financement du THR (6,8M€) est assuré par les familles 3,1M€ soit 45,3% des ressources, la taxe d'apprentissage 3,2 M€ (47,6% des ressources) et 479K€ autres ressources (7%).

2.7. Financement des investissements

Le montant total des ressources consacrées aux investissements en 2006 s'établit à 299K€ contre 382 K€ en 2004 et 2 M€ en 2005.

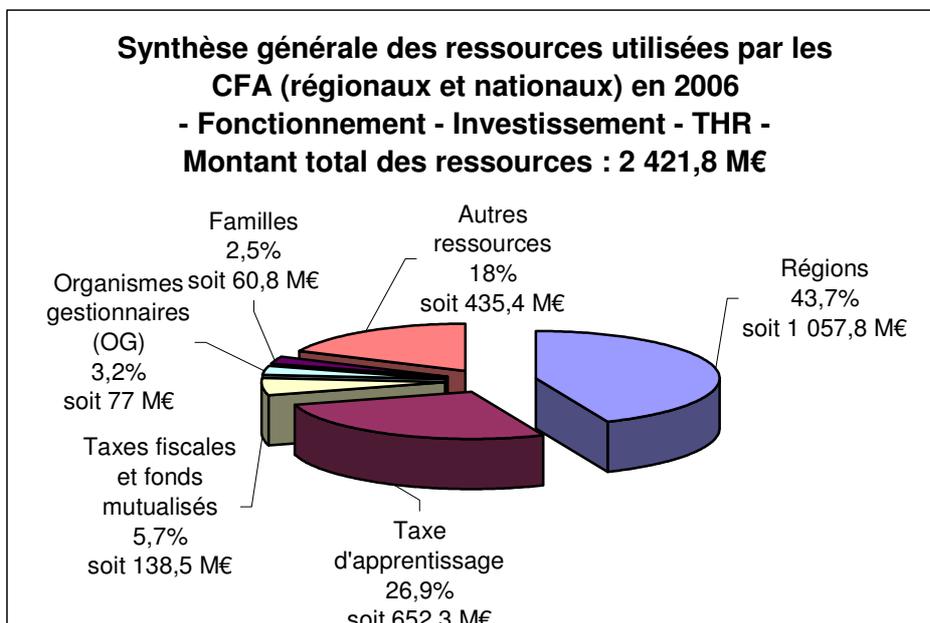
Ces ressources sont assurées à hauteur de :

- ⇒ 209 K€ (70%) par la taxe d'apprentissage,
- ⇒ 37 K€ (12%) par la contribution des organismes gestionnaires,
- ⇒ 53 K€ (18%) par les autres ressources

Sur la période 2004-2006, la taxe d'apprentissage apparaît comme la principale ressource d'investissement des CFA nationaux.

3. Synthèse générale des ressources (fonctionnement, THR et investissement) des CFA régionaux et nationaux en 2006

Graphique n°20 : synthèse générale des ressources (fonctionnement, THR et investissement) des CFA régionaux et nationaux en 2006



Source : les comptes financiers des CFA

B. LES DEPENSES DE L'OFFRE DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE (Annexe 25)

1. Les CFA régionaux

Le montant global des dépenses de fonctionnement (THR compris) des CFA régionaux s'établit à 1 995 M€ en 2004, 2 077 M€ en 2005 et 2 167 M€ en 2006 soit une progression de 8,6% (+ 172 M€) sur la période.

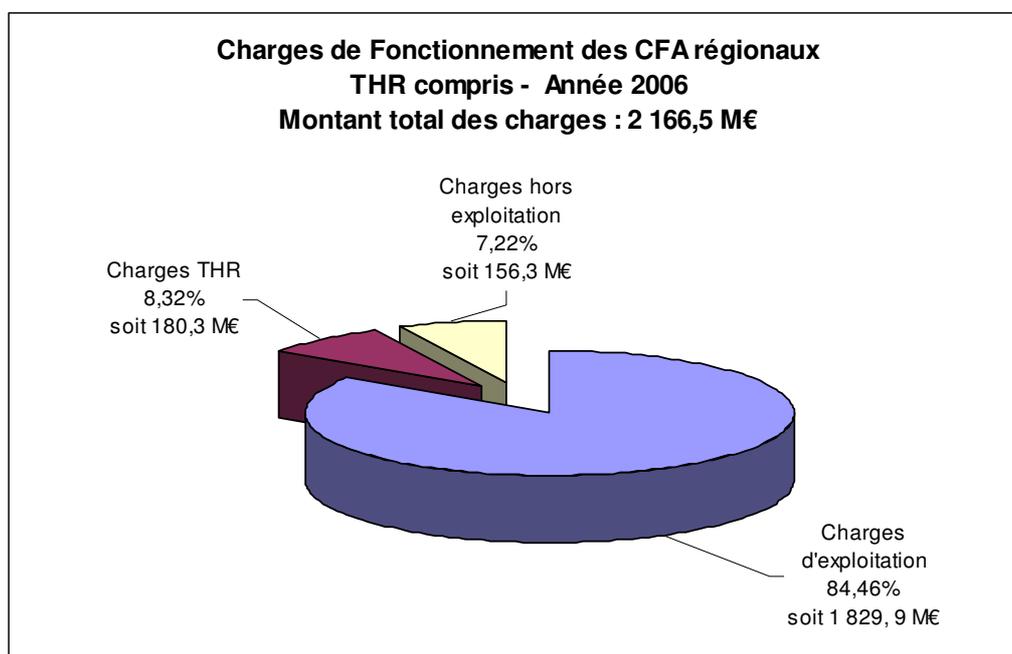
Sur cette même période, en raison de la hausse des effectifs, le coût par jeune reste stable passant de 5 391 € à 5 404 € (+ 0,2%).

S'agissant de la structure des dépenses des CFA, on relève le poids particulièrement important des charges d'exploitation (comptes 60 à 65) qui représentent 84,5% du total des dépenses en 2006. Les dotations aux amortissements et aux provisions, les charges financières et les charges exceptionnelles représentent 7,2% des dépenses et les frais de transport, d'hébergement et de restauration, 8,3%. On notera toutefois que le poids des dotations aux amortissements est sous-estimé compte tenu du mode de gestion du patrimoine des CFA.

Concernant, plus particulièrement les charges d'exploitation (comptes 60 à 65 hors THR) celles-ci sont constituées pour les deux tiers (65%) de frais de personnel : 1 190 M€ de frais de personnel pour un montant total de charges d'exploitation de 1 830 M€.

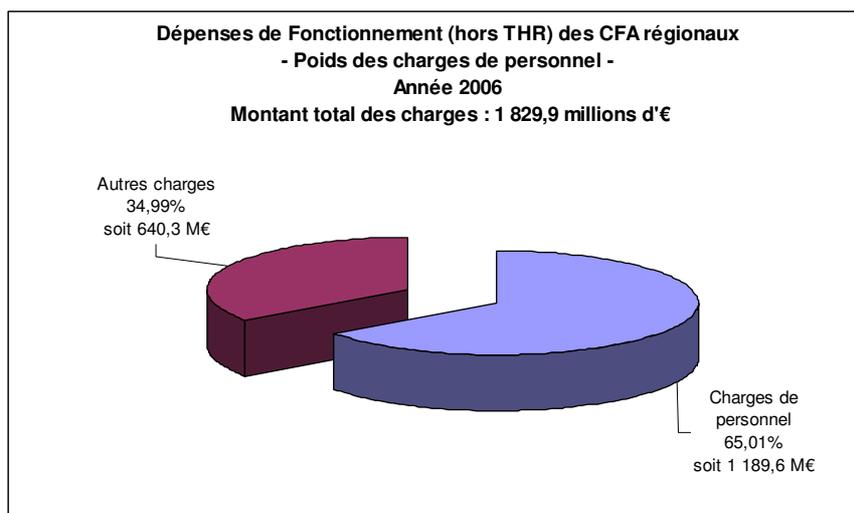
Il est à noter que les frais de personnel sont constitués pour 67% de personnel formateur : 800M€ sur un total de 1 190M€.

Graphique n° 21 : les dépenses de fonctionnement (THR compris) des CFA sous convention avec les Conseils régionaux en 2006



Source : les comptes financiers des CFA

Graphique n° 22 : Poids des charges de personnel dans les charges d'exploitation des CFA sous convention avec les Conseils régionaux en 2006



Source : les comptes financiers des CFA

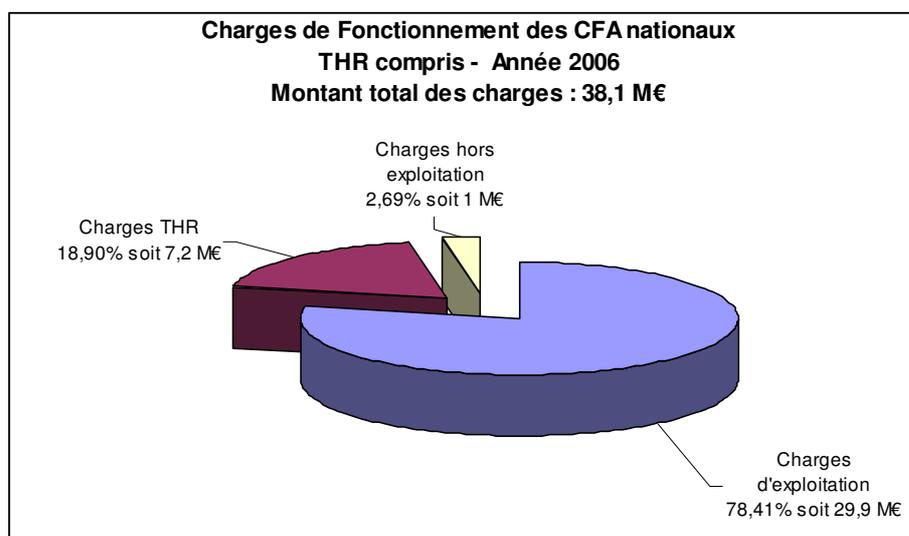
2. Les CFA nationaux

Si les charges d'exploitation constituent la part prépondérante des dépenses des CFA à recrutement national (30M€ sur un total de dépenses de 38M€), cette part apparaît cependant plus faible que pour les CFA régionaux (78,4% pour les CFA à recrutement national contre 84,5% pour les CFA régionaux). Cette situation s'explique par le poids beaucoup plus important des dépenses en faveur du transport, hébergement et restauration dans les CFA nationaux qui accueillent des jeunes venus de toute la France.

Le THR représente en effet, 18,9% des dépenses de fonctionnement pour les CFA nationaux contre seulement 8,3% pour les CFA régionaux.

Les dépenses hors exploitation sont en revanche très faibles (2,7%). La remarque formulée précédemment sur le patrimoine des CFA prend ici toute sa signification.

Graphique n° 23 : les dépenses de fonctionnement des CFA sous convention avec les Ministères en 2006



Source : les comptes financiers des CFA

LES ANNEXES

Membres de la Commission des comptes

Personnalités Qualifiées	Gabriel MIGNOT <i>Président de chambre honoraire à la Cour des comptes</i> <i>Président de la Commission</i>
Etat	Education Nationale - DGESCO : Elisabeth ARNOLD Formation professionnelle - DGEFP : Pierre LE DOUARON Formation professionnelle - DARES : Béatrice SEDILLOT Finances - DGB : Etienne DUVIVIER PME - DCASPL : Isabelle PAVIS
Parlement	Assemblée Nationale : Jean UEBERSCHLAG
Régions	CENTRE : François BONNEAU <i>Rapporteur de la Commission des comptes</i> MIDI PYRENEES : Janine LOÏDI BRETAGNE : Michel MORIN NORD PAS DE CALAIS : Martine FILLEUL CORSE : Antoine GIORGI LIMOUSIN : Claudine LABRUNIE
Organisations socio-professionnelles représentatives	CFTC : Jean-Pierre KOECHLIN CFE / CGC : Marcel BROUARD MEDEF : Olivier ROBERT de MASSY CGPME : Yves TERRAL FNSEA : Françoise SAVY
Chambres consulaires	ACFCI : Bernard LEGENDRE
Organismes intéressés	FFP : Marie-Christine SOROKO UNSA : Michel BELLANDI

MEMBRES DU GTA

Co - animateurs	Région Bretagne : M. Thierry Cormier Education Nationale : DEPP : Michèle JACQUOT CNFPTLV : Nathalie DEVILLE
Etat	Education Nationale - DGESCO : Marie - Josée LEFEVRE Dominique Guidicelli Education Nationale - DES : Jean-Michel HOTYAT Andrée LOUVET Formation professionnelle - DGEFP : Angélique BRETON Laurent GAULLIER Pierre Le DOUARON Formation professionnelle – DARES : Philippe ZAMORA Salah IDMACHICHE Agriculture - DGER : Annie BRISSON Finances / DGB : Jean-Marc BETEMPS PME - DCASPL : Hervé BONIFACE Intérieur - DGCL : Emmanuel AUBRY Jeunesse et Sports - DEF : Gérard AUBERT
Régions	Alsace : Thérèse CHARTIER Aquitaine : Patrick TRONVILLE Auvergne : Géraldine MONEGO Bourgogne : Pierre CARTILLIER Centre : Dominique GAUTHIER Champagne-Ardenne : Martine PICHON Haute Normandie : Michel MIRON Ile-de-France : Brigitte TREHEN Languedoc-Roussillon : Jean-Claude GRANIER Limousin : Claudette PAILLER Midi-Pyrénées : Valérie NALLET Nord-Pas-de-Calais : Bruno DEMEYERE Pays de la Loire : Isabelle COCAUD Picardie : Jean-François DESLANDES Poitou Charentes : Sabine GALLERENT Rhône Alpes : Viviane FEAT
Organisations socio-professionnelles représentatives	UPA : Marie-Dominique PINSON MEDEF : Jean - Frédéric POURCHOT CGPME : Yves TERRAL CGC : Jean-Marie KIEFFER
Chambres consulaires	ACFCI : Rachid HANIFI APCM : Philippe PERFETTI APCM : Jean-Patrick FARRUGIA
Organismes intéressés	UNSA : Françoise BOTTIN

**TAXE D'APPRENTISSAGE RECUE PAR LES CFA
TOUS CFA CONFONDUS**

Région	2004				2005				2006				Variation de la moyenne	Variation de la moyenne	Variation de la moyenne
	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune			
	(en €)	(en €)	(en €)	(en €)	(en €)	(en €)	(en €)	(en €)	(en €)	(en €)	(en €)	(en €)			
Alsace	12 563	12 540 879 €	998 €	12 914	13 229 330 €	1 024 €	13 482	17 457 180 €	1 295 €	2,62%	26,40%	29,72%			
Aquitaine	15 436	21 067 068 €	1 365 €	15 756	24 578 312 €	1 560 €	16 672	23 891 713 €	1 433 €	14,30%	-8,14%	5,00%			
Auvergne	7 434	7 006 850 €	943 €	7 617	8 600 310 €	1 129 €	7 980	9 742 839 €	1 221 €	19,78%	8,14%	29,53%			
Bourgogne	11 355	15 691 620 €	1 382 €	11 646	15 870 600 €	1 363 €	11 891	15 327 441 €	1 289 €	-1,39%	-5,41%	-6,72%			
Bretagne	16 207	22 266 420 €	1 374 €	16 740	24 248 441 €	1 449 €	17 495	24 987 207 €	1 428 €	5,43%	-1,40%	3,96%			
Centre	16 436	19 065 696 €	1 160 €	16 718	21 001 632 €	1 256 €	17 819	20 253 351 €	1 137 €	8,30%	-9,53%	-2,02%			
Champagne Ardenne	7 936	10 091 106 €	1 272 €	8 151	10 821 315 €	1 328 €	8 452	11 517 224 €	1 363 €	4,41%	2,64%	7,16%			
Corse	1 231	1 490 756 €	1 211 €	1 320	1 661 474 €	1 258 €	1 487	1 864 024 €	1 254 €	3,88%	-0,35%	3,51%			
Franche-Comté	8 744	9 207 003 €	1 053 €	8 960	9 307 182 €	1 039 €	9 472	9 508 565 €	1 004 €	-1,35%	-3,35%	-4,66%			
Ile de France	62 887	205 945 791 €	3 275 €	65 498	218 776 106 €	3 340 €	69 096	222 640 338 €	3 222 €	2,00%	-3,53%	-1,61%			
Languedoc Roussillon	11 744	14 158 097 €	1 206 €	12 245	14 957 967 €	1 222 €	12 987	16 654 043 €	1 282 €	1,33%	4,98%	6,37%			
Limousin	3 349	3 821 792 €	1 141 €	3 523	4 669 063 €	1 325 €	3 740	4 626 960 €	1 237 €	16,12%	-6,65%	8,40%			
Lorraine	14 563	16 935 522 €	1 163 €	14 926	14 894 056 €	998 €	16 076	18 326 531 €	1 140 €	-14,19%	14,25%	-1,97%			
Midi Pyrénées	15 477	19 929 356 €	1 288 €	15 870	22 197 713 €	1 399 €	16 464	21 580 184 €	1 311 €	8,63%	-6,29%	1,79%			
Nord Pas de Calais	16 601	23 852 000 €	1 437 €	16 942	25 354 761 €	1 497 €	17 904	26 244 407 €	1 466 €	4,16%	-2,05%	2,02%			
Basse Normandie	9 954	10 328 879 €	1 038 €	10 106	11 038 261 €	1 092 €	10 449	11 637 706 €	1 114 €	5,25%	1,98%	7,33%			
Haute Normandie	13 899	16 513 838 €	1 188 €	14 102	12 579 575 €	892 €	14 595	18 013 104 €	1 234 €	-24,92%	38,36%	3,88%			
Pays de la Loire	28 505	26 768 047 €	939 €	28 919	28 466 447 €	984 €	29 852	29 722 809 €	996 €	4,82%	1,15%	6,03%			
Picardie	11 697	15 248 396 €	1 304 €	11 963	16 241 914 €	1 358 €	12 392	16 020 268 €	1 293 €	4,15%	-4,78%	-0,83%			
Poitou Charentes	12 299	11 530 984 €	938 €	12 246	12 341 734 €	1 008 €	12 773	12 559 314 €	983 €	7,49%	-2,43%	4,88%			
Provence Alpes Côte d'Azur	31 473	35 467 327 €	1 127 €	33 108	34 883 675 €	1 054 €	34 484	40 171 229 €	1 165 €	-6,50%	10,56%	3,37%			
Rhône-Alpes	33 449	50 608 176 €	1 513 €	34 715	43 280 622 €	1 247 €	37 360	65 881 147 €	1 763 €	-17,60%	41,44%	16,55%			
France métropolitaine	363 239	569 535 603 €	1 568 €	373 988	589 000 490 €	1 575 €	392 921	638 627 584 €	1 625 €	0,45%	3,20%	3,66%			
Guadeloupe	1 254	1 159 888 €	925 €	1 328	1 563 639 €	1 177 €	1 303	2 071 102 €	1 589 €	27,24%	34,99%	71,77%			
Guyane	193	334 431 €	1 736 €	226	265 844 €	1 176 €	245	356 000 €	1 454 €	-32,23%	23,63%	-16,22%			
Martinique	1 549	1 322 300 €	854 €	2 252	641 495 €	285 €	2 321	2 018 592 €	870 €	-66,63%	205,29%	1,87%			
Réunion	3 755	4 370 360 €	1 164 €	4 007	4 677 124 €	1 167 €	4 099	3 878 212 €	946 €	0,29%	-18,94%	-18,70%			
France outre-mer	6 750	7 186 979 €	1 065 €	7 813	7 148 102 €	915 €	7 968	8 323 906 €	1 045 €	-14,07%	14,19%	-1,88%			
CFA régional	369 989	576 722 582 €	1 559 €	381 801	596 148 592 €	1 561 €	400 889	646 951 490 €	1 614 €	0,17%	3,35%	3,53%			
CFA à recrutement national	3 744	26 160 766 €	6 987 €	3 714	26 940 699 €	7 254 €	3 534	26 324 534 €	7 450 €	3,81%	2,7%	6,6%			
TOTAL France	373 733	602 883 348 €	1 613 €	385 515	623 089 291 €	1 616 €	404 423	673 276 024 €	1 665 €	0,19%	3,00%	3,20%			

En gris : données antérieures ou redressées

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n° 51 du ministère de l'éducation (DEPP)

CONTRIBUTION DES ORGANISMES GESTIONNAIRES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2006
TOUS CFA CONFONDUS

2006					
	Effectifs pondérés jeunes	Participation au fonctionnement	Participation aux investissements	Total	Contribution par jeune
Alsace	13 482	3 286 646 €	44 903 €	3 331 549 €	247 €
Aquitaine	16 672	3 523 994 €	194 762 €	3 718 756 €	223 €
Auvergne	7 980	230 005 €	313 390 €	543 395 €	68 €
Bourgogne	11 891	452 111 €	445 515 €	897 626 €	75 €
Bretagne	17 495	1 571 443 €	2 284 027 €	3 855 470 €	220 €
Centre	17 819	1 428 075 €	99 489 €	1 527 564 €	86 €
Champagne Ardenne	8 452	39 986 €	305 219 €	345 205 €	41 €
Corse	1 487	63 112 €	0 €	63 112 €	42 €
Franche-Comté	9 472	1 180 278 €	166 141 €	1 346 419 €	142 €
Ile de France	69 096	9 742 823 €	1 242 237 €	10 985 060 €	159 €
Languedoc Roussillon	12 987	3 339 340 €	0 €	3 339 340 €	257 €
Limousin	3 740	107 590 €	0 €	107 590 €	29 €
Lorraine	16 076	4 272 901 €	21 793 €	4 294 694 €	267 €
Midi Pyrénées	16 464	2 898 892 €	54 000 €	2 952 892 €	179 €
Nord Pas de Calais	17 904	8 713 571 €	1 049 156 €	9 762 727 €	545 €
Basse Normandie	10 449	1 355 879 €	92 269 €	1 448 148 €	139 €
Haute Normandie	14 595	2 540 956 €	439 949 €	2 980 905 €	204 €
Pays de la Loire	29 852	2 462 570 €	545 845 €	3 008 415 €	101 €
Picardie	12 392	1 987 706 €	4 975 566 €	6 963 272 €	562 €
Poitou Charentes	12 773	1 708 351 €	1 102 003 €	2 810 354 €	220 €
Provence Alpes Côte d'Azur	34 484	4 947 919 €	523 813 €	5 471 732 €	159 €
Rhône-Alpes	37 360	3 942 216 €	2 218 466 €	6 160 682 €	165 €
France métropolitaine	392 921	59 796 364 €	16 118 543 €	75 914 907 €	193 €
Guadeloupe	1 303	342 053 €	64 005 €	406 058 €	312 €
Guyane	245	42 763 €	0 €	42 763 €	175 €
Martinique	2 321	300 732 €	136 545 €	437 277 €	188 €
Réunion	4 099	0 €	0 €	0 €	0 €
France outre-mer	7 968	685 548 €	200 550 €	886 098 €	111 €
CFA régionaux	400 889	60 481 912 €	16 319 093 €	76 801 005 €	192 €
CFA à recrutement national	3 534	197 067 €	37 220 €	234 287 €	66 €
TOTAL France	404 423	60 678 979 €	16 356 313 €	77 035 292 €	190 €

En gris : données antérieures ou redressées

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n° 51 du ministère de l'éducation (DEPPP)

CONTRIBUTION DES CONSEILS REGIONAUX AU FINANCEMENT DES CFA EN 2006
TOUS CFA CONFONDUS

Région	2006							Contribution par jeune
	Effectifs pondérés jeunes*	Participation au fonctionnement	Participation aux investissements	Participation aux THR	Total	Contribution par jeune		
Alsace	13 482	25 278 728 €	2 093 753 €	1 596 578 €	28 969 059 €	2 149 €		
Aquitaine	16 672	41 509 396 €	3 108 244 €	5 470 413 €	50 088 053 €	3 004 €		
Auvergne	7 980	14 445 286 €	316 294 €	3 428 632 €	18 190 212 €	2 280 €		
Bourgogne	11 891	25 335 450 €	2 326 655 €	3 480 634 €	31 142 739 €	2 619 €		
Bretagne	17 495	31 973 251 €	1 960 488 €	6 969 676 €	40 903 415 €	2 338 €		
Centre	17 819	45 741 860 €	2 762 308 €	5 140 761 €	53 644 929 €	3 010 €		
Champagne Ardenne	8 452	20 701 565 €	1 236 605 €	2 498 175 €	24 436 345 €	2 891 €		
Corse	1 487	3 456 258 €	108 084 €	141 638 €	3 705 980 €	2 493 €		
Franche-Comté	9 472	20 987 128 €	1 103 940 €	1 037 847 €	23 128 915 €	2 442 €		
Ile de France	69 096	174 361 640 €	18 586 270 €	8 774 726 €	201 722 636 €	2 919 €		
Languedoc Roussillon	12 987	27 979 720 €	0 €	1 385 791 €	29 365 511 €	2 261 €		
Limousin	3 740	10 959 546 €	752 035 €	874 261 €	12 585 842 €	3 365 €		
Lorraine	16 076	24 690 070 €	1 957 998 €	3 677 331 €	30 325 399 €	1 886 €		
Midi Pyrénées	16 464	22 776 349 €	11 655 833 €	3 963 558 €	38 395 740 €	2 332 €		
Nord Pas de Calais	17 904	28 708 996 €	4 001 934 €	3 367 098 €	36 078 028 €	2 015 €		
Basse Normandie	10 449	25 576 910 €	1 274 764 €	2 228 705 €	29 080 379 €	2 783 €		
Haute Normandie	14 595	39 486 353 €	1 796 726 €	996 051 €	42 279 130 €	2 897 €		
Pays de la Loire	29 852	77 242 921 €	5 738 504 €	9 470 033 €	92 451 458 €	3 097 €		
Picardie	12 392	22 962 968 €	18 232 474 €	4 250 193 €	45 445 635 €	3 667 €		
Poitou Charentes	12 773	28 940 187 €	4 408 011 €	3 713 170 €	37 061 368 €	2 902 €		
Provence Alpes Côte d'Azur	34 484	60 965 425 €	3 856 378 €	10 801 156 €	75 622 959 €	2 193 €		
Rhône-Alpes	37 360	77 395 917 €	4 738 844 €	4 446 994 €	86 581 755 €	2 317 €		
France métropolitaine	392 921	851 475 924 €	92 016 142 €	87 713 421 €	1 031 205 487 €	2 624 €		
Guadeloupe	1 303	4 748 457 €	188 569 €	317 758 €	5 254 784 €	4 032 €		
Guyane	245	579 528 €	0 €	0 €	579 528 €	2 367 €		
Martinique	2 321	5 071 396 €	67 762 €	321 787 €	5 460 945 €	2 353 €		
Réunion	4 099	12 588 228 €	798 171 €	1 787 214 €	15 173 613 €	3 702 €		
France outre-mer	7 968	22 987 609 €	1 054 502 €	2 426 759 €	26 468 870 €	3 322 €		
CFA régionaux	400 889	874 463 533 €	93 070 644 €	90 140 180 €	1 057 674 357 €	2 638 €		
CFA à recrutement national	3 534	117 709 €	0 €	0 €	117 709 €	33 €		
TOTAL France	404 423	874 581 242 €	93 070 644 €	90 140 180 €	1 057 792 066 €	2 616 €		

En gris : données antérieures ou redressées

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n° 51 du ministère de l'éducation (DEPP)

**CONTRIBUTION DES BRANCHES PROFESSIONNELLES AU FONCTIONNEMENT DES CFA HORS THR
TOUS CFA CONFONDUS**

Région	2004					2005					2006					Variation de la moyenne 2006 /2004 en %	Variation de la moyenne 2006 /2005 en %	Variation de la moyenne 2006 /2004 en %
	Effectifs pondérés jeunes	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Moyenne par jeune			
Alsace	12 563	3 383 823 €	0 €	3 383 823 €	269 €	12 914	4 547 304 €	0 €	4 547 304 €	352 €	13 482	0 €	3 954 648 €	3 954 648 €	293 €	30,86%	-16,76%	8,92%
Aquitaine	15 436	1 573 168 €	4 239 020 €	5 812 188 €	377 €	15 756	1 826 025 €	4 855 621 €	6 681 646 €	424 €	16 672	1 959 900 €	5 216 873 €	7 176 773 €	430 €	12,47%	1,42%	14,06%
Auvergne	7 434	1 707 139 €	1 268 743 €	2 975 882 €	400 €	7 617	1 810 323 €	1 590 294 €	3 400 617 €	446 €	7 980	0 €	4 712 386 €	4 712 386 €	591 €	11,50%	32,51%	47,75%
Bourgogne	11 355	2 928 210 €	2 210 058 €	5 138 268 €	452 €	11 646	2 887 717 €	3 400 613 €	6 288 330 €	540 €	11 891	2 968 133 €	0 €	2 968 133 €	250 €	19,47%	-53,70%	-44,69%
Bretagne	16 207	2 631 686 €	3 434 955 €	6 066 641 €	374 €	16 740	2 590 522 €	4 743 889 €	7 334 411 €	438 €	17 495	2 188 006 €	5 160 705 €	7 348 711 €	420 €	17,11%	-4,11%	12,30%
Centre	16 436	2 479 213 €	3 810 147 €	6 289 360 €	383 €	16 718	2 107 059 €	3 948 728 €	6 055 787 €	362 €	17 819	2 460 762 €	5 498 069 €	7 958 831 €	447 €	-5,48%	23,48%	16,71%
Champagne Ardenne	7 936	1 291 514 €	0 €	1 291 514 €	163 €	8 151	956 607 €	0 €	956 607 €	117 €	8 452	1 533 392 €	0 €	1 533 392 €	181 €	-28,22%	54,70%	11,04%
Corse	1 231	70 000 €	0 €	70 000 €	57 €	1 320	0 €	0 €	0 €	0 €	1 487	0 €	0 €	0 €	0 €	-100,00%	-	-100,00%
Franche-Comté	8 744	0 €	4 938 107 €	4 938 107 €	565 €	8 960	0 €	4 697 333 €	4 697 333 €	524 €	9 472	924 648 €	3 931 131 €	4 855 779 €	513 €	-7,26%	-2,10%	-9,20%
Ile de France	62 887	4 195 256 €	19 032 571 €	23 227 827 €	369 €	65 498	5 623 320 €	18 296 939 €	23 920 259 €	365 €	69 096	4 804 979 €	13 616 136 €	18 421 115 €	267 €	-1,08%	-26,85%	-27,64%
Languedoc Roussillon	11 744	2 829 561 €	0 €	2 829 561 €	241 €	12 245	3 521 048 €	0 €	3 521 048 €	288 €	12 987	2 783 624 €	66 754 €	2 850 378 €	219 €	19,50%	-23,96%	-9,13%
Limousin	3 349	582 079 €	266 516 €	848 595 €	253 €	3 523	636 152 €	364 667 €	1 000 819 €	284 €	3 740	739 942 €	495 454 €	1 235 396 €	330 €	12,25%	16,20%	30,43%
Lorraine	14 563	8 338 491 €	0 €	8 338 491 €	573 €	14 926	8 622 078 €	0 €	8 622 078 €	578 €	16 076	8 598 147 €	0 €	8 598 147 €	535 €	0,87%	-7,44%	-6,63%
Midi Pyrénées	15 477	0 €	0 €	2 625 872 €	170 €	15 870	0 €	0 €	1 864 358 €	117 €	16 464	1 102 843 €	0 €	1 102 843 €	67 €	-31,18%	-42,74%	-60,59%
Nord Pas de Calais	16 601	1 553 915 €	6 013 208 €	7 567 123 €	456 €	16 942	1 244 413 €	5 833 628 €	7 078 041 €	418 €	17 904	2 049 335 €	872 686 €	2 922 021 €	163 €	-8,33%	-61,00%	-64,25%
Basse Normandie	9 954	1 400 962 €	1 421 214 €	2 822 176 €	284 €	10 106	1 388 282 €	3 363 666 €	4 751 948 €	470 €	10 449	1 604 885 €	2 002 906 €	3 607 791 €	345 €	65,49%	-26,60%	21,48%
Haute Normandie	13 899	2 549 691 €	0 €	2 549 691 €	183 €	14 102	3 410 429 €	0 €	3 410 429 €	242 €	14 595	2 055 384 €	2 786 509 €	4 841 893 €	332 €	32,24%	37,19%	81,42%
Pays de la Loire	28 505	2 460 575 €	7 046 836 €	9 507 411 €	334 €	28 919	1 249 107 €	8 503 981 €	9 753 088 €	337 €	29 852	2 556 178 €	6 512 068 €	9 068 246 €	304 €	0,90%	-9,79%	-8,98%
Picardie	11 697	0 €	13 435 897 €	13 435 897 €	1 149 €	11 963	0 €	13 660 218 €	13 660 218 €	1 142 €	12 392	299 423 €	14 268 458 €	14 567 881 €	1 176 €	-0,61%	2,98%	2,35%
Poitou Charentes	12 299	1 215 072 €	0 €	1 215 072 €	99 €	12 246	1 266 141 €	0 €	1 266 141 €	103 €	12 773	2 201 957 €	1 456 026 €	3 657 983 €	286 €	4,04%	177,67%	188,89%
Provence Alpes Côte d'Azur	31 473	3 673 512 €	0 €	3 673 512 €	117 €	33 108	0 €	0 €	5 214 013 €	157 €	34 484	1 806 594 €	4 947 919 €	6 754 513 €	196 €	34,19%	24,84%	67,52%
Rhône-Alpes	33 449	3 926 123 €	14 708 163 €	18 634 286 €	557 €	34 715	5 026 728 €	4 964 144 €	9 990 872 €	288 €	37 360	3 554 016 €	15 643 030 €	19 197 046 €	514 €	-48,29%	78,47%	-7,72%
France métropolitaine	363 239	48 789 990 €	81 825 435 €	133 241 297 €	367 €	373 988	48 713 255 €	78 223 721 €	134 015 347 €	358 €	392 921	46 192 148 €	91 141 758 €	137 333 906 €	350 €	-2,45%	-2,23%	-4,63%
Guadeloupe	1 254	0 €	0 €	172 354 €	137 €	1 328	0 €	0 €	172 354 €	130 €	1 303	0 €	0 €	0 €	0 €	-5,11%	-100,00%	-100,00%
Guyane	193	0 €	0 €	215 135 €	1 117 €	226	0 €	0 €	215 135 €	952 €	245	0 €	0 €	219 438 €	896 €	-14,77%	-5,88%	-19,79%
Martinique	1 549	0 €	0 €	213 265 €	138 €	2 252	0 €	0 €	213 265 €	95 €	2 321	125 000 €	29 106 €	154 106 €	66 €	-31,16%	-30,53%	-52,17%
Réunion	3 755	0 €	0 €	371 044 €	99 €	4 007	0 €	0 €	371 044 €	93 €	4 099	0 €	0 €	0 €	0 €	-6,06%	-100,00%	-100,00%
France outre-mer	6 750	0 €	0 €	971 798 €	144 €	7 813	0 €	0 €	971 798 €	124 €	7 968	125 000 €	29 106 €	373 544 €	47 €	-13,89%	-62,10%	-67,36%
CFA régionaux	369 989	48 789 990 €	81 825 435 €	134 213 095 €	363 €	381 801	48 713 255 €	78 223 721 €	134 987 145 €	354 €	400 889	46 317 148 €	91 170 864 €	137 707 450 €	344 €	-2,48%	-2,82%	-5,23%
CFA à recrutement	3 744	570 000 €	870 077 €	1 440 077 €	385 €	3 714	706 284 €	1 335 540 €	2 041 824 €	550 €	3 534	0 €	801 107 €	801 107 €	227 €	42,86%	-58,73%	-41,04%
TOTAL France	373 733	49 359 990 €	82 695 512 €	135 653 172 €	363 €	385 515	49 419 539 €	79 559 261 €	137 028 969 €	355 €	404 423	46 317 148 €	91 971 971 €	138 508 557 €	342 €	-2,20%	-3,66%	-5,79%

En gris : données antérieures ou redressées

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n° 51 du ministère de l'éducation (DEPP)

RESSOURCES DES ACTIVITES DE TRANSPORT, HEBERGEMENT, RESTAURATION - 2006

Région	Ressources THR	dont Familles	dont Conseils régionaux	dont Taxe d'apprentissage	dont Autres ressources
Alsace	2 374 466 €	581 537 €	1 596 578 €	133 145 €	63 206 €
Aquitaine	8 787 647 €	2 660 324 €	5 470 413 €	46 629 €	610 281 €
Auvergne	3 428 632 €	0 €	3 428 632 €	0 €	0 €
Bourgogne	7 707 717 €	3 655 039 €	3 480 634 €	0 €	572 044 €
Bretagne	11 934 722 €	3 448 363 €	6 969 676 €	213 199 €	1 303 484 €
Centre	12 781 596 €	3 943 025 €	5 140 761 €	1 141 571 €	2 556 239 €
Champagne-Adenne	4 445 556 €	1 176 618 €	2 498 175 €	330 204 €	440 559 €
Corse	285 433 €	34 251 €	141 638 €	109 544 €	0 €
Franche-Comté	3 526 989 €	2 355 282 €	1 037 847 €	0 €	133 860 €
Ile-de-France	20 822 275 €	9 506 578 €	8 774 726 €	1 245 167 €	1 295 804 €
Languedoc-Roussillon	3 036 102 €	1 281 701 €	1 385 791 €	0 €	368 610 €
Limousin	1 741 768 €	619 102 €	874 261 €	248 405 €	0 €
Lorraine	7 528 046 €	2 807 243 €	3 677 331 €	721 413 €	322 059 €
Midi-Pyrénées	6 062 563 €	1 477 678 €	3 963 558 €	379 428 €	241 899 €
Nord-Pas-de-Calais	5 010 877 €	1 593 737 €	3 367 098 €	0 €	50 042 €
Basse Normandie	7 556 449 €	4 024 148 €	2 228 705 €	0 €	1 303 596 €
Haute Normandie	4 409 215 €	1 986 138 €	996 051 €	0 €	1 427 026 €
Pays-de-la-Loire	12 148 173 €	2 008 099 €	9 470 033 €	0 €	670 041 €
Picardie	6 299 156 €	1 912 975 €	4 250 193 €	135 988 €	0 €
Poitou-charentes	6 159 779 €	2 446 609 €	3 713 170 €	0 €	0 €
Provence Alpes Côte d'Azur	13 883 286 €	2 594 858 €	10 801 156 €	13 499 €	473 773 €
Rhône-Alpes	14 758 108 €	7 234 991 €	4 446 994 €	279 385 €	2 796 738 €
France métropolitaine	164 688 555 €	57 348 296 €	87 713 421 €	4 997 577 €	14 629 261 €
Guadeloupe	726 530 €	63 532 €	317 758 €	345 240 €	0 €
Guyane					
Martinique	334 213 €	10 829 €	321 787 €	0 €	1 597 €
Réunion	2 252 210 €	290 501 €	1 787 214 €	76 937 €	97 558 €
France outre-mer	3 312 953 €	364 862 €	2 426 759 €	422 177 €	99 155 €
CFA régionaux	168 001 508 €	57 713 158 €	90 140 180 €	5 419 754 €	14 728 416 €
CFA nationaux	6 837 374 €	3 101 068 €	0 €	3 257 456 €	478 850 €
Total France	174 838 882 €	60 814 226 €	90 140 180 €	8 677 210 €	15 207 266 €

Source : les Conseils régionaux , et les ministères en charge de l'éducation (DGESCO) et l'agriculture (DGER)

AUTRES RESSOURCES CONSACREES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2006
TOUS CFA CONFONDUS

Région	2006										Autres ressources par jeune
	Effectifs pondérés jeunes*	Autres ressources fonctionnement					Autres ressources THR	Autres ressources investissement	Total autres ressources	Autres ressources par jeune	
		Ventes de produits services	Subvention au compte de résultat & reprises / provisions et amortissements	Autres	Sous-total						
Alsace	13 482	2 584 603 €	1 191 493 €	980 941 €	4 757 037 €	63 206 €	778 137 €	1 822 284 €	135 €		
Aquitaine	16 672	1 938 524 €	3 698 946 €	5 151 215 €	10 788 685 €	610 281 €	5 469 909 €	11 231 405 €	674 €		
Auvergne	7 980	1 546 362 €	1 609 244 €	0 €	3 155 606 €	0 €	611 325 €	611 325 €	77 €		
Bourgogne	11 891	1 717 893 €	3 584 618 €	8 998 684 €	14 301 195 €	572 044 €	2 046 939 €	16 920 178 €	1 423 €		
Bretagne	17 495	290 595 €	4 794 950 €	8 744 421 €	13 829 966 €	1 303 484 €	1 084 969 €	16 218 419 €	927 €		
Centre	17 819	2 753 803 €	4 974 205 €	4 265 713 €	11 993 721 €	2 556 239 €	1 158 688 €	15 708 648 €	882 €		
Champagne Ardenne	8 452	465 578 €	2 217 876 €	6 840 298 €	9 523 752 €	440 559 €	1 097 052 €	11 061 363 €	1 309 €		
Corse	1 487	437 641 €	311 333 €	792 076 €	1 541 050 €	0 €	27 984 €	1 569 034 €	1 055 €		
Franche-Comté	9 472	1 136 686 €	1 895 968 €	3 596 359 €	6 629 013 €	133 860 €	1 819 078 €	8 581 951 €	906 €		
Ile de France	69 096	14 519 157 €	27 714 901 €	34 454 352 €	76 688 410 €	1 295 804 €	1 839 689 €	79 823 903 €	1 155 €		
Languedoc Roussillon	12 987	2 016 160 €	4 540 165 €	2 515 449 €	9 071 774 €	368 610 €	0 €	9 440 384 €	727 €		
Limousin	3 740	1 085 486 €	569 038 €	1 654 005 €	3 308 529 €	0 €	146 193 €	3 454 722 €	924 €		
Lorraine	16 076	76 359 €	3 000 244 €	1 512 241 €	4 588 844 €	322 059 €	406 612 €	5 317 515 €	331 €		
Midi Pyrénées	16 464	5 170 117 €	0 €	19 118 462 €	24 288 579 €	241 899 €	7 006 820 €	31 537 298 €	1 915 €		
Nord Pas de Calais	17 904	2 023 592 €	3 601 105 €	3 247 025 €	8 871 722 €	50 042 €	2 112 083 €	11 033 847 €	616 €		
Basse Normandie	10 449	3 330 549 €	2 907 715 €	3 566 507 €	9 804 771 €	1 303 596 €	697 437 €	11 805 804 €	1 130 €		
Haute Normandie	14 595	2 116 325 €	4 216 706 €	864 429 €	7 197 460 €	1 427 026 €	1 319 877 €	9 944 363 €	681 €		
Pays de la Loire	29 852	4 255 139 €	7 871 014 €	8 616 156 €	20 742 309 €	670 041 €	4 076 240 €	25 488 590 €	854 €		
Picardie	12 392	154 407 €	3 408 134 €	2 698 763 €	6 261 304 €	0 €	31 152 493 €	37 413 797 €	3 019 €		
Poitou Charentes	12 773	5 765 131 €	3 772 218 €	14 428 552 €	23 965 901 €	0 €	0 €	23 965 901 €	1 876 €		
Provence Alpes Côte d'Azur	34 484	4 108 676 €	6 959 221 €	10 700 073 €	21 767 970 €	473 773 €	4 208 651 €	26 450 394 €	767 €		
Rhône-Alpes	37 360	7 255 253 €	15 537 449 €	18 654 878 €	41 447 580 €	2 796 738 €	9 351 215 €	53 595 533 €	1 435 €		
France métropolitaine	392 921	64 748 036 €	108 376 543 €	161 400 599 €	334 525 178 €	14 629 261 €	76 411 391 €	412 996 658 €	1 051 €		
Guadeloupe	1 303	8 688 €	247 705 €	1 019 904 €	1 276 297 €	0 €	0 €	1 276 297 €	979 €		
Guyane	245			227 825 €	227 825 €			227 825 €	931 €		
Martinique	2 321	80 145 €	398 280 €	913 878 €	1 392 303 €	1 597 €	59 610 €	1 453 510 €	626 €		
Réunion	4 099	379 333 €	866 378 €	79 298 €	1 325 009 €	97 558 €	44 052 €	1 466 619 €	358 €		
France outre-mer	7 968	468 166 €	1 512 363 €	2 240 905 €	4 221 434 €	99 155 €	103 662 €	4 424 251 €	555 €		
CFA régionaux	400 889	65 216 202 €	109 888 906 €	163 641 504 €	338 746 612 €	14 728 416 €	76 515 053 €	417 420 909 €	1 041 €		
CFA à recrutement national	3 534	3 355 044 €	701 612 €	766 318 €	4 822 974 €	478 850 €	53 656 €	5 355 480 €	1 516 €		
TOTAL France	404 423	68 571 246 €	110 590 518 €	164 407 822 €	343 569 586 €	15 207 266 €	76 568 709 €	435 345 561 €	1 076 €		

En gris : données antérieures ou redressées

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n°51 du ministère de l'éducation (DEPP)

CONVENTIONS ET DE SITES DE FORMATION PAR REGION AU 31/12

Région	31/12/2004				31/12/2005				31/12/2006				Evolution des sites de formation 2006 / 2004
	CFA régionaux		Antennes des CFA nationaux	Total	CFA régionaux		Antennes des CFA nationaux	Total	CFA régionaux		Antennes des CFA nationaux	Total	
	Nb de conventions	Nb de sites de formation	Nb de sites de formation	Nb de sites de formation	Nb de conventions	Nb de sites de formation	Nb de sites de formation	Nb de sites de formation	Nb de conventions	Nb de sites de formation	Nb de sites de formation	Nb de sites de formation	
Alsace	34	72	4	76	34	72	4	76	33	90	4	94	23,7%
Aquitaine	63	92	6	98	63	92	6	98	78	111	6	117	19,4%
Auvergne	31	46	2	48	31	46	2	48	23	84	2	86	79,2%
Bourgogne	33	58	4	62	33	58	4	62	35	69	2	71	14,5%
Bretagne	49	101	5	106	49	101	5	106	44	106	2	108	1,9%
Centre	69	84	4	88	69	84	4	88	40	101	4	105	19,3%
Champagne-Ardenne	25	40	1	41	25	40	1	41	25	41	2	43	4,9%
Corse	7	7	0	7	7	7	0	7	7	7	0	7	0,0%
Franche-Comté	23	91	1	92	23	91	1	92	23	84	1	85	-7,6%
Ile de France	137	396	18	414	137	396	18	414	139	406	11	417	0,7%
Languedoc-Roussillon	58	74	2	76	58	74	2	76	66	94	2	96	26,3%
Limousin	24	42	1	43	24	42	1	43	24	52	0	52	20,9%
Lorraine	49	70	3	73	49	70	3	73	50	74	3	77	5,5%
Midi-Pyrénées	77	89	3	92	77	89	3	92	74	92	3	95	3,3%
Nord-Pas de Calais	51	132	1	133	51	132	1	133	33	148	2	150	12,8%
Basse-Normandie	35	45	0	45	35	45	0	45	31	41	0	41	-8,9%
Haute-Normandie	52	62	3	65	52	62	3	65	49	58	2	60	-7,7%
Pays de la Loire	58	139	4	143	58	139	4	143	55	139	4	143	0,0%
Picardie	23	60	3	63	23	60	3	63	25	86	2	88	39,7%
Poitou-Charentes	31	61	3	64	31	61	3	64	31	61	3	64	0,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	63	194	2	196	63	194	2	196	69	232	1	233	18,9%
Rhône-Alpes	65	276	8	284	65	276	8	284	65	325	10	335	18,0%
France métropolitaine	1057	2231	78	2309	1057	2231	78	2309	1019	2501	66	2567	11,2%
Guadeloupe	6	8	0	8	6	8	0	8	4	8	0	8	0,0%
Guyane	2	2	0	2	2	2	0	2	2	2	0	2	0,0%
Martinique	0	0	0	0	4	4	0	4	4	4	0	4	
Réunion	5	13	0	13	5	13	0	13	4	11	0	11	-15,4%
France outre mer	13	23	0	23	17	27	0	27	14	25	0	25	8,7%
TOTAL France	1070	2254	78	2332	1074	2258	78	2336	1033	2526	66	2592	11,1%

Source : Conseils régionaux

EFFECTIFS D'APPRENTIS AU 31/12 PAR NATURE D'ORGANISME GESTIONNAIRE - TOUS CFA CONFONDUS - 2004-2006

Région	au 31/12/2004				au 31/12/2005				au 31/12/2006			
	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total
	Alsace	7 217	1 957	3 532	12 706	7 404	2 135	3 614	13 153	7 875	2 226	3 831
Aquitaine	3 783	6 143	5 005	14 931	3 881	6 240	5 654	15 775	4 681	6 141	5 961	16 783
Auvergne	716	896	5 861	7 473	731	874	6 108	7 713	906	0	7 292	8 198
Bourgogne	1 410	538	9 211	11 159	1 442	606	9 477	11 525	1 411	628	9 462	11 501
Bretagne	1 478	9 170	5 592	16 240	1 498	9 421	6 006	16 925	1 742	9 585	6 456	17 783
Centre	3 055	5 675	7 171	15 901	3 600	5 146	8 118	16 864	4 113	4 678	9 311	18 102
Champagne-Ardenne	653	192	6 963	7 808	693	197	7 200	8 090	719	0	7 640	8 359
Corse	28	638	578	1 244	123	698	614	1 435	113	765	686	1 564
Franche-Comté	2 251	1 416	4 846	8 513	2 318	1 513	5 127	8 958	2 401	1 729	5 413	9 543
Ile de France	2 683	19 082	40 062	61 827	3 162	19 631	41 974	64 767	3 233	17 961	48 103	69 297
Languedoc-Roussillon	2 145	5 413	4 406	11 964	2 222	5 531	4 776	12 529	2 454	6 328	4 734	13 516
Limousin	1 385	1 008	965	3 358	1 478	1 001	1 034	3 513	1 672	1 017	1 100	3 789
Lorraine	3 344	4 245	6 631	14 220	3 918	4 405	7 046	15 369	4 217	4 552	7 689	16 458
Midi-Pyrénées	2 658	5 118	7 327	15 103	2 637	5 068	7 377	15 082	2 599	5 564	8 397	16 560
Nord-Pas de Calais	2 667	6 087	7 733	16 487	2 785	6 251	8 292	17 328	3 037	6 586	9 133	18 756
Basse-Normandie	1 055	5 246	3 521	9 822	1 114	5 532	3 548	10 194	1 208	6 253	3 104	10 565
Haute-Normandie	2 587	3 146	7 802	13 535	2 742	3 161	7 992	13 895	2 884	3 236	8 441	14 561
Pays de la Loire	2 668	10 790	14 629	28 087	2 893	10 975	15 090	28 958	3 274	11 172	15 558	30 004
Picardie	1 026	3 554	6 685	11 265	1 517	3 135	6 822	11 474	1 270	4 515	6 404	12 189
Poitou-Charentes	1 120	8 655	2 211	11 986	1 135	8 749	2 144	12 028	1 935	9 122	2 237	13 294
Provence Alpes Côte d'Azur	7 528	8 406	15 134	31 068	8 065	8 566	16 357	32 988	7 971	8 747	17 099	33 817
Rhône-Alpes	2 615	4 896	25 633	33 144	3 321	3 363	28 995	35 679	2 919	3 577	31 892	38 388
France métropolitaine	54 072	112 271	191 498	357 841	58 679	112 198	203 365	374 242	62 634	114 382	219 943	396 959
Guadeloupe	160	889	181	1 230	233	1 008	187	1 428	252	580	198	1 030
Guyane	0	206	0	206		256		256	0	228	0	228
Martinique	94	1 275	581	1 950	108	1 626	619	2 353	70	1 040	717	1 827
Réunion	331	3 578	0	3 909	341	3 813		4 154	334	3 682	0	4 016
France outre mer	585	5 948	762	7 295	682	6 703	806	8 191	656	5 530	915	7 101
CFA régionaux	54 657	118 219	192 260	365 136	59 361	118 901	204 171	382 433	63 290	119 912	220 858	404 060
CFA à recrutement national	139	195	3 518	3 852	118	209	3 099	3 426	126	213	3 410	3 749
TOTAL France	54 796	118 414	195 778	368 988	59 479	119 110	207 270	385 859	63 416	120 125	224 268	407 809

Source : Enquête n° 51/SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale

EVOLUTION DES 16-25 ANS ET DU POIDS DE L'APPRENTISSAGE DANS CETTE CLASSE D'ÂGE DE 2004 A 2006
(effectif au 31/12 de l'année)

Région	2004	2005	2006	2005/2004	2006/2005	2006/2004	Apprentis 2004	Apprentis 2005	Apprentis 2006	Apprentis 16-25ans 2004	Apprentis 16-25ans 2005	Apprentis 16-25ans 2006	Evolution du poids des apprentis 2005 / 2004	Evolution du poids des apprentis 2006 / 2005	Evolution du poids des apprentis 2006 / 2004
Alsace	237 835	238 527	242 487	0,29%	1,66%	1,96%	12 829	13 316	13 137	5,39%	5,58%	5,42%	3,49%	-2,96%	0,44%
Aquitaine	367 633	369 553	370 006	0,52%	0,12%	0,65%	15 802	16 487	16 981	4,30%	4,46%	4,59%	3,79%	2,87%	6,77%
Auvergne	155 024	153 783	152 429	-0,80%	-0,88%	-1,67%	7 612	7 831	8 050	4,91%	5,09%	5,28%	3,71%	3,71%	7,55%
Bourgogne	194 136	193 804	190 162	-0,17%	-1,88%	-2,05%	11 409	11 773	11 254	5,88%	6,07%	5,92%	3,37%	-2,58%	0,70%
Bretagne	376 290	374 390	375 863	-0,50%	0,39%	-0,11%	16 333	16 925	17 658	4,34%	4,52%	4,70%	4,15%	3,92%	8,24%
Centre	298 780	297 611	297 257	-0,39%	-0,12%	-0,51%	16 308	17 298	17 786	5,46%	5,81%	5,98%	6,49%	2,94%	9,62%
Champagne-Ardenne	176 556	175 820	174 876	-0,42%	-0,54%	-0,95%	7 808	8 090	8 022	4,42%	4,60%	4,59%	4,05%	-0,31%	3,73%
Corse	31 936	32 314	32 633	1,18%	0,99%	2,18%	1 244	1 435	1 513	3,90%	4,44%	4,64%	14,00%	4,40%	19,03%
Franche-Comté	148 523	147 911	145 230	-0,41%	-1,81%	-2,22%	8 574	9 029	9 311	5,77%	6,10%	6,41%	5,74%	5,03%	11,06%
Ile-de-France	1 570 645	1 581 460	1 618 459	0,69%	2,34%	3,04%	62 166	65 057	68 060	3,96%	4,11%	4,21%	3,93%	2,22%	6,25%
Languedoc-Roussillon	310 083	314 385	316 236	1,39%	0,59%	1,98%	12 203	12 782	13 435	3,94%	4,07%	4,25%	3,31%	4,49%	7,95%
Limousin	80 262	80 006	79 309	-0,32%	-0,87%	-1,19%	3 363	3 513	3 664	4,19%	4,39%	4,62%	4,79%	5,21%	10,26%
Lorraine	317 082	317 418	315 998	0,11%	-0,45%	-0,34%	14 259	15 423	15 822	4,50%	4,86%	5,01%	8,05%	3,05%	11,34%
Midi-Pyrénées	331 335	335 846	338 073	1,36%	0,66%	2,03%	15 165	15 124	16 252	4,58%	4,50%	4,81%	-1,61%	6,75%	5,03%
Nord-Pas-de-Calais	594 837	592 289	590 770	-0,43%	-0,26%	-0,68%	16 487	17 328	18 129	2,77%	2,93%	3,07%	5,55%	4,89%	10,72%
Basse-Normandie	182 166	180 816	178 970	-0,74%	-1,02%	-1,75%	9 822	10 194	10 166	5,39%	5,64%	5,68%	4,56%	0,75%	5,35%
Haute-Normandie	245 357	244 809	244 050	-0,22%	-0,31%	-0,53%	13 658	13 988	3 664	5,57%	5,71%	1,50%	2,65%	-73,72%	-73,03%
Pays-de-Loire	432 621	427 907	427 180	-1,09%	-0,17%	-1,26%	28 349	29 262	29 046	6,55%	6,84%	6,80%	4,36%	-0,57%	3,76%
Picardie	245 241	244 022	244 871	-0,50%	0,35%	-0,15%	11 265	11 474	11 711	4,59%	4,70%	4,78%	2,36%	1,71%	4,12%
Poitou-Charentes	197 523	196 841	195 989	-0,35%	-0,43%	-0,78%	12 227	12 231	13 064	6,19%	6,21%	6,67%	0,38%	7,27%	7,68%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	576 825	582 628	587 344	1,01%	0,81%	1,82%	31 139	33 083	32 854	5,40%	5,68%	5,59%	5,18%	-1,49%	3,62%
Rhône-Alpes	790 159	794 998	796 387	0,61%	0,17%	0,79%	33 671	36 025	37 644	4,26%	4,53%	4,73%	6,34%	4,31%	10,93%
France métropolitaine	7 860 849	7 877 138	7 914 579	0,21%	0,48%	0,68%	361 693	377 668	377 223	4,60%	4,79%	4,77%	4,20%	-0,59%	3,59%
Guadeloupe	64 770	67 060	54 561	3,54%	-18,64%	-15,76%	1 230	1 428	1 000	1,90%	2,13%	1,83%	12,13%	-13,93%	-3,49%
Guyane	30 547	32 032	33 064	4,86%	3,22%	8,24%	206	256	228	0,67%	0,80%	0,69%	18,51%	-13,72%	2,25%
Martinique	56 923	58 523	51 243	2,81%	-12,44%	-9,98%	1 950	2 353	1 818	3,43%	4,02%	3,55%	17,37%	-11,76%	3,56%
Réunion	131 509	133 765	119 419	1,72%	-10,72%	-9,19%	3 909	4 154	3 972	2,97%	3,11%	3,33%	4,48%	7,11%	11,90%
France outre mer	283 749	291 380	258 287	2,69%	-11,36%	-8,97%	7 295	8 191	7 018	2,57%	2,81%	2,72%	9,34%	-3,34%	5,69%
TOTAL France	8 144 598	8 168 518	8 172 866	0,29%	0,05%	0,35%	368 988	385 859	384 241	4,53%	4,72%	4,70%	4,27%	-0,47%	3,77%

Source : Enquête n° 51/SIFA - DEPP - Ministère de l'Education Nationale

POIDS DE L'APPRENTISSAGE DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE PAR NIVEAU
(effectif au 31/12 de l'année)

	2004	2005	2006	2005 / 2004	2006 / 2005	2006 / 2004
V						
Apprentis	225 274	228 613	235 391	1,5%	3,0%	4,5%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	599 936	598 728	592 713	-0,2%	-1,0%	-1,2%
Jeunes en formation professionnelle initiale	825 210	827 341	828 104	0,3%	0,1%	0,4%
Poids de l'apprentissage	27,30%	27,63%	28,43%			
IV						
Apprentis	80 623	86 609	91 951	7,4%	6,2%	14,1%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	201 620	214 403	221 094	6,3%	3,1%	9,7%
Jeunes en formation professionnelle initiale	282 243	301 012	313 045	6,6%	4,0%	10,9%
Poids de l'apprentissage	28,57%	28,77%	29,37%			
III (DUT, BTS, DMA)						
Apprentis	39 560	44 233	50 316	11,8%	13,8%	27,2%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	341 371	341 699	340 809	0,1%	-0,3%	-0,2%
Jeunes en formation professionnelle initiale	380 931	385 932	391 125	1,3%	1,3%	2,7%
Poids de l'apprentissage	10,39%	11,46%	12,86%			
II (licence, maîtrise)*						
Apprentis	14 124	15 063	16 461	6,6%	9,3%	16,5%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	486 677	476 741	466 050	-2,0%	-2,2%	-4,2%
Jeunes en formation professionnelle initiale	500 801	491 804	482 511	-1,8%	-1,9%	-3,7%
Poids de l'apprentissage	2,82%	3,06%	3,41%			
I (diplôme d'ingénieur)**						
Apprentis	9 407	11 341	13 690	20,6%	20,7%	45,5%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	101 183	101 378	101 294	0,2%	-0,1%	0,1%
Jeunes en formation professionnelle initiale	110 590	112 719	114 984	1,9%	2,0%	4,0%
Poids de l'apprentissage	8,51%	10,06%	11,91%			
Total						
Apprentis	368 988	385 859	407 809	4,6%	5,7%	10,5%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	1 730 787	1 732 949	1 721 960	0,1%	-0,6%	-0,5%
Jeunes en formation professionnelle initiale	2 099 775	2 118 808	2 129 769	0,9%	0,5%	1,4%
Poids de l'apprentissage	17,57%	18,21%	19,15%			

Source : REERS - DEPP - Ministère de l'Education Nationale
* par rapport aux effectifs du deuxième cycle universitaire

EFFECTIFS PRE-APPRENTIS ET D'APPRENTIS PAR REGION AU 31/12

TOUS CFA CONFONDUS - DE 2004 à 2006

Région	au 31/12/2004			au 31/12/2005			au 31/12/2006			Evolution des pré-apprentis			Evolution des apprentis			Evolution des jeunes		
	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total	2005/2004	2006/2005	2006/2004	2005/2004	2006/2005	2006/2004	2005/2004	2006/2005	2006/2004
	Alsace	30	12 706	12 736	29	13 153	13 182	0	13 932	13 932	-3,33%	-100,00%	-100,00%	3,52%	5,92%	9,65%	3,50%	5,69%
Aquitaine	483	14 931	15 414	493	15 775	16 268	496	16 783	17 279	2,07%	0,61%	2,69%	5,65%	6,39%	12,40%	5,54%	6,21%	12,10%
Auvergne	36	7 473	7 509	67	7 713	7 780	81	8 198	8 279	86,11%	20,90%	125,00%	3,21%	6,29%	9,70%	3,61%	6,41%	10,25%
Bourgogne	339	11 159	11 498	344	11 525	11 869	422	11 501	11 923	1,47%	22,67%	24,48%	3,28%	-0,21%	3,06%	3,23%	0,45%	3,70%
Bretagne	221	16 240	16 461	234	16 925	17 159	217	17 783	18 000	5,88%	-7,26%	-1,81%	4,22%	5,07%	9,50%	4,24%	4,90%	9,35%
Centre	413	15 901	16 314	459	16 864	17 323	462	18 102	18 564	11,14%	0,65%	11,86%	6,06%	7,34%	13,84%	6,18%	7,16%	13,79%
Champagne-Ardenne	233	7 808	8 041	225	8 090	8 315	298	8 359	8 657	-3,43%	32,44%	27,90%	3,61%	3,33%	7,06%	3,41%	4,11%	7,66%
Corse	0	1 244	1 244	0	1 435	1 435	0	1 564	1 564				15,35%	8,99%	25,72%	15,35%	8,99%	25,72%
Franche-Comté	268	8 513	8 781	271	8 958	9 229	293	9 543	9 836	1,12%	8,12%	9,33%	5,23%	6,53%	12,10%	5,10%	6,58%	12,01%
Ile de France	2 537	61 827	64 364	2 433	64 767	67 200	2 642	69 297	71 939	-4,10%	8,59%	4,14%	4,76%	6,99%	12,08%	4,41%	7,05%	11,77%
Languedoc-Roussillon	49	11 964	12 013	65	12 529	12 594	61	13 516	13 577	32,65%	-6,15%	24,49%	4,72%	7,88%	12,97%	4,84%	7,81%	13,02%
Limousin	103	3 358	3 461	104	3 513	3 617	136	3 789	3 925	0,97%	30,77%	32,04%	4,62%	7,86%	12,84%	4,51%	8,52%	13,41%
Lorraine	226	14 220	14 446	278	15 369	15 647	262	16 458	16 720	23,01%	-5,76%	15,93%	8,08%	7,09%	15,74%	8,31%	6,86%	15,74%
Midi-Pyrénées	765	15 103	15 868	790	15 082	15 872	793	16 560	17 353	3,27%	0,38%	3,66%	-0,14%	9,80%	9,65%	0,03%	9,33%	9,36%
Nord-Pas de Calais	193	16 487	16 680	8	17 328	17 336	0	18 756	18 756	-95,85%	-100,00%	-100,00%	5,10%	8,24%	13,76%	3,93%	8,19%	12,45%
Basse-Normandie	157	9 822	9 979	103	10 194	10 297	111	10 565	10 676	-34,39%	7,77%	-29,30%	3,79%	3,64%	7,56%	3,19%	3,68%	6,98%
Haute-Normandie	422	13 535	13 957	425	13 895	14 320	446	14 561	15 007	0,71%	4,94%	5,69%	2,66%	4,79%	7,58%	2,60%	4,80%	7,52%
Pays de la Loire	501	28 087	28 588	458	28 958	29 416	502	30 004	30 506	-8,58%	9,61%	0,20%	3,10%	3,61%	6,83%	2,90%	3,71%	6,71%
Picardie	628	11 265	11 893	594	11 474	12 068	689	12 189	12 878	-5,41%	15,99%	9,71%	1,86%	6,23%	8,20%	1,47%	6,71%	8,28%
Poitou-Charentes	249	11 986	12 235	235	12 028	12 263	243	13 294	13 537	-5,62%	3,40%	-2,41%	0,35%	10,53%	10,91%	0,23%	10,39%	10,64%
Provence Alpes Côte d'Azur	1 244	31 068	32 312	1 315	32 988	34 303	939	33 817	34 756	5,71%	-28,59%	-24,52%	6,18%	2,51%	8,85%	6,16%	1,32%	7,56%
Rhône-Alpes	547	33 144	33 691	571	35 679	36 250	637	38 388	39 025	4,39%	11,56%	16,45%	7,65%	7,59%	15,82%	7,60%	7,66%	15,83%
France métropolitaine	9 644	357 841	367 485	9 501	374 242	383 743	9 730	396 959	406 689	-1,48%	2,41%	0,89%	4,58%	6,07%	10,93%	4,42%	5,98%	10,67%
Guadeloupe	9	1 230	1 239	34	1 428	1 462	35	1 030	1 065	277,78%	2,94%	288,89%	16,10%	-27,87%	-16,26%	18,00%	-27,15%	-14,04%
Guyane	0	206	206	0	256	256	0	228	228				24,27%	-10,94%	10,68%	24,27%	-10,94%	10,68%
Martinique	112	1 950	2 062	183	2 353	2 536	171	1 827	1 998	63,39%	-6,56%	52,68%	20,67%	-22,35%	-6,31%	22,99%	-21,21%	-3,10%
Réunion	0	3 909	3 909	0	4 154	4 154	0	4 016	4 016				6,27%	-3,32%	2,74%	6,27%	-3,32%	2,74%
France outre mer	121	7 295	7 416	217	8 191	8 408	206	7 101	7 307	79,34%	-5,07%	70,25%	12,28%	-13,31%	-2,66%	13,38%	-13,09%	-1,47%
CFA régionaux	9 765	365 136	374 901	9 718	382 433	392 151	9 936	404 060	413 996	-0,48%	2,24%	1,75%	4,74%	5,66%	10,66%	4,60%	5,57%	10,43%
CFA à recrutement national	6	3 852	3 858	0	3 426	3 426	0	3 749	3 749	-100,00%		-100,00%	-11,06%	9,43%	-2,67%	-11,20%	9,43%	-2,83%
TOTAL France	9 771	368 988	378 759	9 718	385 859	395 577	9 936	407 809	417 745	-0,54%	2,24%	1,69%	4,57%	5,69%	10,52%	4,44%	5,60%	10,29%

Source : Enquête n° 51/SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale

EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR DOMAINE D'ACTIVITE AU 31/12/2006

Région	Code 11 : mathématiques et sciences	Code 12 : sciences humaines et droit	Code 13 : lettres et arts	Code 20 : spécialités pluri-techno de la production	Code 21 : Agriculture, Pêche, Forêt, Espaces verts	Code 22 : Transformations	Code 23 : Génie civil, Construction, Bois	Code 24 : Matériaux souples	Code 25 : Mécanique, Electricité, Electronique	Code 30 : Spécialités plurivalentes des services	Code 31 : Echanges et Gestion	Code 32 : Communication et information	Code 33 : Services à la personne	Code 34 : Services à la Collectivité	TOTAL
Alsace				318	850	2 434	2 308	39	2 720		2 663	483	2 070	47	13 932
Aquitaine				385	1 618	2 386	2 979	32	3 337		2 705	252	2 879	210	16 783
Auvergne				242	709	1 558	1 751	10	1 650		1 179	78	1 020	1	8 198
Bourgogne				135	1 323	1 971	2 224	16	2 186		1 610	135	1 901		11 501
Bretagne				276	1 289	3 048	3 887		2 877		2 784	352	3 073	197	17 783
Centre	5	7		335	1 537	2 821	3 191	70	3 182		3 253	428	3 067	206	18 102
Champagne-Ardennes				290	655	1 492	1 841	2	1 610		1 345	16	1 108		8 359
Corse					87	204	378	1	344		229	33	288		1 564
Franche-Comté	33			233	1 053	1 919	1 311	2	1 926		1 376	240	1 411	39	9 543
Ile de France	278	378	107	1 839	1 629	7 866	6 132	456	11 709	12	18 838	5 988	13 357	708	69 297
Languedoc-Roussillon		16		90	864	2 045	2 639	12	2 654		2 270	240	2 600	86	13 516
Limousin				21	479	684	806	1	707		480	68	530	13	3 789
Lorraine				413	1 074	2 769	3 088	46	2 860		3 422	301	2 374	111	16 458
Midi-Pyrénées				170	1 155	2 615	3 000	41	3 565		2 835	391	2 712	76	16 560
Nord-Pas de Calais	32			603	1 655	3 428	2 950	97	2 931		3 164	398	3 454	44	18 756
Basse-Normandie	16	36		167	1 071	2 063	1 867	12	1 591		1 932	49	1 761		10 565
Haute-Normandie	15	23		401	1 195	2 416	2 878	14	2 709		2 664	348	1 879	19	14 561
Pays de la Loire				601	2 325	4 551	7 292	57	5 299		5 095	525	4 192	67	30 004
Picardie				590	1 315	1 868	2 164	3	2 566		1 894	216	1 551	22	12 189
Poitou-Charentes				449	871	1 900	3 042		2 272		2 213	258	2 289		13 294
Provence Alpes Côte d'Azur		62		577	2 550	4 899	5 406	66	6 282		5 442	770	7 603	160	33 817
Rhône-Alpes	162	32		1 221	2 197	6 909	6 908	207	7 664	15	6 002	1 108	5 699	264	38 388
France métropolitaine	541	554	107	9 356	27 501	61 846	68 042	1 184	72 641	27	73 395	12 677	66 818	2 270	396 959
Guadeloupe					58	162	154		188		180	29	259		1 030
Guyane						50	30		76		9		63		228
Martinique					68	195	361	9	456		453	13	261	11	1 827
Réunion				13	288	596	999	4	681		679	183	573		4 016
France outre mer	0	0	0	13	414	1 003	1 544	13	1 401	0	1 321	225	1 156	11	7 101
CFA régionaux	541	554	107	9 369	27 915	62 849	69 586	1 197	74 042	27	74 716	12 902	67 974	2 281	404 060
CFA à recrutement national	0	0	0	116	126	608	1 620	30	859	0	222	129	39	0	3 749
TOTAL France	541	554	107	9 485	28 041	63 457	71 206	1 227	74 901	27	74 938	13 031	68 013	2 281	407 809

Source : Enquête n° 51/SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale

EFFECTIFS D'APPRENTIS AU 31/12 PAR DOMAINE D'ACTIVITE DANS LES CFA NATIONAUX - 2004-2006

Région	au 31/12/2004										au 31/12/2005										au 31/12/2006													
	Code 20 : spécialités pluri-techno de la production	Code 21 : Agriculture, Pêche, Forêt, Espaces verts	Code 22 : Transformations	Code 23 : Génie civil, Construction, Bois	Code 24 : Matériaux souples	Code 25 : Mécanique, Electricité, Electronique	Code 31 : Echanges et Gestion	Code 32 : Communication et information	Code 33 : Services à la personne	Code 34 : Services à la Collectivité	TOTAL	Code 20 : spécialités pluri-techno de la production	Code 21 : Agriculture, Pêche, Forêt, Espaces verts	Code 22 : Transformations	Code 23 : Génie civil, Construction, Bois	Code 24 : Matériaux souples	Code 25 : Mécanique, Electricité, Electronique	Code 31 : Echanges et Gestion	Code 32 : Communication et information	Code 33 : Services à la personne	Code 34 : Services à la Collectivité	TOTAL	Code 20 : spécialités pluri-techno de la production	Code 21 : Agriculture, Pêche, Forêt, Espaces verts	Code 22 : Transformations	Code 23 : Génie civil, Construction, Bois	Code 24 : Matériaux souples	Code 25 : Mécanique, Electricité, Electronique	Code 31 : Echanges et Gestion	Code 32 : Communication et information	Code 33 : Services à la personne	Code 34 : Services à la Collectivité	TOTAL	
Alsace			27			96				123			63			100					163			56					75					131
Aquitaine			197	257		92	232		93	871		205	272			87	148				712		202	271			137	155					765	
Auvergne		139								139	118										118				126								126	
Bourgogne			50	179		21				250		40	179			29					248		40	175			43						258	
Bretagne				93						93											0	38	254				30						322	
Centre			86	284		37				407		97	278			59					434	111	315				55						481	
Champagne-Ardenne										0											0	2											2	
Corse										0											0												0	
Franche-Comté				61						61			71								71			64										64
Ile de France			40	113		115	71			339	28	80	136			33	13				290	13							41	46	16		145	
Languedoc-Roussillon			71	132		36				239		74	147			32					253	67	159			37							263	
Limousin			5							5											0												0	
Lorraine			39							39		54									54												0	
Midi-Pyrénées			5	57						62			42								42			24	74								98	
Nord-Pas de Calais										0											0						18						18	
Basse-Normandie										0											0												0	
Haute-Normandie	28		7	88						123			93								93	7	91										98	
Pays de la Loire			61	37		85		79		262		72	38			104		90			304	37	42			127		83					289	
Picardie										0											0												0	
Poitou-Charentes				153	36	52				241			140	26		37					203			139	30		43						212	
Provence Alpes Côte d'Azur						49			22	71						59			36		95					68				23			91	
Rhône-Alpes	52		3	174		279	19			527	81	8	47			186	24			346	116	11	36			226	26					386		
France métropolitaine	80	139	591	1 628	36	862	322	79	22	3 852	109	693	1 443	26	726	185	90	36	0	3 426	116	608	1 620	30	859	222	129	39	0	3 749				

Source : Enquête n° 51/SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale

EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR SEXE ET PAR REGION AU 31/12
TOUS CFA CONFONDUS - 2004-2006

Région	au 31/12/2004			% Filles en 2004			au 31/12/2005			% Filles en 2005			au 31/12/2006			% Filles en 2006		
	G	F	Total	G	F	Total	G	F	Total	G	F	Total	G	F	Total			
	Alsace	8 430	4 276	12 706	33,65%	8 787	4 366	13 153	33,19%	9 334	4 598	13 932	33,00%	11 719	5 064	16 783	30,17%	11 501
Aquitaine	10 407	4 524	14 931	30,30%	11 038	4 737	15 775	30,03%	6 276	1 922	8 198	23,44%	12 608	5 175	17 783	29,10%	18 102	32,50%
Auvergne	5 751	1 722	7 473	23,04%	5 961	1 752	7 713	22,71%	8 418	3 107	11 525	26,96%	12 219	5 883	18 102	32,50%	8 359	26,02%
Bourgogne	8 073	3 086	11 159	27,65%	8 418	3 107	11 525	26,96%	11 993	4 932	16 925	29,14%	6 184	2 175	8 359	26,02%	1 564	27,17%
Bretagne	11 484	4 756	16 240	29,29%	11 418	5 446	16 864	32,34%	5 940	2 150	8 090	26,58%	1 139	425	1 564	27,17%	9 543	29,31%
Centre	10 758	5 143	15 901	32,34%	11 418	5 446	16 864	32,34%	6 239	2 719	8 958	30,35%	43 492	25 805	69 297	37,24%	13 516	28,13%
Champagne-Ardenne	5 651	2 157	7 808	27,63%	5 940	2 150	8 090	26,58%	1 044	391	1 435	27,25%	2 859	930	3 789	24,54%	16 458	30,77%
Corse	917	327	1 244	26,29%	1 044	391	1 435	27,25%	6 239	2 719	8 958	30,35%	11 716	4 844	16 560	29,25%	18 756	29,79%
Franche-Comté	5 988	2 525	8 513	29,66%	6 239	2 719	8 958	30,35%	40 759	24 008	64 767	37,07%	9 714	3 802	13 516	28,13%	3 789	24,54%
Ile de France	39 484	22 343	61 827	36,14%	40 759	24 008	64 767	37,07%	9 053	3 476	12 529	27,74%	2 859	930	3 789	24,54%	16 458	30,77%
Languedoc-Roussillon	8 621	3 343	11 964	27,94%	9 053	3 476	12 529	27,74%	2 638	875	3 513	24,91%	11 394	5 064	16 458	30,77%	16 560	29,25%
Limousin	2 455	903	3 358	26,89%	2 638	875	3 513	24,91%	10 578	4 791	15 369	31,17%	11 716	4 844	16 560	29,25%	18 756	29,79%
Lorraine	10 006	4 214	14 220	29,63%	10 578	4 791	15 369	31,17%	10 758	4 324	15 082	28,67%	11 716	4 844	16 560	29,25%	18 756	29,79%
Midi-Pyrénées	10 708	4 395	15 103	29,10%	10 758	4 324	15 082	28,67%	12 120	5 208	17 328	30,06%	13 168	5 588	18 756	29,79%	10 565	31,81%
Nord-Pas de Calais	11 512	4 975	16 487	30,18%	12 120	5 208	17 328	30,06%	6 984	3 210	10 194	31,49%	10 120	4 441	14 561	30,50%	30 004	27,93%
Basse-Normandie	6 699	3 123	9 822	31,80%	6 984	3 210	10 194	31,49%	9 671	4 224	13 895	30,40%	21 625	8 379	30 004	27,93%	12 189	23,35%
Haute-Normandie	9 453	4 082	13 535	30,16%	9 671	4 224	13 895	30,40%	20 863	8 095	28 958	27,95%	9 343	2 846	12 189	23,35%	13 294	29,88%
Pays de la Loire	20 302	7 785	28 087	27,72%	20 863	8 095	28 958	27,95%	9 044	2 430	11 474	21,18%	9 322	3 972	13 294	29,88%	33 817	31,61%
Picardie	8 810	2 455	11 265	21,79%	9 044	2 430	11 474	21,18%	8 360	3 668	12 028	30,50%	23 128	10 689	33 817	31,61%	38 388	28,35%
Poitou-Charentes	8 425	3 561	11 986	29,71%	8 360	3 668	12 028	30,50%	22 520	10 468	32 988	31,73%	27 506	10 882	38 388	28,35%	396 959	30,69%
Provence Alpes Côte d'Azur	21 053	10 015	31 068	32,24%	22 520	10 468	32 988	31,73%	25 720	9 959	35 679	27,91%	275 114	121 845	396 959	30,69%	1 030	39,42%
Rhône-Alpes	23 893	9 251	33 144	27,91%	25 720	9 959	35 679	27,91%	259 906	114 336	374 242	30,55%	624	406	1 030	39,42%	228	29,39%
France métropolitaine	248 880	108 961	357 841	30,45%	259 906	114 336	374 242	30,55%	275 114	121 845	396 959	30,69%	280 155	123 905	404 060	30,67%	3 749	10,06%
Guadeloupe	779	451	1 230	36,67%	947	481	1 428	33,68%	624	406	1 030	39,42%	1 030	406	1 436	33,17%	1 030	39,42%
Guyane	147	59	206	28,64%	176	80	256	31,25%	161	67	228	29,39%	161	67	228	29,39%	1 827	30,05%
Martinique	1 273	677	1 950	34,72%	1 488	865	2 353	36,76%	1 278	549	1 827	30,05%	2 978	1 038	4 016	25,85%	7 101	29,01%
Réunion	2 854	1 055	3 909	26,99%	3 028	1 126	4 154	27,11%	5 041	2 060	7 101	29,01%	280 155	123 905	404 060	30,67%	3 749	10,06%
France outre mer	5 053	2 242	7 295	30,73%	5 639	2 552	8 191	31,16%	5 041	2 060	7 101	29,01%	280 155	123 905	404 060	30,67%	3 749	10,06%
CFA régionaux	253 933	111 203	365 136	30,46%	265 545	116 888	382 433	30,56%	280 155	123 905	404 060	30,67%	283 527	124 282	407 809	30,48%	3 749	10,06%
CFA à recrutement national	3 438	414	3 852	10,75%	3 106	320	3 426	9,34%	3 372	377	3 749	10,06%	283 527	124 282	407 809	30,48%	3 749	10,06%
TOTAL France	257 371	111 617	368 988	30,25%	268 651	117 208	385 859	30,38%	283 527	124 282	407 809	30,48%	283 527	124 282	407 809	30,48%	3 749	10,06%

Source : Enquête n° 51/SIFA -DEPP - Ministère de l'Éducation Nationale

EFFECTIFS PAR NIVEAU DE FORMATION ET PAR SEXE AU 31/12/2006
TOUS CFA CONFONDUS

Région	31/12/2006																				
	VI (pré-apprentissage)			V			IV			III			II			I			TOTAL GENERAL		
	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total
Alsace	0	0	0	6 323	2 538	8 861	1 715	1 151	2 866	978	734	1 712	200	116	316	118	59	177	9 334	4 598	13 932
Aquitaine	405	91	496	8 218	2 770	10 988	2 070	1 330	3 400	865	769	1 634	194	95	289	372	100	472	12 124	5 155	17 279
Auvergne	62	19	81	4 322	1 207	5 529	1 409	423	1 832	302	127	429	193	126	319	50	39	89	6 338	1 941	8 279
Bourgogne	353	69	422	5 923	2 013	7 936	1 747	782	2 529	580	350	930	48	58	106	0	0	0	8 651	3 272	11 923
Bretagne	168	49	217	8 398	2 562	10 960	2 590	1 589	4 179	1 066	628	1 694	218	274	492	336	122	458	12 776	5 224	18 000
Centre	393	69	462	8 298	2 915	11 213	2 525	1 667	4 192	1 058	1 078	2 136	192	146	338	146	77	223	12 612	5 952	18 564
Champagne-Ardenne	257	41	298	4 283	1 294	5 577	1 201	562	1 763	389	190	579	172	115	287	139	14	153	6 441	2 216	8 657
Corse	0	0	0	983	244	1 227	119	114	233	35	64	99	1	0	1	1	3	4	1 139	425	1 564
Franche-Comté	225	68	293	3 957	1 311	5 268	1 569	766	2 335	1 081	644	1 725	54	60	114	85	16	101	6 971	2 865	9 836
Ile de France	2 064	578	2 642	21 282	8 668	29 950	7 854	5 367	13 221	6 469	5 935	12 404	3 998	3 779	7 777	3 889	2 056	5 945	45 556	26 383	71 939
Languedoc-Roussillon	43	18	61	6 948	1 849	8 797	1 577	1 155	2 732	709	524	1 233	262	200	462	218	74	292	9 757	3 820	13 577
Limousin	99	37	136	1 794	566	2 360	755	269	1 024	175	41	216	74	44	118	61	10	71	2 958	967	3 925
Lorraine	219	43	262	7 292	2 393	9 685	2 629	1 529	4 158	1 169	861	2 030	218	243	461	86	38	124	11 613	5 107	16 720
Midi-Pyrénées	615	178	793	7 981	2 270	10 251	1 955	1 548	3 503	1 128	724	1 852	233	241	474	419	61	480	12 331	5 022	17 353
Nord-Pas de Calais	0	0	0	7 893	2 487	10 380	2 880	2 025	4 905	1 411	801	2 212	239	137	376	745	138	883	13 168	5 588	18 756
Basse-Normandie	108	3	111	5 174	2 018	7 192	1 307	916	2 223	465	257	722	102	107	209	156	63	219	7 312	3 364	10 676
Haute-Normandie	366	80	446	6 413	2 118	8 531	2 122	1 196	3 318	854	699	1 553	288	334	622	443	94	537	10 486	4 521	15 007
Pays de la Loire	454	48	502	13 142	3 964	17 106	5 582	2 762	8 344	2 323	1 360	3 683	178	222	400	400	71	471	22 079	8 427	30 506
Picardie	560	129	689	5 794	1 396	7 190	2 000	697	2 697	1 041	470	1 511	247	236	483	261	47	308	9 903	2 975	12 878
Poitou-Charentes	223	20	243	6 316	1 885	8 201	1 921	1 250	3 171	782	730	1 512	53	58	111	250	49	299	9 545	3 992	13 537
Provence Alpes Côte d'Azur	646	293	939	16 040	5 103	21 143	4 105	3 149	7 254	1 798	1 707	3 505	454	466	920	731	264	995	23 774	10 982	34 756
Rhône-Alpes	583	54	637	15 322	4 196	19 518	6 691	3 289	9 980	3 627	2 146	5 773	912	817	1 729	954	434	1 388	28 089	10 936	39 025
France métropolitaine	7 843	1 887	9 730	172 096	55 767	227 863	56 323	33 536	89 859	28 305	20 839	49 144	8 530	7 874	16 404	9 860	3 829	13 689	282 957	123 732	406 689
Guadeloupe	19	16	35	500	144	644	43	106	149	81	156	237			0			0	643	422	1 065
Guyane	0	0	0	159	60	219	2	7	9			0			0			0	161	67	228
Martinique	142	29	171	1 018	240	1 258	169	164	333	82	132	214	9	13	22			0	1 420	578	1 998
Réunion	0	0	0	2 235	477	2 712	597	373	970	127	178	305	18	10	28	1		1	2 978	1 038	4 016
France outre mer	161	45	206	3 912	921	4 833	811	650	1 461	290	466	756	27	23	50	1	0	1	5 202	2 105	7 307
CFA régionaux	8 004	1 932	9 936	176 008	56 688	232 696	57 134	34 186	91 320	28 595	21 305	49 900	8 557	7 897	16 454	9 861	3 829	13 690	288 159	125 837	413 996
CFA à recrutement national	0	0	0	2 497	198	2 695	549	82	631	320	96	416	6	1	7	0	0	0	3 372	377	3 749
TOTAL France	8 004	1 932	9 936	178 505	56 886	235 391	57 683	34 268	91 951	28 915	21 401	50 316	8 563	7 898	16 461	9 861	3 829	13 690	291 531	126 214	417 745

Source : Enquête n° 51/SIFA-DEPP - Ministère de l'Education Nationale

**EFFECTIFS PONDERES DES PRE-APPRENTIS ET DES APPRENTIS
TOUS CFA CONFONDUS - 2004 - 2006**

Région	2004			2005			2006		
	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total
Alsace	28	12 535	12 563	30	12 885	12 914	17	13 465	13 482
Aquitaine	478	14 958	15 436	487	15 269	15 756	494	16 178	16 672
Auvergne	35	7 399	7 434	48	7 569	7 617	73	7 907	7 980
Bourgogne	319	11 036	11 355	341	11 305	11 646	375	11 515	11 891
Bretagne	220	15 987	16 207	226	16 514	16 740	227	17 268	17 495
Centre	454	15 982	16 436	431	16 286	16 718	460	17 359	17 819
Champagne-Ardenne	210	7 725	7 936	230	7 921	8 151	254	8 198	8 452
Corse	0	1 231	1 231	0	1 320	1 320	0	1 487	1 487
Franche-Comté	228	8 516	8 744	269	8 691	8 960	280	9 192	9 472
Ile de France	2 514	60 373	62 887	2 495	63 003	65 498	2 517	66 579	69 096
Languedoc-Roussillon	58	11 687	11 744	55	12 190	12 245	63	12 924	12 987
Limousin	101	3 248	3 349	103	3 420	3 523	117	3 623	3 740
Lorraine	207	14 357	14 563	247	14 680	14 926	272	15 805	16 076
Midi-Pyrénées	688	14 790	15 477	775	15 095	15 870	791	15 673	16 464
Nord-Pas de Calais	207	16 394	16 601	119	16 823	16 942	5	17 899	17 904
Basse-Normandie	149	9 805	9 954	135	9 971	10 106	106	10 342	10 449
Haute-Normandie	395	13 504	13 899	423	13 679	14 102	433	14 161	14 595
Pays de la Loire	506	27 999	28 505	484	28 435	28 919	476	29 376	29 852
Picardie	569	11 128	11 697	614	11 349	11 963	632	11 760	12 392
Poitou-Charentes	250	12 049	12 299	243	12 003	12 246	238	12 534	12 773
Provence Alpes Côte d'Azur	1 167	30 306	31 473	1 272	31 836	33 108	1 165	33 320	34 484
Rhône-Alpes	589	32 860	33 449	557	34 158	34 715	597	36 763	37 360
France métropolitaine	9 370	353 869	363 239	9 587	364 401	373 988	9 593	383 329	392 921
Guadeloupe	12	1 241	1 254	19	1 309	1 328	34	1 269	1 303
Guyane	0	193	193	0	226	226	0	245	245
Martinique	37	1 511	1 549	140	2 111	2 252	178	2 143	2 321
Réunion	0	3 755	3 755	0	4 007	4 007	0	4 099	4 099
France outre mer	50	6 700	6 750	159	7 653	7 813	213	7 755	7 968
CFA régionaux	9 420	360 569	369 989	9 746	372 055	381 801	9 805	391 084	400 889
CFA à recrutement national	7	3 737	3 744	4	3 710	3 714	0	3 534	3 534
TOTAL France	9 426	364 307	373 733	9 750	375 765	385 515	9 805	394 617	404 423

Source : Enquête n° 51/SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale

**TAXE D'APPRENTISSAGE RECUE PAR LES CFA
TOUS CFA CONFONDUS**

(en €)

Région	2004			2005			2006			Variation de la moyenne 2006 / 2004	Variation de la moyenne 2006 / 2005	Variation de la moyenne 2006 / 2004 en %
	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune			
Alsace	12 563	12 540 879 €	998 €	12 914	13 229 330 €	1 024 €	13 482	17 457 180 €	1 295 €	2,62%	26,40%	29,72%
Aquitaine	15 436	21 067 068 €	1 365 €	15 756	24 578 312 €	1 560 €	16 672	23 891 713 €	1 433 €	14,30%	-8,14%	5,00%
Auvergne	7 434	7 006 850 €	943 €	7 617	8 600 310 €	1 129 €	7 980	9 742 839 €	1 221 €	19,78%	8,14%	29,53%
Bourgogne	11 355	15 691 620 €	1 382 €	11 646	15 870 600 €	1 363 €	11 891	15 327 441 €	1 289 €	-1,39%	-5,41%	-6,72%
Bretagne	16 207	22 266 420 €	1 374 €	16 740	24 248 441 €	1 449 €	17 495	24 987 207 €	1 428 €	5,43%	-1,40%	3,96%
Centre	16 436	19 065 696 €	1 160 €	16 718	21 001 632 €	1 256 €	17 819	20 253 351 €	1 137 €	8,30%	-9,53%	-2,02%
Champagne Ardenne	7 936	10 091 106 €	1 272 €	8 151	10 821 315 €	1 328 €	8 452	11 517 224 €	1 363 €	4,41%	2,64%	7,16%
Corse	1 231	1 490 756 €	1 211 €	1 320	1 661 474 €	1 258 €	1 487	1 864 024 €	1 254 €	3,88%	-0,35%	3,51%
Franche-Comté	8 744	9 207 003 €	1 053 €	8 960	9 307 182 €	1 039 €	9 472	9 508 565 €	1 004 €	-1,35%	-3,35%	-4,66%
Ile de France	62 887	205 945 791 €	3 275 €	65 498	218 776 106 €	3 340 €	69 096	222 640 338 €	3 222 €	2,00%	-3,53%	-1,61%
Languedoc Roussillon	11 744	14 158 097 €	1 206 €	12 245	14 957 967 €	1 222 €	12 987	16 654 043 €	1 282 €	1,33%	4,98%	6,37%
Limousin	3 349	3 821 792 €	1 141 €	3 523	4 669 063 €	1 325 €	3 740	4 626 960 €	1 237 €	16,12%	-6,65%	8,40%
Lorraine	14 563	16 935 522 €	1 163 €	14 926	14 894 056 €	998 €	16 076	18 326 531 €	1 140 €	-14,19%	14,25%	-1,97%
Midi Pyrénées	15 477	19 929 356 €	1 288 €	15 870	22 197 713 €	1 399 €	16 464	21 580 184 €	1 311 €	8,63%	-6,29%	1,79%
Nord Pas de Calais	16 601	23 852 000 €	1 437 €	16 942	25 354 761 €	1 497 €	17 904	26 244 407 €	1 466 €	4,16%	-2,05%	2,02%
Basse Normandie	9 954	10 328 879 €	1 038 €	10 106	11 038 261 €	1 092 €	10 449	11 637 706 €	1 114 €	5,25%	1,98%	7,33%
Haute Normandie	13 899	16 513 838 €	1 188 €	14 102	12 579 575 €	892 €	14 595	18 013 104 €	1 234 €	-24,92%	38,36%	3,88%
Pays de la Loire	28 505	26 768 047 €	939 €	28 919	28 466 447 €	984 €	29 852	29 722 809 €	996 €	4,82%	1,15%	6,03%
Picardie	11 697	15 248 396 €	1 304 €	11 963	16 241 914 €	1 358 €	12 392	16 020 268 €	1 293 €	4,15%	-4,78%	-0,83%
Poitou Charentes	12 299	11 530 984 €	938 €	12 246	12 341 734 €	1 008 €	12 773	12 559 314 €	983 €	7,49%	-2,43%	4,88%
Provence Alpes Côte d'Azur	31 473	35 467 327 €	1 127 €	33 108	34 883 675 €	1 054 €	34 484	40 171 229 €	1 165 €	-6,50%	10,56%	3,37%
Rhône-Alpes	33 449	50 608 176 €	1 513 €	34 715	43 280 622 €	1 247 €	37 360	65 881 147 €	1 763 €	-17,60%	41,44%	16,55%
France métropolitaine	363 239	569 535 603 €	1 568 €	373 988	589 000 490 €	1 575 €	392 921	638 627 584 €	1 625 €	0,45%	3,20%	3,66%
Guadeloupe	1 254	1 159 888 €	925 €	1 328	1 563 639 €	1 177 €	1 303	2 071 102 €	1 589 €	27,24%	34,99%	71,77%
Guyane	193	334 431 €	1 736 €	226	265 844 €	1 176 €	245	356 000 €	1 454 €	-32,23%	23,63%	-16,22%
Martinique	1 549	1 322 300 €	854 €	2 252	641 495 €	285 €	2 321	2 018 592 €	870 €	-66,63%	205,29%	1,87%
Réunion	3 755	4 370 360 €	1 164 €	4 007	4 677 124 €	1 167 €	4 099	3 878 212 €	946 €	0,29%	-18,94%	-18,70%
France outre-mer	6 750	7 186 979 €	1 065 €	7 813	7 148 102 €	915 €	7 968	8 323 906 €	1 045 €	-14,07%	14,19%	-1,88%
CFA régionaux	369 989	576 722 582 €	1 559 €	381 801	596 148 592 €	1 561 €	400 889	646 951 490 €	1 614 €	0,17%	3,35%	3,53%
CFA à recrutement national	3 744	26 160 766 €	6 987 €	3 714	26 940 699 €	7 254 €	3 534	26 324 534 €	7 450 €	3,81%	2,7%	6,6%
TOTAL France	373 733	602 883 348 €	1 613 €	385 515	623 089 291 €	1 616 €	404 423	673 276 024 €	1 665 €	0,19%	3,00%	3,20%

En gris : données antérieures ou redressées / * jeunes : pré-apprentis et apprentis

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n° 51 du ministère de l'éducation (DEPP)

TAXE D' APPRENTISSAGE CONSACREE AU FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE FORMATION HORS THR

TOUS CFA CONFONDUS

Région	2004			2005			2006			Evolution TA par jeune* 2005 / 2004	Evolution TA par jeune* 2006 / 2005	Evolution TA par jeune* 2006 / 2004
	Effectifs pondérés jeunes	Taxe apprentissage	TA par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe apprentissage	TA par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe apprentissage	TA par jeune			
Alsace	12 563	12 049 881 €	959 €	12 914	12 820 662 €	993 €	13 482	16 006 020 €	1 187 €	3,55%	19,54%	23,77%
Aquitaine	15 436	19 307 305 €	1 251 €	15 756	22 236 171 €	1 411 €	16 672	23 575 379 €	1 414 €	12,79%	0,21%	13,03%
Auvergne	7 434	7 006 850 €	943 €	7 617	7 671 775 €	1 007 €	7 980	9 566 429 €	1 199 €	6,79%	19,07%	27,15%
Bourgogne	11 355	13 480 469 €	1 187 €	11 646	12 234 264 €	1 050 €	11 891	13 091 944 €	1 101 €	-11,54%	4,86%	-7,25%
Bretagne	16 207	20 140 731 €	1 243 €	16 740	21 239 998 €	1 269 €	17 495	22 880 303 €	1 308 €	2,09%	3,07%	5,23%
Centre	16 436	15 427 686 €	939 €	16 718	15 556 029 €	931 €	17 819	13 522 513 €	759 €	-0,85%	-18,47%	-19,17%
Champagne-Ardenne	7 936	8 916 394 €	1 124 €	8 151	9 703 786 €	1 191 €	8 452	9 686 746 €	1 146 €	5,96%	-3,78%	1,96%
Corse	1 231	1 875 336 €	1 524 €	1 320	1 650 315 €	1 250 €	1 487	1 740 538 €	1 171 €	-17,98%	-6,32%	-23,16%
Franche-Comté	8 744	8 622 065 €	986 €	8 960	8 616 545 €	962 €	9 472	8 273 029 €	873 €	-2,43%	-9,25%	-11,46%
Ile de France	62 887	181 333 776 €	2 883 €	65 498	196 588 999 €	3 001 €	69 096	201 874 014 €	2 922 €	4,09%	-2,63%	1,35%
Languedoc Roussillon	11 744	13 949 786 €	1 188 €	12 245	15 551 049 €	1 270 €	12 987	15 557 400 €	1 198 €	6,90%	-5,67%	0,84%
Limousin	3 349	3 666 630 €	1 095 €	3 523	4 651 677 €	1 320 €	3 740	4 252 574 €	1 137 €	20,55%	-13,86%	3,84%
Lorraine	14 563	14 754 842 €	1 013 €	14 926	14 894 059 €	998 €	16 076	16 453 980 €	1 023 €	-1,48%	2,51%	0,99%
Midi Pyrénées	15 477	18 518 350 €	1 196 €	15 870	17 630 876 €	1 111 €	16 464	17 643 315 €	1 072 €	-7,11%	-3,51%	-10,37%
Nord Pas de Calais	16 601	20 935 238 €	1 261 €	16 942	22 989 442 €	1 357 €	17 904	25 051 257 €	1 399 €	7,61%	3,10%	10,94%
Basse Normandie	9 954	8 758 227 €	880 €	10 106	9 353 799 €	926 €	10 449	11 144 456 €	1 067 €	5,23%	15,23%	21,25%
Haute Normandie	13 899	15 350 818 €	1 104 €	14 102	17 203 409 €	1 220 €	14 595	16 177 711 €	1 108 €	10,51%	-9,18%	0,36%
Pays de la Loire	28 505	24 879 194 €	873 €	28 919	26 601 065 €	920 €	29 852	30 633 011 €	1 026 €	5,38%	11,52%	17,53%
Picardie	11 697	13 706 960 €	1 172 €	11 963	14 626 111 €	1 223 €	12 392	14 107 580 €	1 138 €	4,35%	-6,95%	-2,90%
Poitou Charentes	12 299	11 530 984 €	938 €	12 246	12 341 734 €	1 008 €	12 773	12 412 373 €	972 €	7,46%	-3,57%	3,62%
Provence Alpes Côte d'Azur	31 473	31 572 157 €	1 003 €	33 108	33 775 540 €	1 020 €	34 484	35 978 923 €	1 043 €	1,69%	2,25%	3,99%
Rhône-Alpes	33 449	49 012 240 €	1 465 €	34 715	46 577 624 €	1 342 €	37 360	55 753 021 €	1 492 €	-8,40%	11,18%	1,84%
France métropolitaine	363 239	514 795 919 €	1 417 €	373 988	544 514 930 €	1 456 €	392 921	575 382 516 €	1 464 €	2,75%	0,55%	3,32%
Guadeloupe	1 254	1 262 448 €	1 007 €	1 328	1 265 269 €	953 €	1 303	1 789 547 €	1 373 €	-5,36%	44,07%	36,35%
Guyane	193	334 431 €	1 736 €	226	265 844 €	1 176 €	245	356 000 €	1 454 €	-32,26%	23,64%	-16,24%
Martinique	1 549	1 322 300 €	854 €	2 252	1 148 232 €	510 €	2 321	1 466 936 €	632 €	-40,28%	23,92%	-26,00%
Réunion	3 755	3 171 576 €	845 €	4 007	3 826 715 €	955 €	4 099	4 428 279 €	1 080 €	13,02%	13,09%	27,81%
France outre-mer	6 750	6 090 755 €	902 €	7 813	6 506 060 €	833 €	7 968	8 040 762 €	1 009 €	-7,65%	21,13%	11,86%
CFA régionaux	369 989	520 886 674 €	1 408 €	381 801	551 020 989 €	1 443 €	400 889	583 423 278 €	1 455 €	2,49%	0,83%	3,34%
CFA à recrutement national	3 744	25 638 684 €	6 848 €	3 714	27 271 426 €	7 343 €	3 534	24 110 629 €	6 823 €	7,23%	-7,08%	-0,37%
TOTAL France	373 733	546 525 358 €	1 462 €	385 515	578 292 415 €	1 500 €	404 423	607 533 907 €	1 502 €	2,60%	0,13%	2,74%

En gris : données antérieures ou redressées / * jeunes : pré-apprentis et apprentis

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n° 51 du ministère de l'éducation (DEPP)

CONTRIBUTION DES BRANCHES PROFESSIONNELLES AU FONCTIONNEMENT DES CFA HORS THR
TOUS CFA CONFONDUS

Région	2004						2005						2006					
	Effectifs pondérés jeunes	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Moyenne par jeune	Variation de la moyenne 2005 /2004 en %	Variation de la moyenne 2006 /2005 en %	Variation de la moyenne 2006 /2004 en %
Alsace	12 563	3 383 823 €	0 €	3 383 823 €	269 €	12 914	4 547 304 €	0 €	4 547 304 €	352 €	13 482	0 €	3 954 648 €	3 954 648 €	293 €	30,86%	-16,76%	8,92%
Aquitaine	15 436	1 573 168 €	4 239 020 €	5 812 188 €	377 €	15 756	1 826 025 €	4 855 821 €	6 681 646 €	424 €	16 672	1 959 900 €	5 216 873 €	7 176 773 €	430 €	12,47%	1,42%	14,06%
Auvergne	7 434	1 707 139 €	1 268 743 €	2 975 882 €	400 €	7 617	1 810 323 €	1 590 294 €	3 400 617 €	446 €	7 980	0 €	4 712 386 €	4 712 386 €	591 €	11,50%	32,51%	47,75%
Bourgogne	11 355	2 928 210 €	2 210 058 €	5 138 268 €	452 €	11 646	2 887 717 €	3 400 613 €	6 288 330 €	540 €	11 891	2 968 133 €	0 €	2 968 133 €	250 €	19,47%	-53,70%	-44,69%
Bretagne	16 207	2 631 686 €	3 434 955 €	6 066 641 €	374 €	16 740	2 590 522 €	4 743 889 €	7 334 411 €	438 €	17 495	2 188 006 €	5 160 705 €	7 348 711 €	420 €	17,11%	-4,11%	12,30%
Centre	16 436	2 479 213 €	3 810 147 €	6 289 360 €	383 €	16 718	2 107 059 €	3 948 728 €	6 055 787 €	362 €	17 819	2 460 762 €	5 498 069 €	7 958 831 €	447 €	-5,48%	23,48%	16,71%
Champagne Ardenne	7 936	1 291 514 €	0 €	1 291 514 €	163 €	8 151	956 607 €	0 €	956 607 €	117 €	8 452	1 533 392 €	0 €	1 533 392 €	181 €	-28,22%	54,70%	11,04%
Corse	1 231	70 000 €	0 €	70 000 €	57 €	1 320	0 €	0 €	0 €	0 €	1 487	0 €	0 €	0 €	0 €	-100,00%	-	-100,00%
Franche-Comté	8 744	0 €	4 938 107 €	4 938 107 €	565 €	8 960	0 €	4 697 333 €	4 697 333 €	524 €	9 472	924 648 €	3 931 131 €	4 855 779 €	513 €	-7,26%	-2,10%	-9,20%
Ile de France	62 887	4 195 256 €	19 032 571 €	23 227 827 €	369 €	65 498	5 623 320 €	18 296 939 €	23 920 259 €	365 €	69 096	4 804 979 €	13 616 136 €	18 421 115 €	267 €	-1,08%	-26,85%	-27,64%
Languedoc Roussillon	11 744	2 829 561 €	0 €	2 829 561 €	241 €	12 245	3 521 048 €	0 €	3 521 048 €	288 €	12 987	2 783 624 €	66 754 €	2 850 378 €	219 €	19,50%	-23,96%	-9,13%
Limousin	3 349	582 079 €	266 516 €	848 595 €	253 €	3 523	636 152 €	364 667 €	1 000 819 €	284 €	3 740	739 942 €	495 454 €	1 235 396 €	330 €	12,25%	16,20%	30,43%
Lorraine	14 563	8 338 491 €	0 €	8 338 491 €	573 €	14 926	8 622 078 €	0 €	8 622 078 €	578 €	16 076	8 598 147 €	0 €	8 598 147 €	535 €	0,87%	-7,44%	-6,63%
Midi Pyrénées	15 477	0 €	0 €	2 625 872 €	170 €	15 870	0 €	0 €	1 864 358 €	117 €	16 464	1 102 843 €	0 €	1 102 843 €	67 €	-31,18%	-42,74%	-60,59%
Nord Pas de Calais	16 601	1 553 915 €	6 013 208 €	7 567 123 €	456 €	16 942	1 244 413 €	5 833 828 €	7 078 041 €	418 €	17 904	2 049 335 €	872 686 €	2 922 021 €	163 €	-8,33%	-61,00%	-64,25%
Basse Normandie	9 954	1 400 962 €	1 421 214 €	2 822 176 €	284 €	10 106	1 388 282 €	3 363 666 €	4 751 948 €	470 €	10 449	1 604 885 €	2 002 906 €	3 607 791 €	345 €	65,49%	-26,60%	21,48%
Haute Normandie	13 899	2 549 691 €	0 €	2 549 691 €	183 €	14 102	3 410 429 €	0 €	3 410 429 €	242 €	14 595	2 055 384 €	2 786 509 €	4 841 893 €	332 €	32,24%	37,19%	81,42%
Pays de la Loire	28 505	2 460 575 €	7 046 836 €	9 507 411 €	334 €	28 919	1 249 107 €	8 503 981 €	9 753 088 €	337 €	29 852	2 556 178 €	6 512 068 €	9 068 246 €	304 €	0,90%	-9,79%	-8,98%
Picardie	11 697	0 €	13 435 897 €	13 435 897 €	1 149 €	11 963	0 €	13 660 218 €	13 660 218 €	1 142 €	12 392	299 423 €	14 268 458 €	14 567 881 €	1 176 €	-0,61%	2,98%	2,35%
Poitou Charentes	12 299	1 215 072 €	0 €	1 215 072 €	99 €	12 246	1 266 141 €	0 €	1 266 141 €	103 €	12 773	2 201 957 €	1 456 026 €	3 657 983 €	286 €	4,04%	177,67%	188,89%
Provence Alpes Côte d'Azur	31 473	3 673 512 €	0 €	3 673 512 €	117 €	33 108	0 €	0 €	5 214 013 €	157 €	34 484	1 806 594 €	4 947 919 €	6 754 513 €	196 €	34,19%	24,84%	67,52%
Rhône-Alpes	33 449	3 926 123 €	14 708 163 €	18 634 286 €	557 €	34 715	5 026 728 €	4 964 144 €	9 990 872 €	288 €	37 360	3 554 016 €	15 643 030 €	19 197 046 €	514 €	-48,29%	78,47%	-7,72%
France métropolitaine	363 239	48 789 990 €	81 825 435 €	133 241 297 €	367 €	373 988	48 713 255 €	78 223 721 €	134 015 347 €	358 €	392 921	46 192 148 €	91 141 758 €	137 333 906 €	350 €	-2,45%	-2,23%	-4,63%
Guadeloupe	1 254	0 €	0 €	172 354 €	137 €	1 328	0 €	0 €	172 354 €	130 €	1 303	0 €	0 €	0 €	0 €	-5,11%	-100,00%	-100,00%
Guyane	193	0 €	0 €	215 135 €	117 €	226	0 €	0 €	215 135 €	952 €	245	0 €	219 438 €	896 €	896 €	-14,77%	-5,88%	-19,79%
Martinique	1 549	0 €	0 €	213 265 €	138 €	2 252	0 €	0 €	213 265 €	95 €	2 321	125 000 €	29 106 €	66 €	66 €	-31,16%	-30,53%	-52,17%
Réunion	3 755	0 €	0 €	371 044 €	99 €	4 007	0 €	0 €	371 044 €	93 €	4 099	0 €	0 €	0 €	0 €	-6,06%	-100,00%	-100,00%
France outre-mer	6 750	0 €	0 €	971 798 €	144 €	7 813	0 €	0 €	971 798 €	124 €	7 968	125 000 €	29 106 €	373 544 €	47 €	-13,89%	-62,10%	-67,36%
CFA régionaux	369 989	48 789 990 €	81 825 435 €	134 213 095 €	363 €	381 801	48 713 255 €	78 223 721 €	134 987 145 €	354 €	400 889	46 317 148 €	91 170 864 €	137 707 450 €	344 €	-2,48%	-2,82%	-5,23%
CFA à recrutement national	3 744	570 000 €	870 077 €	1 440 077 €	385 €	3 714	706 284 €	1 335 540 €	2 041 824 €	550 €	3 534	0 €	801 107 €	801 107 €	227 €	42,86%	-58,73%	-41,04%
TOTAL France	373 733	49 359 990 €	82 695 512 €	135 653 172 €	363 €	385 515	49 419 539 €	79 559 261 €	137 028 969 €	355 €	404 423	46 317 148 €	91 971 971 €	138 508 557 €	342 €	-2,20%	-3,66%	-5,79%

En gris : données antérieures ou redressées

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n° 51 du ministère de l'éducation (DEPP)

**CONTRIBUTION DES ORGANISMES GESTIONNAIRES AU FONCTIONNEMENT DES CFA HORS THR
TOUS CFA CONFONDUS**

Région	2004			2005			2006			Evolution de la participation 2005 / 2004	Evolution de la participation 2006 / 2005	Evolution de la participation 2006 / 2004
	Effectifs pondérés jeunes	Organisme gestionnaire	Participation par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Organisme gestionnaire	Participation par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Organisme gestionnaire	Participation par jeune			
Alsace	12 563	3 339 429 €	266 €	12 914	3 318 623 €	257 €	13 482	3 286 646 €	244 €	-3,36%	-5,06%	-8,27%
Aquitaine	15 436	3 895 512 €	252 €	15 756	4 249 913 €	270 €	16 672	3 523 994 €	211 €	7,14%	-21,85%	-16,27%
Auvergne	7 434	655 390 €	88 €	7 617	566 405 €	74 €	7 980	230 005 €	29 €	-15,91%	-60,81%	-67,05%
Bourgogne	11 355	1 337 906 €	118 €	11 646	523 604 €	45 €	11 891	452 111 €	38 €	-61,86%	-15,56%	-67,80%
Bretagne	16 207	1 489 221 €	92 €	16 740	2 246 534 €	134 €	17 495	1 571 443 €	90 €	45,65%	-32,84%	-2,17%
Centre	16 436	1 208 164 €	74 €	16 718	1 083 750 €	65 €	17 819	1 428 075 €	80 €	-12,16%	23,08%	8,11%
Champagne Ardenne	7 936	2 344 759 €	295 €	8 151	1 947 204 €	239 €	8 452	39 986 €	5 €	-18,98%	-97,91%	-98,31%
Corse	1 231	62 834 €	51 €	1 320	87 987 €	67 €	1 487	63 112 €	42 €	31,37%	-37,31%	-17,65%
Franche-Comté	8 744	724 066 €	83 €	8 960	987 810 €	110 €	9 472	1 180 278 €	125 €	32,53%	13,64%	50,60%
Ile de France	62 887	16 396 029 €	261 €	65 498	16 325 738 €	249 €	69 096	9 742 823 €	141 €	-4,60%	-43,37%	-45,98%
Languedoc Roussillon	11 744	3 462 941 €	295 €	12 245	3 046 563 €	249 €	12 987	3 339 340 €	257 €	-15,59%	3,21%	-12,88%
Limousin	3 349	125 641 €	38 €	3 523	153 705 €	44 €	3 740	107 590 €	29 €	15,79%	-34,09%	-23,68%
Lorraine	14 563	3 600 953 €	247 €	14 926	3 512 901 €	235 €	16 076	4 272 901 €	266 €	-4,86%	13,19%	7,69%
Midi Pyrénées	15 477	2 492 923 €	161 €	15 870	2 695 908 €	170 €	16 464	2 898 892 €	176 €	5,59%	3,53%	9,32%
Nord Pas de Calais	16 601	4 432 717 €	267 €	16 942	4 984 228 €	294 €	17 904	8 713 571 €	487 €	10,11%	65,65%	82,40%
Basse Normandie	9 954	1 910 972 €	192 €	10 106	494 691 €	49 €	10 449	1 355 879 €	130 €	-74,48%	165,31%	-32,29%
Haute Normandie	13 899	3 662 186 €	263 €	14 102	3 294 198 €	234 €	14 595	2 540 956 €	174 €	-11,03%	-25,64%	-33,84%
Pays de la Loire	28 505	2 618 793 €	92 €	28 919	2 470 345 €	85 €	29 852	2 462 570 €	82 €	-7,61%	-3,53%	-10,87%
Picardie	11 697	1 422 434 €	122 €	11 963	1 878 564 €	157 €	12 392	1 987 706 €	160 €	28,69%	1,91%	31,15%
Poitou Charentes	12 299	1 859 592 €	151 €	12 246	1 598 961 €	131 €	12 773	1 708 351 €	134 €	-13,25%	2,29%	-11,26%
Provence Alpes Côte d'Azur	31 473	4 750 443 €	151 €	33 108	4 849 181 €	146 €	34 484	4 947 919 €	143 €	-3,31%	-2,05%	-5,30%
Rhône-Alpes	33 449	3 007 890 €	90 €	34 715	2 205 774 €	64 €	37 360	3 942 216 €	106 €	-28,89%	65,63%	17,78%
France métropolitaine	363 239	64 800 795 €	178 €	373 988	62 522 587 €	167 €	392 921	59 796 364 €	152 €	-6,18%	-8,98%	-14,61%
Guadeloupe	1 254	183 980 €	147 €	1 328	200 762 €	151 €	1 303	342 053 €	262 €	2,72%	73,51%	78,23%
Guyane	193	47 380 €	246 €	226	45 257 €	200 €	245	42 763 €	175 €	-18,70%	-12,50%	-28,86%
Martinique	1 549	58 849 €	38 €	2 252	280 622 €	125 €	2 321	300 732 €	130 €	228,95%	4,00%	242,11%
Réunion	3 755	21 812 €	6 €	4 007	20 835 €	5 €	4 099	0 €	0 €	-16,67%	-100,00%	-100,00%
France outre-mer	6 750	312 021 €	46 €	7 813	547 476 €	70 €	7 968	685 548 €	86 €	52,17%	22,86%	86,96%
CFA régionaux	369 989	65 112 816 €	176 €	381 801	63 070 063 €	165 €	400 889	60 481 912 €	151 €	-6,25%	-8,48%	-14,20%
CFA à recrutement national	3 744	118 765 €	32 €	3 714	32 619 €	9 €	3 534	197 067 €	56 €	-71,88%	522,22%	75,00%
TOTAL France	373 733	65 231 581 €	175 €	385 515	63 102 682 €	164 €	404 423	60 678 979 €	150 €	-6,29%	-8,54%	-14,29%

En gris : données antérieures ou redressées / * jeunes : pré-apprentis et apprentis

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n° 51 du ministère de l'éducation (DEPP)

**CONTRIBUTION DES REGIONS AU FONCTIONNEMENT DES CFA HORS THR
TOUS CFA CONFONDUS**

Région	2004			2005			2006			Evolution de la participation 2005 /2004	Evolution de la participation 2006 /2005	Evolution de la participation 2006 / 2004
	Effectifs pondérés jeunes	Conseil régional	Participation par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Conseil régional	Participation par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Conseil régional	Participation par jeune			
Alsace	12 563	21 620 440	1 721	12 914	23 602 204	1 828	13 482	25 278 728	1 875	6,22%	2,57%	8,95%
Aquitaine	15 436	37 749 814	2 446	15 756	40 285 148	2 557	16 672	41 509 396	2 490	4,54%	-2,62%	1,80%
Auvergne	7 434	16 817 356	2 262	7 617	17 636 309	2 315	7 980	14 445 286	1 810	2,34%	-21,81%	-19,98%
Bourgogne	11 355	19 578 203	1 724	11 646	22 090 039	1 897	11 891	25 335 450	2 131	10,03%	12,34%	23,61%
Bretagne	16 207	31 865 055	1 966	16 740	31 420 653	1 877	17 495	31 973 251	1 828	-4,53%	-2,61%	-7,02%
Centre	16 436	37 520 658	2 283	16 718	42 784 490	2 559	17 819	45 741 860	2 567	12,09%	0,31%	12,44%
Champagne Ardenne	7 936	17 926 771	2 259	8 151	18 877 970	2 316	8 452	20 701 565	2 449	2,52%	5,74%	8,41%
Corse	1 231	2 985 503	2 426	1 320	3 154 739	2 389	1 487	3 456 258	2 325	-1,53%	-2,68%	-4,16%
Franche-Comté	8 744	16 849 363	1 927	8 960	18 130 680	2 023	9 472	20 987 128	2 216	4,98%	9,54%	15,00%
Ile de France	62 887	146 303 175	2 326	65 498	157 799 475	2 409	69 096	174 361 640	2 523	3,57%	4,73%	8,47%
Languedoc Roussillon	11 744	24 381 771	2 076	12 245	26 936 622	2 200	12 987	27 979 720	2 154	5,97%	-2,09%	3,76%
Limousin	3 349	9 517 140	2 842	3 523	9 988 057	2 835	3 740	10 959 546	2 930	-0,25%	3,35%	3,10%
Lorraine	14 563	25 560 992	1 755	14 926	27 005 014	1 809	16 076	24 690 070	1 536	3,08%	-15,09%	-12,48%
Midi Pyrénées	15 477	19 800 174	1 279	15 870	21 288 262	1 341	16 464	22 776 349	1 383	4,85%	3,13%	8,13%
Nord Pas de Calais	16 601	32 179 140	1 938	16 942	34 033 047	2 009	17 904	28 708 996	1 603	3,66%	-20,21%	-17,29%
Basse Normandie	9 954	19 717 814	1 981	10 106	22 665 804	2 243	10 449	25 576 910	2 448	13,23%	9,14%	23,57%
Haute Normandie	13 899	29 338 464	2 111	14 102	30 836 905	2 287	14 595	39 486 353	2 706	3,60%	23,73%	28,19%
Pays de la Loire	28 505	68 930 529	2 418	28 919	73 081 638	2 527	29 852	77 242 921	2 588	4,51%	2,41%	7,03%
Picardie	11 697	19 396 948	1 658	11 963	21 061 163	1 761	12 392	22 962 988	1 853	6,21%	5,22%	11,76%
Poitou Charentes	12 299	34 305 613	2 789	12 246	35 606 713	2 908	12 773	28 940 187	2 266	4,27%	-22,08%	-18,75%
Provence Alpes Côte d'Azur	31 473	61 596 597	1 957	33 108	61 281 011	1 851	34 484	60 965 425	1 768	-5,42%	-4,48%	-9,66%
Rhône-Alpes	33 449	59 083 780	1 766	34 715	60 938 291	1 755	37 360	77 395 917	2 072	-0,62%	18,06%	17,33%
France métropolitaine	363 239	753 025 300	2 073	373 988	800 504 234	2 140	392 921	851 475 924	2 167	3,23%	1,26%	4,53%
Guadeloupe	1 254	5 073 917	4 047	1 328	5 122 330	3 857	1 303	4 748 457	3 644	-4,69%	-5,52%	-9,96%
Guyane	193	734 989	3 815	226	540 000	2 389	245	579 528	2 367	-37,38%	-0,92%	-37,96%
Martinique	1 549	3 866 684	2 497	2 252	5 580 560	2 478	2 321	5 071 396	2 185	-0,76%	-11,82%	-12,49%
Réunion	3 755	12 252 284	3 263	4 007	13 033 475	3 253	4 099	12 588 228	3 071	-0,31%	-5,59%	-5,88%
France outre-mer	6 750	21 927 874	3 249	7 813	24 276 364	3 107	7 968	22 987 609	2 885	-4,37%	-7,15%	-11,20%
France - CFA régionaux	369 989	774 953 174	2 095	381 801	824 780 598	2 160	400 889	874 463 533	2 181	3,10%	0,97%	4,11%
CFA à recrutement national	3 744	94 925	25	3 714	308 922	83	3 534	117 709	33	232,00%	-60,24%	32,00%
TOTAL France	373 733	775 048 099	2 074	385 515	825 089 520	2 140	404 423	874 581 242	2 163	3,18%	1,07%	4,29%

En gris : données antérieures ou redressées

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n° 51 du ministère de l'éducation (DEPP)

AUTRES RESSOURCES CONSACREES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2006
TOUS CFA CONFONDUS

Région	2006									
	Effectifs pondérés jeunes*	Autres ressources fonctionnement				Autres ressources THR	Autres ressources investissement	Total autres ressources	Autres ressources par jeune	
		Ventes de produits de services	Subvention au compte de résultat & reprises / provisions et amortissements	Autres	Sous-total					
Alsace	13 482	2 584 603 €	1 191 493 €	980 941 €	4 757 037 €	63 206 €	778 137 €	5 598 380 €	415 €	
Aquitaine	16 672	1 938 524 €	3 698 946 €	5 151 215 €	10 788 685 €	610 281 €	5 469 909 €	16 868 875 €	1 012 €	
Auvergne	7 980	1 546 362 €	1 609 244 €	0 €	3 155 606 €	0 €	611 325 €	3 766 931 €	472 €	
Bourgogne	11 891	1 717 893 €	3 584 618 €	8 998 684 €	14 301 195 €	572 044 €	2 046 939 €	16 920 178 €	1 423 €	
Bretagne	17 495	290 595 €	4 794 950 €	8 744 421 €	13 829 966 €	1 303 484 €	1 084 969 €	16 218 419 €	927 €	
Centre	17 819	2 753 803 €	4 974 205 €	4 265 713 €	11 993 721 €	2 556 239 €	1 158 688 €	15 708 648 €	882 €	
Champagne Ardenne	8 452	465 578 €	2 217 876 €	6 840 298 €	9 523 752 €	440 559 €	1 097 052 €	11 061 363 €	1 309 €	
Corse	1 487	437 641 €	311 333 €	792 076 €	1 541 050 €	0 €	27 984 €	1 569 034 €	1 055 €	
Franche-Comté	9 472	1 136 686 €	1 895 968 €	3 596 359 €	6 629 013 €	133 860 €	1 819 078 €	8 581 951 €	906 €	
Ile de France	69 096	14 519 157 €	27 714 901 €	34 454 352 €	76 688 410 €	1 295 804 €	1 839 689 €	79 823 903 €	1 155 €	
Languedoc Roussillon	12 987	2 016 160 €	4 540 165 €	2 515 449 €	9 071 774 €	368 610 €	0 €	9 440 384 €	727 €	
Limousin	3 740	1 085 486 €	569 038 €	1 654 005 €	3 308 529 €	0 €	146 193 €	3 454 722 €	924 €	
Lorraine	16 076	76 359 €	3 000 244 €	1 512 241 €	4 588 844 €	322 059 €	406 612 €	5 317 515 €	331 €	
Midi Pyrénées	16 464	5 170 117 €	0 €	19 118 462 €	24 288 579 €	241 899 €	7 006 820 €	31 537 298 €	1 915 €	
Nord Pas de Calais	17 904	2 023 592 €	3 601 105 €	3 247 025 €	8 871 722 €	50 042 €	2 112 083 €	11 033 847 €	616 €	
Basse Normandie	10 449	3 330 549 €	2 907 715 €	3 566 507 €	9 804 771 €	1 303 596 €	697 437 €	11 805 804 €	1 130 €	
Haute Normandie	14 595	2 116 325 €	4 216 706 €	864 429 €	7 197 460 €	1 427 026 €	1 319 877 €	9 944 363 €	681 €	
Pays de la Loire	29 852	4 255 139 €	7 871 014 €	8 616 156 €	20 742 309 €	670 041 €	4 076 240 €	25 488 590 €	854 €	
Picardie	12 392	154 407 €	3 408 134 €	2 698 763 €	6 261 304 €	0 €	31 152 493 €	37 413 797 €	3 019 €	
Poitou Charentes	12 773	5 765 131 €	3 772 218 €	14 428 552 €	23 965 901 €	0 €	0 €	23 965 901 €	1 876 €	
Provence Alpes Côte d'Azur	34 484	4 108 676 €	6 959 221 €	10 700 073 €	21 767 970 €	473 773 €	4 208 651 €	26 450 394 €	767 €	
Rhône-Alpes	37 360	7 255 253 €	15 537 449 €	18 654 878 €	41 447 580 €	2 796 738 €	9 351 215 €	53 595 533 €	1 435 €	
France métropolitaine	392 921	64 748 036 €	108 376 543 €	161 400 599 €	334 525 178 €	14 629 261 €	76 411 391 €	425 565 830 €	1 083 €	
Guadeloupe	1 303	8 688 €	247 705 €	1 019 904 €	1 276 297 €	0 €	0 €	1 276 297 €	979 €	
Guyane	245			227 825 €	227 825 €			227 825 €	931 €	
Martinique	2 321	80 145 €	398 280 €	913 878 €	1 392 303 €	1 597 €	59 610 €	1 453 510 €	626 €	
Réunion	4 099	379 333 €	866 378 €	79 298 €	1 325 009 €	97 558 €	44 052 €	1 466 619 €	358 €	
France outre-mer	7 968	468 166 €	1 512 363 €	2 240 905 €	4 221 434 €	99 155 €	103 662 €	4 424 251 €	555 €	
CFA régionaux	400 889	65 216 202 €	109 888 906 €	163 641 504 €	338 746 612 €	14 728 416 €	76 515 053 €	429 990 081 €	1 073 €	
CFA à recrutement national	3 534	3 355 044 €	701 612 €	766 318 €	4 822 974 €	478 850 €	53 656 €	5 355 480 €	1 516 €	
TOTAL France	404 423	68 571 246 €	110 590 518 €	164 407 822 €	343 569 586 €	15 207 266 €	76 568 709 €	435 345 561 €	1 076 €	

En gris : données antérieures ou redressées

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n° 51 du ministère de l'éducation (DEPP)

RESSOURCES CONSACREES AUX INVESTISSEMENTS DES CFA EN 2006
TOUS CFA CONFONDUS

2006											
Région	Effectifs pondérés jeunes	Taxe apprentissage	Organismes gestionnaires	Région	Autres ressources	Total	Taxe apprentissage par jeune	Organismes gestionnaires par jeune	Région par jeune	Autres ressources par jeune	Total par jeune
Alsace	13 482	917 895 €	44 903 €	2 093 753 €	778 137 €	3 834 688 €	68 €	3 €	155 €	58 €	284 €
Aquitaine	16 672	162 152 €	194 762 €	3 108 244 €	5 469 909 €	8 935 067 €	10 €	12 €	186 €	328 €	536 €
Auvergne	7 980	331 400 €	313 390 €	316 294 €	611 325 €	1 572 409 €	42 €	39 €	40 €	77 €	198 €
Bourgogne	11 891	1 368 957 €	445 515 €	2 326 655 €	2 046 939 €	6 188 066 €	115 €	37 €	196 €	172 €	520 €
Bretagne	17 495	872 826 €	2 284 027 €	1 960 488 €	1 084 969 €	6 202 310 €	50 €	131 €	112 €	62 €	355 €
Centre	17 819	1 600 336 €	99 489 €	2 762 308 €	1 158 688 €	5 620 821 €	90 €	6 €	155 €	65 €	316 €
Champagne-Ardenne	8 452	697 597 €	305 219 €	1 236 605 €	1 097 052 €	3 336 473 €	83 €	36 €	146 €	130 €	395 €
Corse	1 487	105 312 €	0 €	108 084 €	27 984 €	241 380 €	71 €		73 €	19 €	163 €
Franche-Comté	9 472	449 598 €	166 141 €	1 103 940 €	1 819 078 €	3 538 757 €	47 €	18 €	117 €	192 €	374 €
Ile de France	69 096	8 961 727 €	1 242 237 €	18 586 270 €	1 839 689 €	30 629 923 €	130 €	18 €	269 €	27 €	444 €
Languedoc Roussillon	12 987	398 869 €	0 €	0 €	0 €	398 869 €	31 €				31 €
Limousin	3 740	87 650 €	0 €	752 035 €	146 193 €	985 878 €	23 €		201 €	39 €	263 €
Lorraine	16 076	1 848 322 €	21 793 €	1 957 998 €	406 612 €	4 234 725 €	115 €	1 €	122 €	25 €	263 €
Midi Pyrénées	16 464	1 158 818 €	54 000 €	11 655 833 €	7 006 820 €	19 875 471 €	70 €	3 €	708 €	426 €	1 207 €
Nord Pas de Calais	17 904	2 901 304 €	1 049 156 €	4 001 934 €	2 112 083 €	10 064 477 €	162 €	59 €	224 €	118 €	563 €
Basse Normandie	10 449	477 191 €	92 269 €	1 274 764 €	697 437 €	2 541 661 €	46 €	9 €	122 €	67 €	244 €
Haute Normandie	14 595	1 032 547 €	439 949 €	1 796 726 €	1 319 877 €	4 589 099 €	71 €	30 €	123 €	90 €	314 €
Pays de la Loire	29 852	1 682 853 €	545 845 €	5 738 504 €	4 076 240 €	12 043 442 €	56 €	18 €	192 €	137 €	403 €
Picardie	12 392	1 595 715 €	4 975 566 €	18 232 474 €	31 152 493 €	55 956 248 €	129 €	402 €	1 471 €	2 514 €	4 516 €
Poitou Charentes	12 773	364 728 €	1 102 003 €	4 408 011 €	0 €	5 874 742 €	29 €	86 €	345 €		460 €
Provence Alpes Côte d'Azur	34 484	1 455 067 €	523 813 €	3 856 378 €	4 208 651 €	10 043 909 €	42 €	15 €	112 €	122 €	291 €
Rhône-Alpes	37 360	6 727 036 €	2 218 466 €	4 738 844 €	9 351 215 €	23 035 561 €	180 €	59 €	127 €	250 €	616 €
France métropolitaine	392 921	35 197 900 €	16 118 543 €	92 016 142 €	76 411 391 €	219 743 976 €	90 €	41 €	234 €	194 €	559 €
Guadeloupe	1 303	271 764 €	64 005 €	188 569 €	0 €	524 338 €	209 €	49 €	145 €		403 €
Guyane	245										
Martinique	2 321	275 755 €	136 545 €	67 762 €	59 610 €	539 672 €	119 €	59 €	29 €	26 €	233 €
Réunion	4 099	150 356 €	0 €	798 171 €	44 052 €	992 579 €	37 €		195 €	11 €	243 €
France outre-mer	7 968	697 875 €	200 550 €	1 054 502 €	103 662 €	2 056 589 €	88 €	25 €	132 €	13 €	258 €
CFA régionaux	400 889	35 895 775 €	16 319 093 €	93 070 644 €	76 515 053 €	221 800 565 €	90 €	41 €	232 €	191 €	554 €
CFA à recrutement national	3 534	208 758 €	37 220 €	0 €	53 656 €	299 634 €	59 €	11 €	0 €	15 €	85 €
TOTAL France	404 423	36 104 533 €	16 356 313 €	93 070 644 €	76 568 709 €	222 100 199 €	89 €	40 €	230 €	189 €	548 €
Poids de chaque contributeur		16,3%	7,4%	41,9%	34,5%	100,0%					

En gris : données antérieures ou redressées

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n° 51 du ministère de l'éducation (DEPP)

Subvention d'investissement des Conseils régionaux aux CFA régionaux - 2006

Région	Autorisations de programme affectées en 2006	Crédits de paiement 2006
Alsace	4 003 746	1 827 614
Aquitaine	7 133 500	7 205 158
Auvergne	600 000	39 332 000
Bourgogne	6 031 421	1 404 999
Bretagne	5 723 816	1 268 249
Centre	9 523 928	5 574 752
Champagne-Adenne	1 789 782	2 411 172
Corse	3 670 000	495 000
Franche-Comté	456 777	2 009 356
Ile-de-France	45 426 179	18 387 701
Languedoc-Roussillon	2 972 907	1 268 791
Limousin	3 217 114	1 864 613
Lorraine	4 763 459	3 341 530
Midi-Pyrénées	12 634 870	2 358 012
Nord-Pas-de-Calais	30 583 101	283 999
Basse Normandie	4 517 943	1 806 494
Haute Normandie	7 714 188	3 989 254
Pays-de-la-Loire	7 000 000	5 027 501
Picardie	9 470 976	7 457 412
Poitou-charentes	6 101 808	4 408 011
Provence Alpes Côte d'Azur	7 796 031	5 766 041
Rhône-Alpes	12 548 886	13 249 287
France métropolitaine	193 680 432	130 736 946
Guadeloupe	6 200 000	3 334 336
Guyanne		
Martinique	3 250 000	86 531
Réunion	13 311 730	292 553
France outre-mer	22 761 730	3 713 420
CFA régionaux	216 442 162	134 450 366

Source : les Conseils régionaux - comptes administratifs

CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES CFA (EN €) - 2006
TOUS CFA CONFONDUS

Région	Effectifs pondérés jeunes	Nbre d'heures	Total fonctionnement (cptes 60 à 65)	Coût (1) par jeune	Total hors fonctionnement (cptes 66 à 68)	Coût (2) par jeune	Total Transport-Hébergement-Restauration	Coût total centres de formation	Coût (3) par jeune
Alsace	13 482	7 067 301	49 087 825 €	3 641 €	1 374 691 €	102 €	2 346 125 €	52 808 641 €	3 917 €
Aquitaine	16 672	8 259 073	80 143 090 €	4 807 €	5 515 953 €	331 €	8 750 179 €	94 409 222 €	5 663 €
Auvergne	7 980	3 818 553	38 386 246 €	4 811 €	2 297 027 €	288 €	3 429 700 €	44 112 973 €	5 528 €
Bourgogne	11 891	5 858 001	51 676 806 €	4 346 €	5 331 749 €	448 €	7 677 724 €	64 686 279 €	5 440 €
Bretagne	17 495	8 601 699	72 301 848 €	4 133 €	5 470 903 €	313 €	11 970 640 €	89 743 391 €	5 130 €
Centre	17 819	9 159 551	74 645 465 €	4 189 €	5 654 325 €	317 €	12 669 370 €	92 969 160 €	5 217 €
Champagne-Ardenne	8 452	3 624 644	36 448 505 €	4 313 €	4 276 187 €	506 €	4 480 416 €	45 205 108 €	5 349 €
Corse	1 487	777 002	6 034 845 €	4 059 €	714 394 €	481 €	285 433 €	7 034 672 €	4 732 €
Franche-Comté	9 472	4 990 836	38 593 988 €	4 075 €	3 215 305 €	339 €	3 790 111 €	45 599 404 €	4 814 €
Ile de France	69 096	38 765 020	444 897 438 €	6 439 €	31 648 423 €	458 €	24 378 003 €	500 923 864 €	7 250 €
Languedoc Roussillon	12 987	6 700 891	54 146 428 €	4 169 €	5 611 228 €	432 €	3 036 102 €	62 793 758 €	4 835 €
Limousin	3 740	1 992 682	18 569 381 €	4 965 €	1 075 098 €	287 €	1 741 768 €	21 386 247 €	5 718 €
Lorraine	16 076	8 806 660	55 348 994 €	3 443 €	3 254 948 €	202 €	7 528 046 €	66 131 988 €	4 114 €
Midi Pyrénées	16 464	7 827 500	61 189 893 €	3 716 €	7 520 085 €	457 €	6 062 563 €	74 772 541 €	4 541 €
Nord Pas de Calais	17 904	7 655 902	67 296 731 €	3 759 €	6 021 216 €	336 €	5 091 483 €	78 409 430 €	4 379 €
Basse Normandie	10 449	5 002 154	45 939 290 €	4 397 €	3 419 083 €	327 €	9 511 821 €	58 870 194 €	5 634 €
Haute Normandie	14 595	7 466 937	61 424 950 €	4 209 €	6 043 629 €	414 €	6 329 228 €	73 797 807 €	5 056 €
Pays de la Loire	29 852	15 734 334	123 621 947 €	4 141 €	10 596 426 €	355 €	12 087 756 €	146 306 129 €	4 901 €
Picardie	12 392	6 559 986	53 370 501 €	4 307 €	6 208 039 €	501 €	6 274 886 €	65 853 426 €	5 314 €
Poitou Charentes	12 773	6 080 533	63 213 048 €	4 949 €	7 589 795 €	594 €	7 970 417 €	78 773 260 €	6 167 €
Provence Alpes Côte d'Azur	34 484	16 295 878	120 072 883 €	3 482 €	10 737 310 €	311 €	15 321 310 €	146 131 503 €	4 238 €
Rhône-Alpes	37 360	21 107 876	181 420 166 €	4 856 €	19 882 820 €	532 €	15 042 516 €	216 345 502 €	5 791 €
France Métropolitaine	392 921	202 153 013	1 797 830 268 €	4 576 €	153 458 634 €	391 €	175 775 597 €	2 127 064 499 €	5 413 €
Guadeloupe	1 303	249 452	6 966 677 €	5 346 €	1 170 737 €	898 €	726 530 €	8 863 944 €	6 802 €
Guyane	245	92 074	0 €	0 €	0 €	0 €	1 248 644 €	1 248 644 €	5 101 €
Martinique	2 321	792 396	7 948 060 €	3 425 €	567 537 €	245 €	358 387 €	8 873 984 €	3 824 €
Réunion	4 099	1 616 671	17 121 509 €	4 177 €	1 097 380 €	268 €	2 252 210 €	20 471 099 €	4 994 €
France outre-mer	7 968	2 750 593	32 036 246 €	4 021 €	2 835 654 €	356 €	4 585 771 €	39 457 671 €	4 952 €
CFA régionaux	400 889	204 903 606	1 829 866 514 €	4 565 €	156 294 288 €	390 €	180 361 368 €	2 166 522 170 €	5 404 €
CFA à recrutement national	3 534	2 083 287	29 844 886 €	8 446 €	1 023 390 €	290 €	7 194 321 €	38 062 597 €	10 771 €
TOTAL France	404 423	206 986 893	1 859 711 400 €	4 598 €	157 317 678 €	389 €	187 555 689 €	2 204 584 767 €	5 451 €

En gris : données antérieures ou redressées

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête n° 51 du ministère de l'éducation (DEPP)